



*Les entretiens de*  
**CALUIRE ET CUIRE**  
**JEAN MOULIN**

2 et 3 octobre 2020 - «ÉGALITÉ»







# VENDREDI 2 OCTOBRE



<b>Allocutions d'ouverture</b> .....	P6
Robert THEVENOT .....	P6
Philippe COCHET .....	P8
QUEL SENS POUR L'ÉGALITÉ AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE ?	
<b>Conférence inaugurale</b> .....	P11
Jean-Louis DEBRÉ	
QUELLE ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE DANS UNE SOCIÉTÉ ARCHIPELISÉE ?	
<b>Conférence</b> .....	P18
Jérôme FOURQUET	
LUTTER CONTRE OU SE BATTRE POUR ?	
<b>Conférence</b> .....	P28
Céline PINA	
TERRITOIRES DIFFÉRENTS, TERRITOIRES INÉGAUX ?	
<b>Table ronde</b> .....	P31
Gaétan LEPOUTRE, Ingrid LEVAVASSEUR, Karim MAHMOUD-VINTAM, Alexis PEILLOUX	
ENTRETIEN	
.....	P36
Jérôme FOURQUET, Céline PINA	



# SAMEDI 3 OCTOBRE



**Fresque collaborative** ..... P58  
Christophe DELESTANG

DE L'ÉGALITÉ À L'ÉGALITÉ DES CHANCES : DE QUEL IDÉAL DE JUSTICE AVONS-NOUS BESOIN ?  
**Conférence** ..... P60  
François DUBET

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ : DE ROUSSEAU À RAWLS  
**Conférence** ..... P67  
Céline SPECTOR

L'ÉGALITÉ EN ACTION  
**Table ronde** ..... P70  
Franck ARNAUD, Laure BESSET, Jeanne CADON, Laurent COURAGIER, Christophe DELESTANG, Camille DUYCK,  
Chantal DE ROMANET

ENTRETIEN DE CLÔTURE  
..... P79  
François DUBET, Céline SPECTOR



## ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Robert THEVENOT, élu en charge de l'événement

Bienvenue aujourd'hui à Caluire et Cuire pour cette cinquième édition des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin ; j'adresse d'abord mes remerciements à vous toutes et tous : actrices et acteurs de cette édition, public présent, de vous être déplacés dans des circonstances particulières où les raisons de précaution sanitaire réduisent nos libertés d'aller et venir. Nous avons la chance de disposer avec le Radiant-Bellevue, d'une salle qui peut nous accueillir dans le respect des conditions exigées par la situation.

Cette édition a été pour nous un peu plus difficile à organiser que les précédentes, notamment dans le premier semestre de l'année. Elle a été aussi plus difficile à préparer du fait du thème retenu : l'égalité. Dans le triptyque républicain, c'est peut-être la valeur sinon la moins partagée, mais probablement celle à la perspective d'accomplissement la plus éloignée.

A cet égard, je voudrais en votre présence, Monsieur le Président, citer le Général de Gaulle : « *le désir de privilèges et le goût de l'égalité, passions dominantes et contradictoires des Français de toute époque* ».

Et notre époque justement met en relief les difficultés à les concilier.

Tout récemment, la période de confinement a montré l'inégalité criante qui existait entre une famille « repliée » dans une confortable maison de campagne en Normandie, et d'autres familles renfermées à l'étroit dans des HLM de Seine-Saint-Denis.

De façon plus structurelle et pérenne, nous constatons que les conditions de vie sont de moins en moins égales dans les différents archipels de la société française.

Monsieur Jean-Louis Debré nous fait l'honneur d'ouvrir ces Entretiens et nous l'en remercions vivement. Il nous parlera du sens de l'égalité dans la République et de son rôle pour conforter la liberté et la fraternité.

Ensuite, ces deux demi-journées seront consacrées, aujourd'hui aux inégalités territoriales et demain samedi, à celles liées aux disparités et à la reproduction sociale.

Nous aurons plaisir à écouter cet après-midi, Jérôme Fourquet qui a excellemment décrit la transformation profonde de la société française ces 30 dernières années : une société déstructurée par la chute conjointe du catholicisme et du communisme, la sécession des élites, et la montée des communautarismes, une société « archipelisée » où les grands moments d'unité nationale deviennent l'exception.

Après lui, Céline Pina nous dira que le combat républicain pour l'égalité est plus indispensable que jamais pour contenir la montée des séparatismes et spécialement du salafisme dans nos banlieues.

Fidèles à la tradition des Entretiens qui donnent la parole aux acteurs de terrain, une table ronde accueillera certains de ceux-ci ; je salue tout particulièrement la présence de Madame Ingrid Levavasseur, qui nous a donné une image digne, attachante et flamboyante du mouvement des gilets jaunes.

Samedi, avec le concours de la Revue Esprit, nous accueillerons un sociologue et une philosophe. François Dubet, professeur émérite à l'Université de Bordeaux, et auteur du récent « Temps des Passions Tristes » traitera de l'égalité et d'égalité des chances, et de quel idéal de justice avons nous besoin.

Céline Spector, professeur à la Sorbonne, nous parlera du Contrat Social de Rousseau, de la Théorie de la Justice de John Rawls, et de l'évolution des notions d'égalité et d'inégalité du XVIIIème siècle à nos jours.

La table ronde sera consacrée à l'égalité en actions, ici, à Caluire.

Je souhaite que ces deux jours éclairent votre réflexion, et remercie les participants de leur concours.

Je tiens aussi à remercier Victor Bosch et ses équipes qui nous accueillent, Louis Laforge qui fait vivre ces Entretiens que nous avons préparés avec Bernard Agarini et ses équipes, toujours disponibles et efficaces.

Monsieur le Président, j'ai cité au début de mon propos le Général de Gaulle, je le terminerai en citant avec plaisir devant vous, Jacques Chirac : « *Oui, l'honneur de la politique c'est d'agir d'abord pour l'égalité des chances. C'est de permettre à chacun, à chaque jour, d'avoir sa chance. C'est l'une des clés de notre avenir.* » (le 11 mars 2007)

Belles journées à vous toutes et tous.



**Philippe COCHET**  
Maire  
Ville de Caluire et Cuire



**Philippe COCHET**, maire de Caluire et Cuire

Monsieur le Président,  
Mesdames Messieurs les conférenciers,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir, ce matin, au Radiant-Bellevue pour ouvrir avec vous la 5ème édition des Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin.

Ce rendez-vous annuel, désormais incontournable à Caluire et Cuire, et au-delà dans le paysage culturel métropolitain, est un exercice inédit de démocratie qui interroge l'engagement individuel de chacun au service des valeurs de la République.

Comme vous le savez, l'histoire de notre commune a été marquée par la figure de Jean Moulin.

Arrivée libre, il repartira enchaîné, maltraité, torturé puis plus tard, achevé, assassiné. Cet engagement absolu, jusqu'au sacrifice ultime est devenu un symbole majeur du combat pour la liberté, dans un cadre républicain.

C'est donc tout naturellement qu'en réaction aux attentats de 2015, à la lumière de cet exemple d'un préfet de la république qui s'engage au nom des valeurs républicaines, que la Ville de Caluire et Cuire a créé cet événement, dès 2016.

C'est dire l'importance de cette figure héroïque pour notre République et l'attachement que ses représentants portent à ses symboles.

Symboles suffisamment forts pour que, au travers des événements majeurs du XXème siècle, des anonymes - je pense aux poilus de la grande guerre, mais aussi aux résistants de 1940 - comme des personnages illustres, acceptent de sacrifier leur vie au nom des valeurs même de la République. Pour autant, ces symboles sont aujourd'hui interrogés, bousculés.

Car, lorsqu'une partie des enfants de la Nation, élevés en son sein, en arrivent à retourner les armes contre leur pays, nous avons le devoir



de nous interroger sur ce que, chacun à notre niveau, nous mettons en œuvre pour s'assurer de la permanence et de la transmission de ces valeurs.

De cette situation dramatique est née l'idée des Entretiens, pour favoriser le questionnement, encourager la nuance, tenter de déterminer ce qui en fait encore et toujours notre socle commun et enfin offrir à nos concitoyens des temps de réflexion et d'échange propices pour développer ou renforcer leurs analyses du monde contemporain.

L'enjeu est de proposer une réflexion d'ensemble sur l'actualité des valeurs de la République, complémentaires et antagonistes à la fois, et sur la façon dont elles peuvent incarner le ciment de la société.

L'enjeu, c'est aussi l'action de proximité qui naît du terreau de la réflexion. Car, pour nous, action et réflexion sont indissociables ; elles se nourrissent l'une l'autre. C'est pourquoi tout au long de ces deux journées, vous pourrez écouter et interroger ceux qui pensent et agissent, qui sont parfois les mêmes !

Après la Laïcité, la Liberté, la Fraternité et la Citoyenneté, nous avons choisi, cette année, d'interroger la belle et grande notion d'Égalité. Sociologues, journalistes, chercheurs, enseignants, personnalités politiques et de la société civile, comme, par exemple, Jean-Louis Debré, Jérôme Fourquet, Céline Pina, Céline Spector, ou encore Ingrid Levavasseur et François Dubet et bien d'autres intervenants de grande qualité qui tous, ont répondu présents, nous font l'honneur d'être parmi nous pour mettre leurs connaissances, leur talent et leur expertise pour alimenter notre réflexion, en élargissant nos horizons.

Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Avec eux, nous partirons en quête de cette notion d'égalité, valeur exigeante, car difficile à cerner, encore plus à atteindre, passion française, au contenu en définitive peut-être insaisissable?

Une thématique plus que d'actualité et mise en exergue par les crises successives de ces dernières décennies.

De fait la crise sanitaire que nous traversons ne rend elle pas encore plus visibles les inégalités et disparités dans notre pays ?



Passion française donc, elle est aujourd'hui traversée par de multiples contradictions (territoriales, sociales, économiques, culturelles...) qu'il s'agira d'interroger et de relier pour prendre le recul nécessaire et tâcher de lui donner un sens. Polymorphe, polysémique, nous avons du faire des choix, déterminer des angles pour tenter d'en approcher la substance.

Ainsi, cette manifestation va chercher à interroger la dimension géographique, avec l'intervention de Jérôme Fourquet, Directeur du Département

Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, auteur en 2019 de « L'archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée », mais également des témoignages d'acteurs de terrain qui viennent présenter leurs propres actions dans cette France potentiellement « archipelisée ».

C'est le fil rouge du vendredi : l'égalité à la lumière de la sociologie, de la géographie et de la science politique.

Il y a bien, dans les faits, des territoires différents. Nous verrons bien que ces différences ne sont pas pour autant et automatiquement des inégalités. Or, pour que ces différences ne soient pas des inégalités, il est nécessaire d'ouvrir le dialogue; il faut que les archipels se parlent, et ce sera bien le propos de la table ronde réunissant des acteurs de terrain.

Demain samedi, nous avons choisi d'explorer la question philosophique de la justice sociale. Quel idéal de justice chercher ? Quelles discriminations et inégalités contribuent aujourd'hui à déchirer notre tissu social ?

Nous aborderons des éléments de diagnostic et de réponse, au travers de concepts philosophiques, mais également d'analyses tirées de la sociologie, et enfin d'expériences proposées par des acteurs de terrain, incarnations de ces tisserands du quotidien qui cherchent à réparer à leur mesure les déchirures qu'ils observent sur notre tissu social.

Ces entretiens sont organisés avec une alternance d'exposés théoriques et d'expériences de terrain proposées par des acteurs caluirards qui s'engagent concrètement pour promouvoir l'égalité dans leurs domaines d'intervention (Secours Catholique de la Rivette, Caluire Sporting Club, Centre d'accueil de jour d'adultes déficients mentaux, Les Villanelles, Centres sociaux et culturels de Caluire et Cuire, Service civique communal).

Il s'agit d'un souci constant qui vise à articuler débats d'idées et réalisations de terrain pour apporter du relief à notre réflexion, lui donner un sens et l'enraciner concrètement dans notre quotidien.

Je tiens à saluer tous nos partenaires qui travaillent à nos côtés depuis de nombreux mois à la conception de ces Entretiens : le Centre national de la fonction publique territoriale, Philosophie magazine, la revue Esprit, l'université Jean Moulin, Sciences po Lyon, le Radiant-Bellevue et la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Merci à Robert Thevenot qui porte la manifestation depuis le début, et à l'équipe qui l'entoure.

Merci à Victor Bosch et son équipe pour leur implication fidèle et sans faille, eux qui ont particulièrement contribué à ce que cette manifestation puisse avoir lieu dans les meilleures conditions malgré les contraintes sanitaires actuelles.

Enfin, je remercie chacun d'entre vous de sa précieuse participation aux Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin et je vous propose d'ouvrir sans plus attendre cette édition 2020 consacrée à l'Égalité, avec Jean -Louis Debré, ancien ministre, ancien président de l'assemblée nationale et du conseil constitutionnel que je salue chaleureusement.



**Louis LAFORGE** : Merci, Monsieur le Maire. Le CV de Jean-Louis Debré est très long, mais vous le savez peut-être moins, parce qu'évidemment il a été député, ministre de l'Intérieur, président de l'Assemblée nationale, président du Conseil constitutionnel, mais aussi auteur de romans policiers. Je vous en prie, Monsieur Jean-Louis Debré, nous sommes ravis et honorés de vous accueillir à Caluire et Cuire.

## CONFÉRENCE INAUGURALE : **Quel sens pour l'égalité au sein de la République ?**

Jean-Louis DEBRÉ est ancien Ministre de l'Intérieur, ancien Président de l'Assemblée nationale et du Conseil Constitutionnel.

Cher Monsieur le Maire, cher Robert Thevenot, mesdames et messieurs. Une toute petite remarque, c'est toujours pour moi une très grande émotion de venir ici dans cette ville, parce que pendant toute mon enfance on parlait de Jean Moulin. J'appartiens à une famille de résistants à l'intérieur, et il y avait un personnage qui illustrait naturellement, de Gaulle, mais il y avait Jean Moulin. Jean Moulin c'était le point de référence d'un patriotisme et d'un courage.

Je voudrais commencer mon propos par deux citations. L'une d'Anatole France qui disait : « *Heureux ceux qui n'ont qu'une vérité. Plus heureux, plus grands, plus forts, ceux qui ont fait le tour des choses ont assez approché la vérité pour savoir qu'on ne l'atteindra jamais. Alors, enrichissons-nous de la vérité des autres.* » C'est la raison même de ces Entretiens de Jean Moulin, « Enrichissons-nous de la vérité des autres ! »

Et puis, je voudrais avoir recours à une deuxième citation, qui je trouve est très bien adaptée à notre situation aujourd'hui, qui est du philosophe Alain. Alain disait : « *Lorsqu'on est las d'interroger l'avenir, lorsque cet avenir est incertain, incompréhensible, retournons-nous vers le passé, et cherchons dans ce passé ce qui peut nous donner la force d'affronter l'avenir.* » Pour l'égalité c'est important « Liberté, Égalité, Fraternité ». Ces mots forment la devise de la République, elle est inscrite dans notre Constitution à l'article 2. La liberté et l'égalité sont posées comme notre règle de vie, comme notre raison de vivre ensemble, et cela dès l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui a été repris par le préambule de la Constitution de 1958.

Pourquoi ces trois mots ? Comment ces trois mots « Liberté, Égalité, Fraternité » se sont-ils imposés ? Ils semblent être apparus pour la première fois dans notre histoire dans le discours de Robespierre qu'il a prononcé – ou qu'il n'a pas prononcé, mais qu'il a écrit – pour l'organisation des gardes nationaux en 1790. Quelques années plus tard, la Commune de Paris impose la République une et indivisible : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Elle impose cela sur la façade de l'Hôtel de Ville, et sur tous les édifices publics. Naturellement, l'avènement de Napoléon va faire disparaître cette devise, et « Liberté, Égalité, Fraternité » est adoptée officiellement une première fois le 27 février 1848 par la Seconde République, elle devient le fondement de la République.

Mais le coup d'État du 2 décembre 1851 fait disparaître cette formule, et elle réapparaît en 1879 avec la Troisième République, et elle a l'occasion d'être inscrite sur tous les frontons des édifices publics lors de la célébration du 14 juillet 1880. En 1940 le régime de Vichy préfère « Travail, Famille, Patrie ». Après la Libération, elle réapparaît. Et la Constitution de 1946, fondement de la Quatrième République, et celle de 1958 qui a préparé, qui a institué la Cinquième République, ont repris cette formule.

Le second des trois mots « Égalité » est placé entre la Liberté et la Fraternité. Et donc l'Égalité, hier comme aujourd'hui, comme demain, apparaît comme la clé de voûte de l'édifice républicain. Car le principe de Liberté est clair, il guide un pays vers l'épanouissement de la liberté. Que serait la Liberté sans Égalité, si certains pouvaient bénéficier de la liberté, et d'autres n'avaient pas le droit à cette liberté ? Ce sera tout

le chemin de l'histoire républicaine, faire en sorte que la Liberté, reconnue à tous, hommes, femmes, soit également l'Égalité reconnue à tous. Que serait la Fraternité sans cette recherche d'Égalité ? Probablement une sorte de condescendance charitable, ce qui n'est pas critiquable, mais ce qui ne correspond pas à la dynamique républicaine.

Le thème de l'Égalité a été repris par de nombreux philosophes. Je pense à Condorcet, à Voltaire, à Rousseau, qui ont abondamment disserté sur l'Égalité. Oui, l'Égalité, c'est un principe philosophique ! On va voir dans un instant qu'il va falloir appliquer ce principe philosophique. De nombreux philosophes, mais aussi des écrivains qui en ont fait le fil rouge de leur œuvre. Je pense à Balzac et *La comédie humaine*, je pense à Rousseau, mais je pense aussi à Victor Hugo et à Zola. Victor Hugo : « *Je réclame la Liberté, je réclame l'Égalité, je réclame la Fraternité* » et dit-il à la tribune de l'Assemblée : « *Je rajoute l'Unité* ».

En 1853 Victor Hugo ajoute : « *Je veux une France universelle. Je veux une France fraternelle, mais aussi je veux une France plus égalitaire, qui reconnaît aux femmes le droit à la citoyenneté* ». Oui, l'Égalité telle que les révolutionnaires le prévoient, c'était une Égalité pour les hommes, pas pour les femmes. D'ailleurs en 1801, un révolutionnaire, Sylvain Maréchal qui était avocat, va écrire ou déposer une proposition de loi qui porte comme titre « Interdit à lire aux femmes ». Il indiquait – et il n'était pas le seul à penser ainsi – que la société civile dans sa distribution des rôles n'en a donné qu'un passif aux femmes : « *Leur empire a pour les limites le seuil de la maison paternelle ou maritale* ». Et il ajoutait que les femmes ayant une propension inouïe à parler n'avaient pas besoin d'écrire. Je lui laisse la responsabilité. Il ne faut pas oublier George Sand, Colette, qui ont œuvré pour l'Égalité.

La recherche de l'Égalité a été aussi celle d'un certain nombre de doctrinaires politiques. Je pense naturellement à Marx, pour qui l'Égalité est la raison du communisme. L'histoire – dit Karl Marx – de toute la société n'a été que l'histoire de la lutte des classes. Cette lutte des classes s'arrêtera lorsque la révolution prolétarienne mondiale conduira à une société où après un temps la classe dominante sera la classe laborieuse. Et après ce temps, les différences de classes seront définitivement abolies, conduisant ainsi à une société sans classes, c'est-à-dire à une société égalitaire. C'est le marxisme.

Je fais aussi allusion à un auteur important dans la réflexion sur l'Égalité et qui aboutira dans un instant à ce que j'essaie de définir. C'est un auteur qui s'appelle Cabet (1788-1856) qui a tenté l'expérience du communisme intégral. Il a souhaité un régime Égalitaire où tout serait commun : le travail, la vie, où tout le monde serait payé selon ses besoins. Son livre *Voyage en Icarie* a fait beaucoup de bruit. Cabet qui n'a pas pu le faire en France a pu faire outre-Atlantique cette expérience d'une communauté où tout le monde était égal. Cela s'est très mal terminé, et il a fallu arrêter l'expérience.

Bref, hier comme aujourd'hui, l'Égalité était évoquée dans la plupart des discours politiques, surtout à l'arrivée des élections. Égalité des chances, Égalité des hommes et des femmes, on évoque même aujourd'hui l'Égalité des territoires. Ainsi que le soulevait Tocqueville, les peuples démocratiques aujourd'hui ont un goût naturel pour la Liberté, mais ils ont pour l'Égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, et invincible.

Voilà l'histoire, voilà la littérature. Mais quel sens donne-t-on au mot « Égalité » ? Comment définir l'Égalité ? En mathématique, c'est très facile. Dans le domaine de l'organisation d'une société, dans le domaine de l'organisation des relations humaines, il est plus difficile de donner une définition simple qui puisse satisfaire tout le monde. **L'Égalité à l'évidence, contrairement à ce que croient certains théoriciens, cela ne veut pas dire identique**, cela ne veut pas dire uniforme, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des différences. L'Égalité c'est un idéal à atteindre. Ce qui est à peu près sûr, c'est que l'Égalité suppose l'absence de hiérarchie et de domination entre les êtres humains. Un refus de hiérarchiser les individus et de créer une domination à partir des différences. Ce n'est pas parce que vous êtes différent que la société est inégalitaire.

L'Égalité de quoi ? L'Égalité de qui ? Égalité des conditions sociales, Égalité des conditions de travail, Égalité des chances, Égalité des salaires, Égalité des revenus, Égalités des droits, Égalité des devoirs ? La liste est indéfinie. En réalité, souvent revendiquée par les uns et les autres en fonction de leur appartenance politique ou religieuse, l'Égalité donne lieu à des interprétations différentes selon ceux qui s'affirment être

des partisans et selon les moments de notre histoire politique. Le principe d'Égalité affirmée par la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est une Égalité face à la loi, une Égalité des droits, mais pas plus. Et cette Égalité de droits proclamée par les révolutionnaires, proclamée par la déclaration des Droits de l'Homme s'accommode parfaitement d'autres inégalités. Ne serait-ce que l'Égalité du droit de vote qui n'a été reconnue qu'aux hommes. Oui, c'est égalitaire pour les hommes, mais pas pour les femmes. Donc, revendiquer l'Égalité des droits pour les hommes, ce n'est pas lutter contre les inégalités.

L'Égalité d'ailleurs chez certains, comme chez Platon, supposait trois classes. Et dans la classe des dirigeants l'Égalité entre eux, mais il y avait les esclaves et la société était égalitaire disait-on.

Dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui, l'Égalité recouvre beaucoup de choses. Il faut bien voir que les progrès de l'Égalité n'entraînent pas forcément – et on le voit aujourd'hui en France – la disparition de toutes les inégalités et de toutes les différences. Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que du moins en République pour les partisans de l'Égalité, ces différences qu'il peut y avoir entre les hommes, les femmes, les gens de religion différente ou de couleur de peau différente, ne peuvent en aucun cas fonder une hiérarchie sociale ou politique. Ce n'est pas parce que vous êtes différent qu'il faut que l'on vous refuse le droit à l'Égalité.

L'Égalité c'est reconnaître chaque être humain pour ce qu'il est, et non pour ce qu'il possède, d'où il vient, et à cause de sa couleur de peau. Oui, la l'Égalité c'est reconnaître à chaque humain un droit égal. C'est refuser une supériorité ou une domination fondée sur une différenciation. Refuser que du seul fait de son origine le droit de diriger ou de gouverner. D'où l'importance, le fondement même de l'Égalité, c'est l'Égalité dans l'acquisition du savoir. L'Égalité apparaît comme un combat libérateur des privilèges, des discriminations, des exclusions et surtout, et c'est essentiel aujourd'hui dans notre pays, comme un facteur de cohésion sociale, donc de paix publique.

Il découle de tout cela que dans le domaine politique l'Égalité entraîne une distinction très importante entre la légitimité, c'est-à-dire le droit de diriger, la légitimité démocratique, et la légitimité monarchique ou autre. Oui en République, parce que c'est la Liberté, l'Égalité, celles et ceux qui vont diriger doivent être élus, et ne sont pas les héritiers d'une famille. C'est tout ce qui va séparer les uns des autres, et c'est très important.

Le 13 juillet 1789, l'Assemblée réunit le Tiers état, la noblesse et le clergé. Avant ils se réunissaient séparément. À ce moment-là, le marquis de Dreux-Brézé, grand chambellan du roi, vient dire à cette assemblée qui s'est réunie : « *messieurs, allez vous réunir séparément, parce que seul le roi a la légitimité de représenter le peuple* ». À ce moment-là, Mirabeau sort des rangs et dit : « *dites au roi que nous sommes ici par la volonté du peuple, nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes, parce que nous sommes l'Assemblée nationale. Parce que nous avons été élus par les citoyens, et non pas adoubés par une famille* ». C'est toute cette légitimité qui va s'imposer et qui est très importante dans le domaine politique.

Tous les individus sont donc égaux devant la loi, quelle que soit leur origine, leur « race », le sexe. L'important n'est pas de rappeler l'histoire, l'important n'est pas de vous rapporter ce qu'ont dit les philosophes, c'est d'essayer de comprendre comment, dans notre société contemporaine, le principe d'Égalité revendiqué par tout le monde, de gauche, de droite, d'ailleurs et de nulle part, qui a de multiples faces, est arrivé progressivement à s'imposer et à nous apparaître naturel ?

Avant de parler de l'Égalité des droits politiques, je voudrais parler du combat pour l'Égalité des droits civils. Car l'histoire le montre, avant même qu'il n'y ait des revendications pour le droit de vote, pour tout le monde, le combat pour l'Égalité a été un combat pour les droits. Les



droits personnels, et d'abord et essentiellement le combat pour le droit de savoir, pour l'accès aux connaissances. Comment être égaux si certains ont le droit de suivre une éducation, d'avoir une formation, et d'autres n'ont pas ce droit? Le droit à une éducation apparaît très tôt dans notre histoire. C'est Condorcet qui dans son rapport sur l'organisation générale de l'instruction publique souhaite que l'éducation devienne obligatoire et gratuite.

Obligatoire pourquoi? Justement pour cette Égalité, car si ce n'est pas obligatoire, notamment dans la France rurale de l'après révolution, les familles vont laisser leurs enfants pour s'occuper des vaches, et il y a une distorsion entre celles et ceux qui peuvent envoyer les enfants à l'école, et les autres – parce qu'il faut des mains – les laissent à la ferme ou envoient les enfants dans des mines. Le fait que cela devienne obligatoire est essentiel. L'Égalité suppose l'obligation de formation. Il faudra attendre bien plus tard, le 28 juin 1833 pour que l'on passe véritablement une loi qui permette cette obligation, du moins pour le primaire.

Je passe rapidement, mais Victor Duruy, Jules Ferry, Camille Sée, tous ces hommes ont montré qu'ils avaient le sens de l'Égalité. Mais cela c'est quelque chose que je voudrais que l'on retienne. Si l'Égalité a progressé dans notre pays, c'est certes dû aux hommes politiques, mais pas uniquement. Par exemple, lorsque l'on parle de l'accès des femmes dans l'école supérieure, à l'université, on parle naturellement de Camille Sée, de Jules Ferry, de tous ces hommes, de tous ces politiques. Mais comme l'histoire est écrite par les hommes, est-ce que vous avez entendu le nom de Julie-Victoire Daubié? Personne! Je voudrais bien qu'il y ait une Égalité dans l'écriture de l'histoire: Julie-Victoire Daubié c'est la première femme qui a passé le Bac. Personne n'en voulait. Une femme passant le Bac et rentrant dans l'enseignement supérieur – nous sommes à la fin du Second Empire – vous n'y pensez pas!

Mais Julie-Victoire Daubié est tellement entreprenante que finalement on accepte qu'elle s'inscrive aux épreuves. Étant persuadé que cette jeune femme, fille du gardien d'immeuble de Bas-les-Bains dans les Vosges n'avait aucune chance de réussir le Bac, par rapport aux élèves et étudiants des lycées. L'écrit a lieu: stupeur! Julie-Victoire Daubié est la meilleure en tout. Drame! Et vous le savez, hier, aujourd'hui et comme demain, quand un fonctionnaire est face à un drame, il ouvre un parapluie. Alors le recteur se tourne vers le chef des recteurs: qu'est-ce que l'on fait? On organise l'oral avec uniquement des professeurs qui sont contre l'arrivée des femmes dans l'enseignement supérieur. Génial! Sauf en mathématiques, Julie-Victoire Daubié est la meilleure en tout.



Ce que ne savent pas ces bons professeurs, c'est que Julie-Victoire Daubié, qui est la fille du gardien d'immeuble de Bas-les-Bains dans les Vosges est orpheline depuis l'âge de cinq ans et a été élevée par son frère qui était curé, qui lui a appris le grec, le latin, l'histoire, la géographie. Alors là, quand un recteur est face à une situation impossible, il ouvre non plus un parapluie, mais un parasol, et il se tourne vers le ministre. Le ministre, c'est Monsieur Rolland: « Monsieur le ministre, qu'est-ce que l'on fait? ». Monsieur le ministre hier, comme aujourd'hui, comme demain – tous les ministres de l'Éducation sont ainsi – veut rester bien avec les syndicats, alors il fait une déclaration en disant: « Moi, Rolland, ministre de l'instruction publique, tant que je serai ministre et pour ne pas déshonorer mon administration, je ne signerai jamais le diplôme de bachelière à une femme ». Il faut que Julie se batte. Elle trouve un avocat, et un an après on se rend compte que l'on est obligé de lui donner son diplôme.

Julie-Victoire Daubié est la seule femme en France – puisqu'aucun ministre ne veut signer son diplôme – à avoir un diplôme signé « le Conseil des ministres ». Oui, les ministres ce sont des gens importants, oui les politiques sont des gens importants,

mais c'est une leçon qu'il faut retenir pour les autres. Égalité, **s'il n'y a pas une volonté commune de tout le monde**, on n'arrive pas à faire progresser l'Égalité, et **les inégalités sont les plus fortes**.

L'Égalité des droits doit donc concerner aussi bien les hommes que les femmes, mais il y a beaucoup d'autres Égalités qu'il faut promouvoir. Égalité civile, puisque dans notre code on chante, on célèbre dans toutes les facultés de droit le Code civil, le Code Napoléon. Quel grand personnage ce Napoléon! Mais ce Napoléon n'était pas du tout égalitaire, du moins dans les droits civils. Pour se marier, une jeune fille devait avoir l'autorisation paternelle. Lorsqu'une femme avait une liaison extraconjugale, le Code pénal disait qu'elle pouvait être condamnée à la peine de mort. Et quand le mari avait une liaison extraconjugale, il était passible d'une peine d'amende si l'adultère a eu lieu au domicile conjugal. Inégalité! Inégalité dans le divorce : l'homme pouvait divorcer, mais la femme ne pouvait pas demander le divorce. Il a fallu toute une législation pour faire en sorte – et c'est très récent – que le mariage ne soit plus l'homme qui prend une femme pour épouse comme on disait jadis, mais c'est une coparentalité et ce sont les deux époux qui participent aux tâches du ménage. Il y a un contrat et une communauté de responsabilités. Tout cela a été une première évolution.

La deuxième évolution : l'Égalité c'est très bien, vous dites que l'école doit être obligatoire, mais il y a des familles qui n'ont pas les moyens de faire venir leurs enfants. Et cela a été à partir de 1877 l'instauration des bourses, qui s'est considérablement mobilisée. Voilà l'État, ou les communes, ou même certaines sociétés, qui vont au nom de l'Égalité permettre à des enfants dont les familles n'ont pas les moyens, d'acquérir le savoir. L'Égalité c'est l'éducation aujourd'hui. L'Égalité c'est la parité. L'Égalité c'est aussi l'intervention de l'État dans le domaine social. Après la Seconde Guerre mondiale, la Sécurité sociale.

Il est de bon ton aujourd'hui de railler l'État providence, mais l'État providence est un moyen pour faire progresser l'Égalité sociale. Et puis pour cela il faut des moyens, et l'Égalité a été entreprise par la fiscalité et par l'impôt. Vaste sujet. La création d'un impôt sur le revenu a été évoquée la première fois en 1848 par Garnier-Pagès, nous sommes sous la Seconde République. Évidemment, il fait un « flop ». Puis elle sera reprise par Gambetta dans le programme de Belleville, mais elle ne sera pas adoptée. Et de 1890 à 1894, tous les ministres des Finances – à l'exception de Poincaré – ont prôné un impôt sur le revenu pour redistribuer et permettre un chemin vers l'Égalité. Mais le Sénat, conservateur, n'en a jamais voulu. En 1900 et 1907, Joseph Caillot reprend cette idée de l'Égalité par la fiscalité et par l'impôt sur le revenu. Finalement, c'est en 1916 que cet impôt va progresser et va être mis en application.

Oui, mais si on bafoue mon Égalité, je veux pouvoir demander à la justice de me rétablir dans mes droits à l'Égalité. D'où le problème aujourd'hui comme hier de l'Égalité de l'accès à la justice pour faire prévaloir ses droits. L'État depuis bien longtemps a institué – depuis 1851 – l'aide judiciaire, devenue l'aide juridictionnelle. Pourquoi? Pour permettre à ceux qui n'ont pas les moyens de faire valoir leurs droits – notamment leurs droits à l'Égalité – devant la justice.

L'Égalité serait un vain mot si certaines professions étaient réservées aux hommes. Naturellement on retrouve l'action de bien des dirigeants politiques pour ouvrir certaines professions, mais s'il n'y avait pas eu deux femmes exceptionnelles, que tout le monde a oublié que personne ne veut citer, qui ont forcé les politiques à faire une loi pour ouvrir certaines professions. Je pense à la fin de la Troisième République, à Jeanne Chauvin. Personne ne la connaît, c'est la première femme avocate en France. Lorsqu'elle se présente devant le prétoire de la cour d'appel de Paris pour prêter serment pour devenir avocate, l'avocat général se lève et dit : « Madame Chauvin, jamais vous ne serez avocate ». « Pourquoi? » « Parce que pour être avocat il faut avoir accès au raisonnement juridique, or les femmes n'ont pas accès ». Jeanne Chauvin ne veut pas en démordre et va trouver un député, qui dépose une proposition de loi. La proposition de loi arrive en 1898 devant l'Assemblée nationale, la Chambre des députés. Et là, je suis allé regarder le Journal Officiel.

Le député de l'Aveyron monte à la tribune : « Mes chers collègues, vous allez autoriser des femmes à travailler? Nous ne sommes pas là pour construire des opérettes, mais des lois sérieuses.

Si vous autorisez, chers collègues, une femme à travailler, cela veut dire que cette femme ne cherchera pas d'abord à travailler, elle préférera l'union libre. Pas d'enfant légitime, pas d'héritage, c'est la fin de la société capitaliste et libérale. » Il descend, et arrive à ce moment-là le deuxième député, le Comte Périer de Larsan, député de Gironde, qui dit : « Mes chers collègues, l'heure est très grave. Le métier politique est un métier extrêmement prenant. L'homme n'a pas le temps de s'occuper du ménage, de la lessive. Qui le fera si les femmes travaillent ? ».

Finalement, à une faible majorité la loi passe et elle arrive devant le Sénat. Nous sommes à la veille de 1900 et là, un orateur monte à la tribune et dit : « Mes chers collègues sénateurs, je vous en supplie, l'Assemblée fait n'importe quoi. Mais imaginez-vous que nous rentrions à la maison et que le poulet soit trop cuit ? » C'est au Journal Officiel, je tiens la page à votre disposition. Malgré tout cette femme, Jeanne Chauvin, avec l'aide d'un député, Viviani, est arrivée finalement à faire voter la loi, et depuis les femmes ont accès à l'enseignement supérieur. De même que la première femme médecin, Madeleine Brès. Même les politiques disaient : « Attendez, on ne va pas mettre une femme dans un hôpital ! » Lorsqu'elle rentre dans l'amphithéâtre de la faculté de médecine, elle se cache derrière le Professeur Broca, qui va l'emmener progressivement au titre de Docteur en médecine. Elle veut passer l'externat et l'internat, mais à ce moment-là, manifestation Place de la Concorde des internes et des externes qui refusent. Mais elle s'est battue. Nous avons comme cela des exemples.



Ce que je veux dire, c'est que l'Égalité que nous cherchons encore aujourd'hui, il ne s'agit pas de regarder les politiques, le Maire de Caluire et Cuire ou d'autres, et dire : Égalité! Égalité! Non, **l'Égalité** dans notre histoire **a progressé quand chacun a considéré que c'était son combat personnel**. Aujourd'hui le principe d'Égalité est devenu une exigence tutrice et transversale qui conditionne l'application dans notre droit, de tous les autres droits.

Le Conseil constitutionnel, pour lequel j'ai une affection un peu particulière, veille au principe d'Égalité et fonde sa jurisprudence sur un certain nombre de textes qui constituent le bloc de constitution. L'Égalité est devenue en droit français un principe à valeur constitutionnelle, une norme juridique à part entière. Le Conseil constitutionnel a indiqué que l'Égalité faisait partie de l'identité constitutionnelle de la France. Le Conseil constitutionnel affirme que le principe de l'Égalité allait de pair avec le principe de parité. Le Conseil d'État et la Cour de cassation également.

L'Égalité, principe philosophique, espérance politique, combat politique est donc devenue une norme. Mais vouloir l'Égalité, espérer la Liberté, c'est aujourd'hui combattre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le communautarisme, le totalitarisme religieux, c'est défendre la laïcité de l'État. Cette loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'État, qui est une spécificité française, est la garante de l'égalité des croyants, quelle que soit leur religion, avec les non-croyants. Il revient à l'État, dans cette loi, mais aussi aux collectivités locales et aux services publics, d'assurer par la neutralité des agents à permettre à chacun de choisir la religion de son choix.

Face à la montée du communautarisme, cette loi de 1905, expression de la Liberté, de l'Égalité, des religions, est indispensable à appliquer dans son intégralité, avec tout ce qu'elle comporte. Car ce principe d'Égalité dont nous parlons depuis un certain temps s'oppose à toute discrimination, quelle qu'elle soit (politique, sociale, raciale, religieuse). Mais je l'ai dit en commençant, il n'y a pas d'Égalité, comme il n'y a pas de Liberté sans autorité et respect de la loi. De la loi républicaine, de la loi votée par les représentants du peuple, quel qu'il soit.

De la loi qui a été votée conformément à la procédure et à la constitution. C'est la loi qui protège chacun d'entre nous, et qui fait que nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que cela ne trouble pas l'ordre public. Alors oui, même si l'autorité publique, si l'ordre public ne sont pas respectés. Parce qu'à ce moment-là, ce sont les plus forts qui dominent les plus faibles.

Liberté, Égalité, Fraternité, sans ordre, sans respect de la loi, sont de vains mots.

Je voudrais terminer là-dessus. Aujourd'hui, il s'agit d'être les partisans de la Liberté. On voit dans ce monde autour de nous les ravages de la censure, de la domination, qui aboutit toujours à des troubles. Nous sommes tous partisans de l'Égalité. L'Égalité pour tous, pour chacun, dans le respect de l'Égalité des autres et de la Liberté des autres. Notre Liberté et notre Égalité se terminent où commencent celles des autres. Hier, l'Égalité c'était uniquement une Égalité pour les hommes, pour les citoyens. Au XIXe siècle on excluait les citoyennes. Le combat pour l'Égalité a fait qu'aujourd'hui on parle des citoyens et des citoyennes. Aujourd'hui, les hommes et les femmes peuvent aspirer à devenir les représentants de la nation. Certes, il a fallu des lois pour favoriser cette mixité politique, mais ça progresse. Le principe d'Égalité aujourd'hui change un peu de nature. Il regroupe tous les individus, y compris celles et ceux qui ne sont pas des nationaux français. Sur notre territoire national, chacun a le droit à la Liberté, dans le respect de l'ordre public, dans le respect des autres. Par conséquent, la Liberté, l'Égalité en France sont devenues universelles.

Mais là je serai un peu moins optimiste : il faut veiller à ce principe d'Égalité, c'est notre volonté à tous, quelle que soit notre fonction, quelle que soit notre position dans une ville ou dans une communauté. Mais c'est parfois difficile, j'en conviens, car ce monde est envahi par les moyens modernes de communication et de propagande que peuvent être les réseaux sociaux. Certes, il semble que les moyens modernes de communication, de diffusion soient une bonne chose. Il s'agit de permettre l'ouverture sur des connaissances nouvelles, la multiplication des sources d'information, la possibilité pour chacun – et notamment de nos enfants – d'avoir accès à des sources de connaissances. C'est un progrès extraordinaire, qui nous incite à aller et à militer pour l'Égalité. Regardez les révolutions dans le monde entier, elles sont parties d'Internet, quand on voit l'Égalité des autres.

Cela c'est parfait, mais ces réseaux sociaux permettent-ils toujours de faire le partage entre ce qui est fondé et ce qui ne l'est pas ? Ces réseaux sociaux mal orientés, ou par certains avec des arrière-pensées de propagande peuvent être les moyens de retarder la liberté et l'égalité de chacun.

Je prends un exemple : quand vous m'avez présenté tout à l'heure, cela m'énerve profondément parce que l'on dit que j'ai fait de la politique, mais avant cela j'ai été pendant vingt ans magistrat et juge d'instruction. La justice lorsqu'elle recherche des coupables ou en vue d'un procès, elle entend tout le monde : l'accusé, ceux qui l'accusent, les témoins, les parties civiles. Aujourd'hui bien des réseaux sociaux dénoncent sans entendre les parties, sans garantie d'être assistés d'un avocat. On envoie des informations parfois fausses à des millions de personnes, ou parfois des informations parcellaires. Et au nom de l'Égalité, on sème l'inégalité. Faisons attention à l'utilisation par nos enfants de ces réseaux sociaux.

Pendant le confinement j'avais pris mes petits enfants à la maison. Je me suis rendu compte, surtout pour ceux qui ont 15 ou 16 ans, qu'ils passaient leur journée à écouter n'importe quoi sur les réseaux sociaux, et qui n'arrivaient plus à savoir ce qui était fondé et ce qui ne l'était pas, et ils reprenaient des idées fausses. Les réseaux sociaux sont très importants, Internet est essentiel pour le combat pour l'Égalité et pour la Liberté, mais attention à ce que certains n'utilisent pas ces moyens modernes pour faire régresser la Liberté et l'Égalité. Je vous remercie.

**Louis Laforge** : Merci beaucoup. On vous écouterait pendant des heures, mais le temps est compté. C'est un plaisir de vous recevoir ici à Caluire et Cuire pour cette cinquième édition des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin. Merci à vous d'être là malgré le contexte, malgré la crise sanitaire. C'est important d'échanger autour de ces questions.



**Louis LAFORGE** : Bonjour ou re-bonjour. Merci en tout cas d'être là cet après-midi au Radiant Bellevue de Caluire et Cuire. Bienvenue à celles et ceux qui n'étaient pas avec nous ce matin, cette matinée durant laquelle nous avons accueilli ici l'ancien ministre de l'Intérieur, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré.

Avec nos prochains invités, nous allons nous intéresser aux inégalités de territoire et à leurs conséquences sur la vie quotidienne au plus près des citoyens et des citoyennes.

J'accueille tout d'abord sur la scène du Radiant Bellevue, quelqu'un que vous écoutez, que vous regardez régulièrement dans les médias, et notamment sur les antennes de France Télévisions. Nous sommes heureux d'accueillir ici à Caluire et Cuire Monsieur Jérôme Fourquet, directeur du département Opinions et Stratégies de l'Institut IFOP, auteur du très remarqué l'Archipel français, paru l'an dernier au Seuil. Je sais que vous êtes nombreux à l'avoir lu, et si ce n'est pas le cas, sachez qu'il paraîtra bientôt en Poche.

Cher Jérôme, vous allez répondre à cette question : « Quelle égalité républicaine dans une société archipelisée ? ».

## CONFÉRENCE

# Quelle égalité républicaine dans une société archipelisée ?

Jérôme FOURQUET est Directeur du département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'IFOP.

Bonjour à toutes, bonjour à tous. Merci pour votre sollicitation à participer à cette journée de réflexions et d'échanges ici à Caluire et Cuire. Je vais partir du constat que j'ai pu dresser sur l'état de la société, celui d'une société archipelisée. Je travaille en institut de sondage depuis plus d'une vingtaine d'années maintenant, à l'IFOP. C'est depuis ce poste d'observation privilégié que j'ai pu analyser et observer l'évolution du pays au cours de toute cette période, et peut-être même un peu avant. Quand on s'est lancé, avec mon co-auteur Sylvain Manternach, dans cette aventure de la rédaction de ce livre, rapidement le constat qui s'est imposé à nous était celui d'une fragmentation du pays et de sa société, d'où l'image de l'archipel.

Assez rapidement, essayons de dresser les éléments qui ont abouti à cette fragmentation. Si on prend comme point de départ la société française du XIXe et du début du XXe siècle, en gros depuis la Révolution française, cette société française avait une certaine cohésion. L'idée n'est pas de communier dans le souvenir d'un âge d'or révolu où la France aurait été totalement une et indivisible. On sait ici qu'à Lyon les habitudes culturelles et autres étaient différentes de celles qui prévalent à Marseille ou à Paris, par exemple, mais **il y avait une certaine cohésion qui était assurée par de grandes matrices structurantes qui se faisaient face**. D'un côté une matrice catholique et de l'autre une matrice républicaine et laïque. **En l'espace de quelques décennies, ces deux matrices se sont totalement affaissées et se sont disloquées.**

Je vais d'abord traiter de la première matrice, la plus ancienne, la matrice catholique. Vous me direz que ce n'est pas un scoop de dire que la société française a connu un phénomène de déchristianisation, certes, mais ce processus s'est considérablement accéléré en une quarantaine d'années, et est arrivé aujourd'hui à son stade quasi terminal. Nous avons retrouvé dans les archives de l'IFOP une enquête qui datait de 1960. Cette date est intéressante, car elle correspond à quelques années avant le concile de Vatican 2 qui va changer beaucoup de choses dans l'église, en France et ailleurs. Cette enquête nous disait qu'en 1960, 35 % des Français déclaraient aux enquêteurs de l'IFOP aller à la messe tous les dimanches ou plus. Rien déjà que dans la formulation de l'item « tous les dimanches ou plus », cela vous dit que nous avons changé quelque peu de paradigme. On a reposé à la demande du journal La Croix, ce même questionnement en 2013 et nous sommes arrivés au chiffre de 6 % de Français qui déclaraient aller à la messe tous les dimanches. En l'espace de cinq décennies, nous sommes passés de 35 % de catholiques pratiquants à 6 %.

Vous aurez raison de faire remarquer que déjà au début des années 60, les catholiques pratiquants n'étaient qu'une minorité en France, 35 % c'est une minorité. Mais comme on dit à la Bourse, à 35 % vous êtes une sacrée minorité de blocage. Vous pesez lourd, vous êtes majoritaire dans une partie du pays, et surtout vous avez tout un écosystème qui gravite autour de vous : une presse, des associations caritatives, des écoles, des intellectuels, des universités, des associations de jeunesse même professionnelles. On pense à la jeunesse ouvrière chrétienne, la jeunesse agricole chrétienne, etc.

De la même manière, les catholiques pratiquants, 6 % de la population, n'ont pas disparu, il en reste. Les catholiques notamment dans une région comme la vôtre, pèse encore dans le débat public et dans le secteur caritatif notamment, mais pas seulement, dans l'aide internationale. Ces catholiques pratiquants et engagés sont encore présents et visibles, mais à 6 % ils ne représentent plus qu'une des îles de l'archipel. Ce phénomène de déchristianisation va bien au-delà du simple niveau du recul ou du reflux de la pratique religieuse. Le catholicisme c'est ou c'était aussi toute une influence culturelle. Là on voit que le repli est assez avancé. Dans le livre on s'appuie sur des sondages d'opinion, sur la cartographie, mais aussi sur une autre donnée qui peut paraître un peu saugrenue, mais qui est très riche d'enseignements, c'est l'étude des prénoms qui sont donnés aux enfants qui naissent en France.

Nous sommes allés rechercher un gigantesque fichier de l'INSEE qui recense depuis 1900 toutes les naissances intervenues dans le pays année par année, département par département et vous avez à chaque fois le premier prénom qui est donné aux enfants. Cela nous fait une base de 84 millions de naissances, avec autant de prénoms associés. On peut sortir toutes sortes de statistiques sur les effets de mode sur ces prénoms ou la prévalence ou l'audience de tel ou tel prénom à un moment donné. Je referme cette parenthèse méthodologique et je reviens à mon influence culturelle du catholicisme. Cette influence culturelle se manifestait notamment à travers le choix des prénoms donnés aux enfants.



## Si pour de multiples raisons vous avez envie de rester entre vous, vous le pouvez tout à fait, vous pouvez vivre dans votre bulle.

Par exemple pour les filles, le prénom Marie, qui est quand même très fortement marqué et connoté, était donné à 20 % des petites filles qui naissaient en France en 1900, une sur cinq. Ce 20 % c'est la moyenne nationale, en Ile-de-France où la déchristianisation était assez précoce, on était déjà à peine à 10 % de Marie parmi les naissances de petites filles. Mais dans des régions très catholiques comme la Vendée, le Finistère, les Vosges, la Haute-Loire, c'était une petite fille sur deux en 1900 qui recevait le prénom Marie. Comme nous sommes à l'ère de la parité, on peut faire le même exercice avec les garçons. Le prénom emblématique dans les

familles catholiques c'était Jean, qui était donné à 16 % des garçons qui naissaient en 1900. Si je reviens au prénom Marie, aujourd'hui il est donné à 0,5 % des petites filles qui naissent en France.

Pour aller à un troisième niveau d'analyse, on pourrait aller à un niveau plus profond qui est celui de l'anthropologie. En gros, tout ce qui tourne autour de notre rapport au corps : la procréation, la sexualité, notre conception de la hiérarchie des espèces, notre rapport à la nature. Tout cela bien évidemment était maçonné, fabriqué, irrigué par la philosophie et les représentations judéo-chrétiennes. Là aussi on a toute une série de symptômes qui peuvent paraître décousus quand on les prend séparément, mais quand on les relie les uns aux autres ils expriment une certaine cohérence. Quand je parlais du rapport au corps, on peut prendre par exemple la question des obsèques. On a enterré les morts en France pendant des millénaires, cela datait même d'avant le christianisme. Aujourd'hui, quand vous regardez dans les pratiques, comme dans les enquêtes d'opinion, une grande majorité de Français souhaite se faire incinérer. En termes de rapport au corps, aux obsèques, nous avons un changement qui est tout à fait profond et majeur.

Autre élément toujours dans le rapport au corps, il y avait une pratique qui était assez condamnée par l'église, mais qui était assez peu combattue sous nos latitudes parce que pratiquée, c'était celle du tatouage. Il est dit à un moment dans la Bible que Dieu ayant créé le corps humain à son image, il est interdit de le scarifier ou de le marquer. Encore une fois, hormis certains milieux très spécifiques, cette pratique était peu répandue en France. Aujourd'hui, vous avez 17 % de la population française qui est tatouée, 1 % sur les 65 ans et plus. Si monsieur n'a pas fait son service dans la Marine Nationale, ou s'il n'exerce pas certaines professions très typées, il n'y a aucune chance statistique qu'il soit tatoué. Ses enfants ou petits-enfants, les moins de 35 ans, sont tatoués à hauteur de 35 % de la population. Je vous invite l'été prochain à regarder sur les plages et vous verrez la proportion de diffusion de cette pratique. Là aussi, cela nous dit des choses très profondes sur comment notre société a muté, même dans ses grands invariants anthropologiques. Nous relierons cela nous à la question de l'effondrement ou du recul de la matrice catholique.

Autre élément peut-être pour être en lien avec l'actualité plus immédiate, je parlais d'anthropologie tout à l'heure : nous avons hérité collectivement de cette matrice judéo-chrétienne une certaine philosophie, une certaine conception dans la hiérarchie des espèces. Il est dit dans les textes que là aussi Dieu a créé l'animal, et en tant que création divine les animaux doivent être respectés, mais il les a créés pour qu'ils soient au service de l'homme. Dans une société qui a longtemps été rurale comme la nôtre, on pouvait même ajouter « pour qu'il soit au service de l'homme, et que l'on puisse les manger ». S'il y a un respect à avoir de l'animal, et on se souvient que dans certaines régions l'église était assez en pointe contre, par exemple, la pratique de la tauromachie. En revanche nous avons une vision qui est très centrée autour de l'homme, avec l'homme qui préside ou qui est central dans ses conceptions. Je parlais d'actualité immédiate, vous voyez que nous avons aujourd'hui en France tout un courant de pensée qui promeut les droits et le bien-être animal, et le gouvernement a pris un certain nombre de mesures nouvelles, et il y en aura d'autres, je pense, dans les mois et les années qui viennent.

Dernières élections européennes en juin dernier, en 2019 un parti qui s'appelle Parti Animaliste s'est présenté aux élections et a fait 2 %

des voix. 2 % des voix on peut se dire que c'est peu, mais cela fait quand même 400 000 suffrages pour un programme qui se résume à une affiche où on avait une photo de chat et de chien. Pour avoir une comparaison, le Parti Communiste qui se présentait sous ses propres couleurs à ce même scrutin a fait 2,5 % des voix. Moi, j'ai commencé il y a 25 ans dans les sondages, si on m'avait dit qu'il y a un truc qui s'appelle le Parti Animaliste qui va faire le même score que le PC, je me serais dit que je me suis peut-être trompé de « boutique » et changé d'institut. Je vous l'accorde, c'est plus le PC qui s'est effondré que le Parti Animaliste qui est monté en puissance.

Avec cette transition, je vais monter au second pilier. On voit que le pilier catholique s'est effondré, il y a des restes encore, mais il n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Face à cela il y avait un pôle républicain laïque très constitué. Au début de la Troisième République, l'ossature de tout cela c'était les radicaux socialistes. Nous sommes ici à proximité immédiate de la ville d'Édouard Herriot, donc on sait ce que cela veut dire à Lyon. Mais du Front Populaire jusqu'à la fin des années 70 en France, ce pôle de gauche a été très fortement structuré par le Parti Communiste. Le Parti Communiste, on s'en souvient, de la Libération jusqu'à la fin des années 70, c'est 20 % à 25 % des voix à chaque scrutin. Je vous ai dit tout à l'heure qu'aux Européennes quand il se présente sans l'alliance avec Jean-Luc Mélenchon, le PC seul c'est aujourd'hui 2,5 % des voix.

Ce Parti Communiste avait, à l'instar du catholicisme, érigé une espèce de contre-société. Là aussi avec ses martyres, ses figures emblématiques, sa presse, ses organisations de jeunesse. La pierre angulaire de tout cela, en région parisienne, mais aussi par exemple ici dans le Grand Lyon, c'était la mairie communiste notamment, dont les fameuses ceintures rouges ouvrières qui ceinturaient les grandes villes bourgeoises et où les populations ouvrières étaient encadrées par ces mairies communistes qui proposaient là aussi une espèce de société à part entière. Ce que l'on appelait le communisme municipal, avec une très forte proportion de logements sociaux, des maisons des jeunes et de la culture, des théâtres populaires, etc.

Cette pierre angulaire n'a pas disparu, mais aux élections municipales de 1977 – on est à l'apogée du communisme municipal – en Île-de-France, le Parti Communiste contrôle 130 villes. Bilan des dernières municipales, en Île-de-France ils en contrôlent aujourd'hui 22 ou 23. Là aussi, à l'instar de mes Marie ou de mes catholiques, on voit qu'en l'espace de quelques décennies ce second pilier de la société française, qui donnait une cohérence et une cohésion, qui organisait et donnait une homogénéité à toute une partie de la population a très fortement périéclité. À l'instar de nos catholiques, les communistes ne sont plus qu'une des îles de l'archipel français, alors qu'ils en pesaient le cinquième il y a encore 35 ans.

Sans jeter de fleurs, vous voyez que les gens qui ont travaillé avant nous à l'IFOP avaient la partie beaucoup plus facile que nous. Parce que quand on est sondeur, on reconstitue en miniature pour travailler la société française. Un panel qui est un peu plus vaste que cette aujourd'hui, c'est 1 000 personnes, la taille canonique. Avec 1 000 personnes on refait une France en miniature. Nos prédécesseurs à l'IFOP quand ils avaient leur échantillon de 1 000 personnes, qu'est-ce qu'ils avaient ? Ils avaient 35 % de catholiques pratiquants, cela fait 350 individus sur 1 000 qui étaient affectés dans une case, la case catholique. Puis ils avaient 200 à 250 communistes que vous mettez dans une autre case, parce qu'en général ce ne sont pas les mêmes. On avait à peu près 600 personnes qui étaient déjà classées dans deux groupes. Il leur restait 400 personnes à – comme on dit dans notre jargon – « ventiler » dans d'autres catégories de la population.

On voit bien que cette société était déjà hétérogène, mais il y avait quand même ces deux grands maux qui donnaient un éclairage. Aujourd'hui si je fais le même exercice, sur 1 000 personnes j'ai 60 catholiques pratiquants et 25 communistes. J'ai 915 autres personnes à ventiler, contre 400 il y a quelques décennies. Là vous avez une illustration parmi d'autres de ce processus d'archipelisation. Ce processus, on peut l'illustrer une nouvelle fois à travers l'exercice sur les prénoms. Le fichier remonte à 1900 et nous avons dénombré avec mon co-auteur, le nombre de prénoms différents qui étaient utilisés chaque année par les familles pour appeler les enfants, partout en France. Nous constatons une très grande stabilité du corpus de prénoms pendant un demi-siècle. De 1900 à 1950, la France a fonctionné avec 2 000 prénoms chaque année, garçons ou filles. Ce n'était pas toujours les mêmes, il y avait des effets de mode, mais on avait un stock, un portefeuille de prénoms et cela suffisait bien aux familles. Que l'on soit en guerre avec peu de naissances, ou après-guerre avec plus de naissances, 2 000 prénoms.

Des historiens qui ont travaillé non pas sur un fichier, mais sur des monographies sur certaines régions françaises sur le XIXe siècle, arrivent à la même conclusion, c'est-à-dire une stabilité du corpus de prénoms. Et cela dit quoi ? Cela dit une certaine homogénéité dans les prénoms. Il y avait certes des variantes régionales et une certaine cohésion de la société française au plan culturel, parce que l'on partageait en gros le même portefeuille. Tout cela ne se doit pas complètement au hasard, comme pas mal de fois dans l'histoire de France, Napoléon était passé par là. Il avait édicté une règle, une loi qui – il se mêlait de tout – stipulait quels étaient les prénoms éligibles à l'État Civil. Il ne s'était pas embêté, il avait dit : ce sont les prénoms du calendrier. Là on retrouve notre matrice chrétienne, catholique, puisque comme vous le savez, les prénoms qui figurent sur le calendrier sont des prénoms de saints. Comme nous avons un État centralisé qui fonctionnait bien avec des relais dans les communes, les maires et les officiers de l'état Civil qui appliquaient à la lettre le règlement, on avait ce carcan qui était très stable. Mais aussi parce qu'il y avait peu de demandes sociétales pour faire autre chose.

Dans les années 50-60, on passe à 3 000 prénoms différents. 6 000 à 7 000 dans les années 70 à 80. Et en 1993 face à l'inflation des contentieux au tribunal administratif entre des familles et des collectivités locales, le législateur décide d'ouvrir les vannes en disant : « bon, on avait déjà assoupli la règle, on pouvait prendre d'autres types de prénoms, mais là maintenant il y a une liberté totale dans le choix des prénoms. ». On se prémunit quand même, il y a quand même une règle : il ne faut pas que cela porte atteinte à l'intégrité psychologique de l'enfant. Vous voyez que là on ouvre la porte à d'autres contentieux, parce que tout cela est très fortement subjectif.

Morale de l'histoire : en 2017 on a recensé 16 000 prénoms différents en France, contre 2 000 en 1945. Après mon exemple sur l'échantillon de l'IFOP, vous avez une autre illustration du phénomène d'émiettement, de morcellement et de diversification culturelle tous azimuts que notre pays connaît aujourd'hui. Là aussi nous avons une rupture qui est très forte, avec des choses qui étaient très ancrées historiquement. C'est-à-dire que jusque dans les années 50, on donnait beaucoup et préférentiellement aux enfants le même prénom qu'un de ses grands-parents, pour inscrire l'enfant dans un héritage, une lignée, une filiation, continuité historique. Aujourd'hui cela peut exister encore, mais le principe numéro un est la distinction. Il faut se démarquer absolument, et il faut que notre enfant ait un prénom qui permette de le singulariser.



Cette envie de singularisation va très loin, parce que je vous ai dit que nous avons 16 000 prénoms différents. Mais là nous avons fait les comptes uniquement sur à peu près 90 % des naissances. Parce que l'INSEE, chaque année, nous en met 50 000 de côté dans un autre fichier, qui s'appelle le fichier des enfants nés avec un prénom rare. Nous sommes allés regarder dans la nomenclature de l'INSEE ce que voulait dire un prénom rare. C'est un prénom qui est donné au mieux deux fois dans l'année en France.

Je vous redonne les chiffres, nous avons à peu près 800 000 naissances en France actuellement : 400 000 garçons, 400 000 filles, et si vous êtes en prénom rare, vous êtes seul ou avec un autre sur 400 000 de votre millésime à porter le même prénom. Là, il y a une médaille à remettre à vos parents quand vous serez grand, car ils ont vraiment bien travaillé pour que vous ayez un prénom que personne d'autre n'ait. Comment on fait cela ? Soit on en prend des très anciens, soit on en prend qui viennent de très loin, soit on en prend qui existent, mais on les customise : on enlève une lettre, on met un accent, on rajoute une lettre, soit on en fabrique un de toute pièce. Ce qui prévaut, c'est la distinction tous azimuts. Vous voyez qu'avec tout cela

notre société française est déjà très composite aujourd'hui.

Dans le délai qui me reste, je vais évoquer trois phénomènes sociologiques de nature différente, qui ont accentué encore cette fragmentation.

Le premier c'est ce que l'on a appelé de manière un peu provocatrice un phénomène de sécession des élites. Cela veut dire que le sommet de l'édifice social s'est progressivement coupé du reste de la société. Comment en est-on arrivé là ? Il y a plusieurs causes, il y a deux phénomènes structurants. D'abord le poids de cette population a augmenté. Qu'est-ce que c'est qu'une élite ? On peut débattre à l'infini. Si on dit qu'un public a, par exemple, le niveau supérieur à Bac+2, c'est 2 % à 3 % d'une génération dans les années 60, c'est 40 % à 45 % aujourd'hui. Cela ne fait pas 45 % de la population totale aujourd'hui, c'est de ceux qui sortent des études, sur la population globale cela doit faire 15 % à 20 %. Mais vous voyez, dans une ville comme ici, vous ne vous comportez pas de la même manière quand vous pesez 3 % de la population d'une ville, que quand vous en pesez 15 % ou 20 %. À 3 % vous êtes obligé de vous mélanger avec les autres, de les côtoyer. À 15 % ou 20 %, **si pour de multiples raisons vous avez envie de rester entre vous, vous le pouvez tout à fait, vous pouvez vivre dans votre bulle.**

On vit d'autant plus dans sa bulle – deuxième phénomène structurant – que ces publics ont tendance à se concentrer géographiquement. Pour des raisons assez basiques, ils vont là où les emplois qui les intéressent sont concentrés, principalement le cœur des grandes métropoles, vous en êtes un exemple emblématique. Le cas le plus poussé c'est Paris, où dans le recensement de 1982 on a 25 % de cadres et de professions intellectuelles dans la population parisienne. On est à 45 % au dernier recensement. Cela, c'est Paris intramuros. Mais vous avez à peu près le même schéma dans toute une partie de ce que l'on appelle l'Ouest parisien. Si vous prenez votre voiture, pour ceux qui connaissent quand ça roule : de la place de la Concorde vous pouvez rouler pendant 40 km plein ouest direction Versailles, vous n'allez

traverser que des communes dans lesquelles les cadres et les professions intellectuelles sont majoritaires. C'est un énorme écosystème, un énorme terrain de jeu dans lequel vous avez tout ce qu'il faut : les logements, les lieux de travail, les lieux de récréation, les commerces, les lieux de rencontre, et on peut vivre complètement dans sa bulle.

De manière moins marquée avec des taux moins élevés, on a à peu près la même situation ici à Lyon avec les Monts d'Or. Les taux sont plus faibles, nous sommes à 35 % ou 40 % et sur une distance plus faible, mais on peut très bien vivre dans cet écosystème sans plus jamais avoir besoin d'en sortir. Du coup, par exemple quand il y a un mouvement comme les gilets jaunes, il y a toute une partie de cette population qui tombe de l'armoire. Parce qu'en fait, elle vit comme touriste dans son propre pays, et elle n'a pas vu le reste du pays depuis très longtemps. La France pour elle – je caricature, mais à peine – c'est ce qu'elle voit défiler à 300 km/h quand vous descendez de Paris, que vous êtes en TGV, depuis votre fenêtre. Il y a cet effet de bulle de sécession des élites.

Cette sécession des élites s'est accélérée parce qu'un certain nombre d'institutions qui permettait, notamment dans les jeunes générations si ce n'est un mélange, du moins un frottement, ont soit disparu, soit sont en crise, ou fonctionnent beaucoup moins bien. Ce qui a disparu c'est le service militaire. Certes, il ne concernait que la moitié de la tranche d'âge, et les hommes. Certes nous avons tous dans nos entourages des histoires de piston, d'exemption, etc. Mais *grosso modo* jusqu'au milieu des années 90, deux tiers d'une classe d'âge masculine fait son service militaire, et ce, quel que soit le niveau d'éducation des garçons, et quel que soit le niveau social des parents. Encore une fois, certains dans de meilleures conditions que d'autres. Sauf que cela avait le mérite d'exister.

Quand aujourd'hui vous parlez à des messieurs d'un certain âge ou d'un certain milieu social, ils vous disent souvent que la seule fois de leur vie où ils ont discuté un peu longtemps avec un fils d'agriculteur ou un fils d'ouvrier, c'était dans leur chambrée à l'armée. Cet exercice sociologique et d'ouverture à l'autre quelque part n'est plus offert à leurs enfants ou petits-enfants. Nous aurons certes le service national universel mixte garçon fille, mais qui est sur un format de durée et d'intégration dans un collectif qui est bien moins poussé.

Autre institution qui n'a pas disparu, mais qui fonctionne moins bien en termes de brassage, c'est l'école. Là aussi pas de nostalgie d'un âge d'or où tout aurait été pur et parfait, il y a toujours eu des écoles populaires et des écoles où la bourgeoisie envoyait ses enfants, mais ça brassait quand même davantage. Ce que je vous ai dit tout à l'heure sur notre matrice catholique : vous savez, quand un édifice s'effondre, il reste souvent de bons pans de mur qui tiennent encore, des blocs. Là, dans l'effondrement de la matrice catholique, il y a un pan de mur qui tient encore bien la route, ce sont ces écoles. Écoles privées, la France à 95 % reliés à cet univers catholique. Elles permettent de scolariser à peu près 15 % d'une classe d'âge, ce qui est beaucoup. Sauf que l'on a vu tout à l'heure qu'il restait 5 % à 6 % de catholiques pratiquants. Et si on veut être un peu cruel, on peut constater en plus que la moyenne d'âge de ces pratiquants est assez élevée. Et donc même s'il y a des catholiques pratiquants jeunes qui ont pas mal d'enfants, il vous manque des clients quand même, pour arriver à 15 % d'une classe d'âge.



Qu'à cela ne tienne, nous avons un autre public qui l'a remplacé, notamment dans les grandes métropoles. Ce sont les catégories que j'évoquais tout à l'heure, qui face à toute une série de difficultés : baisse de niveau, problème de mixité ou autre, qu'ils peuvent percevoir dans les écoles publiques, massivement aujourd'hui investissent et « colonisent » l'école privée. Là aussi, cela se brasse moins que cela ne l'a été.

Dernière institution qui concerne toujours les jeunes. Qui elle non plus n'a pas disparu, mais qui mélange moins qu'avant : les colonies de vacances. À la grande époque de l'âge d'or des colos dans les années 60, c'est 4 millions d'enfants qui partaient en colonie de vacances tous les étés. Aujourd'hui nous sommes entre 800 et 850 000 enfants. Ce n'est pas rien, mais ces colonies de vacances sont pilotées pour l'essentiel par les collectivités locales, les mairies, les départements. De manière tout à fait justifiée, ces collectivités locales pratiquent des tarifs sociaux pour permettre aux enfants des milieux les plus défavorisés de partir en vacances, et souvent d'aller voir, ou même découvrir la mer.

D'autres publics partent en vacances, eux aussi dans des structures collectives, ce sont les enfants des cadres et des professions intellectuelles. Ils ne vont pas en colonie de vacances, ils vont apprendre l'anglais, faire du poney, découvrir la plongée. Souvent dans des organismes privés. Qui dit organisme privé dit ticket d'entrée, et qui dit ticket d'entrée dit sélection. On se retrouve là aussi entre personnes et jeunes d'un même milieu social. Il reste les enfants des gilets jaunes dont les parents gagnent trop pour avoir le droit au tarif social, mais pas assez pour payer le cours de poney. Donc, qu'est-ce qu'ils font ? Ils restent à la maison ou ils partent en vacances en famille quand ils le peuvent, et donc là, vous avez une autre illustration.

**Face à ce qui se passe en haut de l'édifice, cette espèce de sécession a répondu à ce que nous avons appelé une autonomisation culturelle et politique des milieux populaires.** Cela fait un peu savant, mais on va reprendre l'exemple des prénoms pour illustrer les choses. Je vous ai dit tout à l'heure qu'il y avait des prénoms différents qui circulaient en France, qui étaient utilisés depuis longtemps. Les sociologues qui avant nous ont travaillé sur ces sujets-là ont montré qu'il y avait des effets de mode de diffusion dans la société des prénoms. Et historiquement, cela a toujours été le même schéma. C'est-à-dire que l'on avait des milieux en haut de la pyramide : milieux artistiques, intellectuels, qui s'entichaient de prénoms, souvent des prénoms anciens et les remettaient au goût du jour. Comme ils ont une forte surface médiatique, culturelle, très rapidement les cadres dirigeants d'entreprises adoptaient à leur tour ces prénoms pour leurs propres enfants. Puis, avec un temps de retard les classes moyennes, les enseignants. Puis encore avec quelques années de retard les ouvriers et les employés s'y mettaient à leur tour. Et même au bout de la chaîne, très longtemps après, ces prénoms arrivaient dans les familles d'agriculteurs et de paysans. À ce moment-là, le haut de l'édifice constatant avec stupeur que ces prénoms étaient totalement galvaudés et banalisés parce que tout le monde les portait, se disait qu'il était grand temps d'en changer. Et on repartait pour un nouveau tour de piste avec une nouvelle série de prénoms qui arrivait à la mode, et on avait notre espèce de « ruissellement » qui se faisait de haut en bas de l'édifice.

Ce phénomène de ruissellement a été cassé dans les années 80. C'est-à-dire qu'il existe encore, mais maintenant en gros ces prénoms lancés par le haut s'arrêtent à peu près au niveau de la classe moyenne, ils sont très peu repris par les classes populaires. À l'inverse, ces classes populaires ont leurs propres codes en termes d'influence, en termes de modes, et cela passe notamment dans les prénoms. Vous avez par exemple des prénoms anglosaxons qui ont connu un très fort engouement en France. Ces prénoms ont été très massivement et quasiment exclusivement donnés par les milieux populaires. La figure emblématique c'est Kévin pour les garçons. Kévin a été le prénom n° 1 en France, de 1989 à 1996, il y a 160 000 Kévin en France. Quand vous faites la carte des Kévin, vous avez tout le nord-est de la France, et une partie de la région PACA qui apparaît.

À l'IFOP on est un peu déformés professionnellement, quand on voit une carte on ne peut pas s'empêcher de dire à quelle autre carte elle ressemble. Elle ressemble quand même curieusement à la carte du vote du second tour de la présidentielle. On s'est dit : vous y allez un peu fort, parce qu'entre Kévin et le vote FN. Vous vous rappelez le prénom de la tête de liste du Rassemblement National aux Européennes ? C'est Jordan. Jordan Bardella. Le maire d'Hénin-Beaumont, fief de Marine Le Pen s'appelle Steeve Briois. Tout cela n'est pas le fait du hasard, c'est que l'on sait depuis longtemps que le vote FN est important dans les milieux populaires, et par ailleurs il y a eu un engouement pour ces prénoms-là. Entre parenthèses, les prénoms disent beaucoup sur ceux qui les donnent, beaucoup moins sur ceux qui les portent. Si vous avez un ami qui s'appelle Kévin, n'en déduisez pas automatiquement son vote, c'est peut-être plus les orientations de ses parents.

Blague à part, vous avez donc toute cette France populaire qui a vu que ces prénoms étaient stigmatisés, tout le monde a ricané. Ils ont continué massivement à les donner. De la même manière dans cette France populaire, on a bien vu ce qui s'était passé dans l'entre-deux tours de la présidentielle, avec les critiques sur le Front National, sur l'incohérence économique du programme avec la sortie de l'euro. Sur les arguments moraux sur la xénophobie que ce programme portait. Et cerise sur le gâteau, le plantage total de la candidate elle-même lors du débat de l'entre-deux tours. Donc, voter dans ces conditions pour le Rassemblement National et pour Marine Le Pen, c'était faire le choix des parias. Eh bien, dans toute cette France du nord-est de la France, en gros si on reprend la voiture que l'on a laissée à Versailles et que l'on recommence une autre exploration on partirait des forêts des Vosges et on irait jusqu'à Calais. Là, comme dans chaque rallye il y a des règles et il ne faudrait pas passer dans les préfectures, on serait donc sur des routes à 80 km/h. Vous faites plusieurs centaines de kilomètres, vous traversez des milliers de communes. Et dans toutes ces communes rurales ou périurbaines du nord-est de la France, en dépit de la stigmatisation du vote pour Marine Le Pen, ces communes ont toutes majoritairement voté pour Marine Le Pen. Là, vous avez une énorme île au sein de l'archipel français, une île populaire qui existerait aussi dans d'autres régions, qui s'est autonomisée culturellement et idéologiquement des consignes qui viennent d'en haut, tant pour choisir les prénoms, que savoir pour quel candidat il faut voter. Vous voyez qu'avec tout cela la société française, comme une grande, s'est considérablement fragmentée en quelques décennies.

Pour que l'archipel ait une bonne tête d'archipel, il faut ajouter un autre phénomène majeur qui s'est déployé dans les mêmes périodes, c'est celui de l'immigration. Là on peut, pour prendre la mesure de ce phénomène et du bouleversement qu'il implique, et des dynamiques démographiques qu'il y a derrière, revenir une dernière fois sur le terrain des prénoms. De la même manière que l'on a comptabilisé les prénoms anglosaxons, on peut comptabiliser les prénoms arabo-musulmans qui sont utilisés pour appeler les enfants qui naissent, et regarder comment la proportion d'enfants portant ces prénoms a varié dans le temps parmi les nouveau-nés. De 1900 à 1950, c'est 0 %, puisque le fichier de l'INSEE sort les départements d'Algérie française, ils travaillent sur la France d'aujourd'hui en termes géographiques. En 1960 c'est 1 % des naissances, fin de la guerre d'Algérie, recours à la main-d'œuvre immigrée pour travailler dans les mines ou les usines, et la dynamique se poursuit. Nous sommes aujourd'hui à 19 % des naissances au dernier pointage que l'on a pu réaliser. Ce n'est pas 19 % de la population, c'est 19 % des Français qui naissent aujourd'hui qui sont porteurs de prénoms arabo-musulmans. Là aussi vous voyez la puissance et la rapidité du phénomène.

Ce 19 % ce sont les naissances, ce n'est pas la population totale. De la même manière que toutes les petites Marie qui naissaient en 1900 n'étaient pas forcément arrivées à l'âge adulte de ferventes catholiques, les Karim ou les Mohamed n'ont pas forcément vocation à être de fervents musulmans arrivés à l'âge adulte.

Autre point, ce 19 % quand on regarde dans le détail, agrège des choses très diverses. Nous avons bien évidemment de très nombreux prénoms magrébins, parmi lesquels il faudrait distinguer les prénoms kabyles et les prénoms non kabyles. Vous avez également des prénoms turcs, et on en sait quelque chose dans cette région notamment, et les prénoms kurdes, ce n'est pas la même chose. Puis nous avons aussi beaucoup de prénoms qui viennent d'Afrique subsaharienne, et de pays où l'Islam est majoritaire, qui là aussi renvoient à des populations et à des cultures qui sont différentes. En fait, c'est un petit archipel qui est venu s'agréger à l'archipel principal. Dans ce cadre-là, comment assurer un minimum d'égalités républicaines ?



Quelques pistes de réflexion : **d'abord sans doute nécessité d'une certaine bienveillance et d'un certain soutien de l'appareil d'État**, des pouvoirs publics, vis-à-vis des îles les plus fragilisées de l'archipel. Nous avons l'État social en France, et je sais que le terme à la mode c'est de parler d'une politique néolibérale, mais quand on est à 60 % du PIB consacré à la dépense publique, avec un déficit public à 11 % du PIB, on voit quand même qu'il y a des amortisseurs sociaux en France, même si la crise qui arrive va être très douloureuse pour beaucoup. Il faut conforter ce pilier social pour assurer un filet d'égalité.

À côté de cette bienveillance, il y a aussi **une lucidité qui consiste par exemple à s'interroger sur les effets indésirables** ou non prévus par certains, d'un certain nombre de politiques publiques. Typiquement ici dans la métropole lyonnaise ou dans d'autres grandes métropoles, que va-t-on faire pour lutter contre la pollution atmosphérique ? Est-ce que, par exemple, quelqu'un va avoir la bonne idée de mettre en place des péages urbains ? Qu'est-ce que cela fait les péages urbains pour le public des gilets jaunes qui campe à 30 ou 40 kilomètres de la métropole lyonnaise, et qui a besoin de les parcourir tous les jours avec son vieux diesel pour aller travailler dans le centre de la métropole ? Toutes ces politiques publiques qui peuvent partir d'un bon sentiment, est-ce qu'elles n'ont pas comme effet de renforcer un certain nombre de fractures, donc une forme de lucidité ?  
Dernier point, aussi sans doute **se servir du cadre républicain** qui existe encore et **d'appliquer la loi, toute la loi, rien que la loi**, pour donner des points d'appui aux acteurs locaux, aux maires ou autres, quand ils doivent faire face à un certain nombre de dérives ou de séparatismes, puisque c'est le terme aujourd'hui à la mode.

Je m'excuse pour avoir débordé. D'habitude ce sont les sondeurs qui posent les questions, mais si vous en avez, je suis à votre disposition. Merci à vous.

**Comment assurer un minimum d'égalités républicaines ?**

Louis LAFORGE : Merci, Jérôme Fourquet. Nous vous retrouvons tout à l'heure sur cette même scène, en compagnie de celle qui va vous succéder au micro. Céline Pina est essayiste, militante, chroniqueuse, notamment sur LCI. Vous allez, chère Céline Pina nous parler d'égalité et de discrimination. Faut-il lutter contre ou se battre pour ? Vaste question, je vous laisse y répondre.

## CONFÉRENCE

# Lutter contre ou se battre pour ?

Céline PINA est essayiste, chroniqueuse et militante.

Pourquoi avons-nous choisi le titre de cette conférence comme cela ? Parce que finalement je me rappelais que **quand j'étais plus jeune**, quand j'ai commencé à militer en politique, **on parlait moins de lutte contre les discriminations de se battre pour l'égalité**. On se battait pour la justice sociale, on essayait de porter haut des objectifs de qualité ou de liberté, on se battait moins contre.

Et en fait petit à petit dans les années 90-2000 on est passé du pour au contre. Il s'agissait de plus en plus à l'intérieur de la sphère politique à laquelle j'appartenais qui était la gauche, et notamment le PS, de lutter vraiment contre les discriminations. Finalement pour moi c'était juste le nom que portait le combat pour la justice sociale de mon époque.

**Aujourd'hui très souvent on va insidieusement passer d'une démarche universaliste et rassembleuse à une démarche qui laisse tout son champ aux revendications identitaires.**

En fait pas exactement. Ce glissement sémantique correspondait aussi à un glissement de réalité que j'ai mis énormément de temps à comprendre. Il m'a fallu lire des gens bien plus intelligents que moi pour arriver à comprendre pourquoi passer de « se battre pour » à « lutter contre » changeait énormément la façon dont la société se voyait elle-même, et la façon dont le politique pouvait agir à l'intérieur.

À gauche notamment, ce concept de lutte contre les discriminations est en train de basculer aujourd'hui. On a le sentiment que l'on est en train de passer d'un concept de lutte des classes qui a été largement utilisé, même à l'époque où la gauche elle-même passait d'un discours sur la lutte des classes à un discours sur les catégories socioprofessionnelles. Aujourd'hui nous sommes passés d'une gauche qui s'emparait de problèmes sociaux à une gauche

qui met en avant notamment, les problèmes raciaux. Quelque part dans un raccourci, on dit souvent que la gauche est en train de passer de la lutte des classes à la guerre des races. Elle est en train de transformer une démarche universaliste en soutien à des revendications identitaires et religieuses. C'est un peu ce qui se passe quand on passe de la bataille pour l'égalité à la lutte contre les discriminations.

Aujourd'hui très souvent on va insidieusement passer d'une démarche universaliste et rassembleuse à une démarche qui laisse tout son champ aux revendications identitaires. En fait cette dérive est énormément liée à la mort de notre imaginaire politique et à une absence de projet commun. Finalement je ne crois pas que ce soit la gauche qui vive une crise, même si aujourd'hui elle s'effondre en abandonnant tout son pan républicain, mais je crois que c'est simplement peut-être la France, et probablement toute l'Europe qui est en train de vivre une crise civilisationnelle. Autrement dit, on est en train de remettre en cause énormément de principes et d'idéaux qui assuraient la cohésion de la nation et la pérennité et l'équilibre de notre contrat social.

À travers la volonté de lutter contre les discriminations, on voit apparaître une véritable crise démocratique. Qu'est-ce qui s'est passé ? Quand j'étais plus jeune, quand je faisais mes études à Sciences Po, on étudiait énormément un livre qui s'appelait La fin de l'histoire de Fukuyama. En fait on se moquait beaucoup de cette histoire, mais finalement on y croyait profondément. Qu'est-ce qu'il disait ce livre ? On était au début des années 90, il disait grosso modo que le processus d'égalisation des conditions est en train de se faire dans le monde entier à travers à la fois l'acceptation d'un capitalisme modéré qui finalement apporte la prospérité, et en même temps d'un lien très fort entre ce capitalisme et une société démocratique qui est la société de l'égalisation des conditions, dans lequel par la redistribution on essaie de lutter contre l'explosion des inégalités sociales. Ce sont des sociétés dans lesquelles finalement l'ascension sociale ne dépend pas simplement de ses conditions de naissance, mais peut se faire notamment par le talent et par le mérite.

En fait ce à quoi nous avons assisté, contrairement à ce que nous promettait ce livre de Fukuyama a été exactement à l'inverse. Autrement dit, dans les années qui ont suivi c'est plutôt la rupture de ce compromis social-démocrate que l'on a vécue et qui est en train de nous détruire aujourd'hui. Autrement dit, là où on pensait qu'on allait vers un monde à peu près unifié politiquement et prospère économiquement, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Il faut rappeler que quand Fukuyama sort son livre, c'est le moment – mais à ce moment-là on ne le voit pas – où l'islamisme commence à exploser à travers le monde. Au départ, cela se fait via la révolution iranienne, et petit à petit, comme nous faisons une coupure très forte entre chiite et sunnite, on ne se rend pas compte que le bouleversement politique qui arrive en Iran, c'est le même que l'on va retrouver un peu plus tard dans les pays du Maghreb et ailleurs. Autrement dit, un bouleversement lié à l'islam politique et à l'envol de l'islam politique.

On assiste en fait, au moment où on croit que finalement la démocratie a gagné, à un réveil d'un totalitarisme. Un totalitarisme que l'on n'identifie pas tout de suite, parce que pour nous le totalitarisme est d'extrême droite. Éventuellement il peut être communiste – on est des enfants de la guerre froide – mais on ne le voit pas du tout arriver par le biais du religieux et par le biais de l'islam. Et on va être aveugle pendant très longtemps à cette montée totalitaire.

Dans le même temps dans notre société on va passer d'un rêve d'égalité. Tout à l'heure Jérôme nous parlait de la Sécurité sociale, qui est la traduction concrète de nos solidarités politiques. Ce qu'elle dit, c'est qu'on est tous comptables les uns des autres, on est tous responsables les uns pour les autres au-delà de nos questions de sexe, d'âge, ou les différents métiers que l'on exerce. Mais cela implique que nous ayons un monde commun à défendre, que nous ayons énormément d'idéaux à partager, de principes qui nous structurent. Sinon, si on n'a pas ce monde commun à défendre, il y a une chose qui s'appelle l'assurance individuelle qui fonctionne très bien, mais qui va dépendre à ce moment-là beaucoup plus de vos ressources, et qui sera beaucoup moins dans l'interaction et dans la solidarité. Mais cela dépend d'un modèle de société. Et il est probable que si aux États-Unis il est si compliqué de discuter de Sécurité sociale, c'est aussi parce que l'on n'est pas dans un état nation unitaire, mais dans un endroit où une partie de vos droits va être liée à votre couleur de peau et à votre situation particulière, ce qui n'est pas du tout le cas chez nous.

Nous, la dérive que l'on constate aujourd'hui en Europe, le dernier rêve qui reste. Nous avons tué énormément d'imaginaires politiques, aujourd'hui nous avons des politiques qui se présentent plus comme des gestionnaires que comme des gens qui tracent des chemins vers l'avenir. Finalement le rêve que nous propose aujourd'hui le monde, c'est une élite hyper connectée, c'est un rêve de « transhumanité ». Pour le reste du troupeau humain que l'on nous décrit comme étant assez inutile finalement, parce qu'on nous dit que l'on n'aura même plus besoin de la force de travail, ce que l'on propose c'est une forme de revenu universel.

Cette crise de notre modèle démocratique et républicain explique la réémergence de toutes les revendications identitaires. Certaines sont plus puissantes que d'autres, mais ce que l'on peut constater chez nous, c'est que le réveil identitaire qui est le plus massif et qui inquiète le plus la société c'est l'islam politique. C'est tout ce qui est en train de se passer aujourd'hui autour des quartiers. Il y a une revendication très forte de religiosité, mais qui passe aussi vers une volonté de faire de la religion un concept quasiment racial par le biais de la question de l'islamophobie, qui est une des discriminations qui est énormément mise en avant aujourd'hui. L'autre discrimination est une discrimination raciale liée à la couleur de peau. Elles sont tellement mises en avant que l'on a tendance aujourd'hui, quand on parle de discrimination, à aller tout de suite vers le racial et le religieux. Et pourtant, tout comme la crise existentielle touche tout le monde, les discriminations aujourd'hui les plus importantes concernent toujours tout le monde.

Par exemple dans l'accès à l'emploi, la discrimination la plus importante aujourd'hui c'est loin d'être la couleur de la peau, c'est en premier l'âge, et ensuite le sexe. Et pourtant ces discriminations on a tendance à les mettre sous le boisseau pour mettre en avant d'autres types de discrimination. Pourquoi ? Parce qu'autour de la discrimination raciale il y a tout un discours politique, un prêt à penser politique qui s'avère être très efficace. L'être humain est un être qui a conscience de lui, et une société doit avoir conscience de soi. La politique en fait c'est la conscience de soi d'une société, ou d'un certain nombre de groupes humains. Ce que l'on voit aujourd'hui finalement, c'est que dans la mesure où vous avez des politiques qui sont des gestionnaires, ils ne portent plus en eux un désir de monde commun qu'ils pourraient expliciter.

Quand je parle de monde commun, bien entendu on est tous différents, on a énormément parlé de cette question de la multiplication des identités, de l'autonomie de toutes ces identités. Il n'en reste pas moins que si on veut faire société, il faut bien que l'on se mette d'accord sur un certain nombre de bases à notre contrat social. Aujourd'hui, on a certaines bases que nous n'avons pas du tout remises en cause, par exemple le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité ». On voit bien qu'aujourd'hui les Français manifestent toujours un attachement extrêmement fort aux libertés individuelles, notamment à la liberté d'expression. Qu'ils sont extrêmement attachés à la notion d'égalité, ils défendent notamment l'égalité homme-femme. Autrement dit, **nos codes communs sont toujours extrêmement forts et structurants, le seul problème est qu'ils ne sont plus portés dans le discours politique.** Vous avez très peu de politiques qui sont conscients que la base de leur légitimité c'est déjà de défendre tout ce qui nous réunit et tout ce qui nous rassemble, autrement dit, les bases de notre contrat social. Ces bases étant portées, ensuite nous pouvons tous porter l'idée d'un chemin ou d'un projet différent. C'est à ce moment-là que, normalement, le débat public et les affrontements se font. Nous ne sommes pas censés être dans une rupture absolue, nous défendons quand même un certain nombre de choses communes.



Le problème aujourd'hui est que justement le discours politique qui est le plus entendu prétend que nous avons de moins en moins de choses en commun, et qu'aujourd'hui les questions raciales sont bien plus importantes, nous sépare bien plus que ce qui nous unit. Sauf que c'est faux, et je vais vous donner un certain nombre d'exemples.

Par exemple, on va vous dire qu'à l'école les enfants d'immigrés réussissent bien moins que les enfants de Français installés là depuis des générations. En fait, c'est faux, si vous étudiez toute chose égale par ailleurs. Autrement dit, si vous vous penchez sur le niveau d'éducation des parents. Il n'y a pas de racisme systémique à l'école qui pourrait expliquer une moindre réussite de l'enfant d'origine étrangère ou de l'enfant d'immigré. Ce qui explique la moindre réussite, c'est surtout la différence de statut social, notamment le fait que les parents ne soient pas diplômés. Quand vous prenez des enfants et que vous prenez la même structuration familiale ou sociale, autrement dit, si vous prenez des enfants dont les parents n'ont pas le Bac, vous allez voir qu'il y a peu de différences entre un enfant d'immigré ou un enfant issu de la diversité et un enfant dit « blanc ». Ce qui va vraiment être l'élément déterminant, c'est l'élément social et culturel. En fait, c'est exactement tout ce que l'on essaie de taire et de nier.

Autrement dit, on va mettre en avant la couleur de peau là où ce qui va expliquer les situations est beaucoup plus des questions de conditions sociales et de niveau d'éducation et de culture que les parents peuvent transmettre ou pas. Et finalement, les inégalités de naissance se cristallisent en inégalités de destin. Pas parce qu'on a une France qui serait raciste et qui le nierait. En fait ce n'est pas le cas, voire même toutes les études montrent plutôt une ouverture et une tolérance de plus en plus grande, voire un désir d'union qui dépasse complètement les questions de couleur de peau, voire même une tolérance extrêmement forte. Nous avons mesuré la tolérance à l'islam en général, mais on a surtout mesuré la tolérance en fonction de certains items. On s'est rendu compte que contrairement à un discours qui est tenu sur une France qui serait très discriminatoire vis-à-vis des musulmans, ce n'est pas le cas.



Les moments où nous avons vraiment des réponses extrêmement fortes dans les réponses aux études, c'est quand vous mettez en avant quelque chose qui heurte profondément la civilité française. Autrement dit, si vous demandez aux Français ce qu'ils pensent d'un dogme religieux mettant en cause l'égalité entre l'homme et la femme, là le rejet est massif. Si vous prenez par exemple le critère de la consommation de porc, là les gens n'en ont absolument rien à faire. On voit bien qu'y compris quand on met en avant le critère de discrimination que serait l'islamophobie, tout dépend exactement de quoi on parle. Et en fait, tout dépend de la perception d'agression par rapport à ce qui est nos modes de vie.

C'est pour cela qu'il est très important de sortir des discours politiques qui sont tenus pour rentrer dans le détail du positionnement réel des Français. Quand on rentre dans ce détail, déjà l'accusation de racisme systémique est très souvent mise en avant par des groupes comme les indigènes de la République, ou par ceux que l'on appelle les racistes. En fait les racistes ce sont des gens qui voient tout par le prisme de la couleur de la peau, mais que l'on n'a pas le droit de traiter de racisme parce que c'est normalement pour le bien de tout le monde qu'ils fonctionnent ainsi. Ce que l'on voit, c'est que l'histoire qui vous est racontée, qui est une histoire de violence ou d'oppression est soit fausse, soit entièrement biaisée.

Deuxièmes points qui font qu'aujourd'hui la lutte contre la discrimination a semé beaucoup plus de haine qu'elle n'a permis de réactions positives qui permettaient à la fois d'élever un niveau de droit et de rassembler une population, c'est également la mise en avant par exemple sur un certain nombre de baromètres. C'est le cas très souvent de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme, vous avez par exemple des études dans lesquelles des données contredisent les conclusions. Dans l'étude dont je viens de vous parler, où on voit à quel point la question du rejet de certaines identités est liée à l'agression ressentie par rapport à la culture présente sur le sol, vous avez de la même manière par exemple le CCIF, qui pour mettre en avant des discriminations extrêmement fortes des musulmans, va comptabiliser comme acte islamophobe y compris l'expulsion, ou par exemple les interventions de la police faites à Saint-Denis juste après les attentats de Paris.

Vous avez pour construire une histoire qui parle d'une société raciste et qui rejette la religion musulmane, la manipulation d'un certain nombre de données, ou le biaisage d'un certain nombre de données.

Autre forme qui fait que la lutte contre les discriminations passe souvent par la mise en accusation notamment de l'État et de la société française, cela se fait aussi politiquement par un certain nombre de storytellings qui ont été racontés, notamment, moi, quand j'étais en campagne en législatives, j'étais suppléante, on faisait énormément de réunions d'appartement. Le principe était d'avoir un public un peu homogène, à qui vous pouvez raconter ce que vous pensez qu'il a envie d'entendre, en espérant ainsi capter ses voix. Dès que c'était un public de quartiers, le discours tenu disait : « Vous savez, la société ne veut pas de vous. D'ailleurs, regardez, dans les quartiers les taux de chômage sont explosifs, c'est bien une preuve du racisme. » Tous les gens qui tenaient ces discours-là espéraient capter des voix. Le seul problème est que pour cela, ils envoyaient un certain nombre de gamins dans le mur. Il se trouve qu'un jour j'en ai eu marre, je me souviens de m'être levée et d'avoir dit : « Écoutez, oui c'est vrai, dans les quartiers les choses sont sans doute plus difficiles ». Mais la première chose que j'ai voulu leur dire, c'est que l'imaginaire de racisme il faut un peu moins l'investir. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas, mais si vous n'investissez que là-dedans, vous ne trouvez pas d'issue.

La première chose que je leur ai fait remarquer, je ne sais pas si vous vous souvenez de l'histoire des CV anonymisés, qui étaient censés favoriser la reconnaissance de la diversité. Vous savez pourquoi ils n'ont pas été généralisés ? Parce que quand on a fait une expérimentation, on s'est rendu compte que pour les gens qui avaient des noms à consonance maghrébine, ou qui habitaient dans des quartiers dits défavorisés, le fait d'anonymiser le CV faisait qu'ils recevaient encore moins de convocations pour avoir le droit à un entretien d'embauche. Pourquoi ?

Parce que les employeurs, quand ils voyaient que la personne venait d'un quartier discriminé ou quand ils voyaient un nom à consonance étrangère avaient tendance à être beaucoup plus coulants sur éventuellement les fautes d'orthographe ou de grammaire, ou même à penser que le simple fait d'avoir fait de tels efforts ou d'avoir réussi à accéder par exemple à un Bac+3 montrait une personne qui avait beaucoup plus de « niaque » que les autres, qui s'était battue pour elle-même. Ils le voyaient comme une capacité ensuite à se battre pour l'entreprise.

Cette histoire de CV anonymes avait tout de la fausse bonne idée, et montrait au contraire plutôt une envie d'aider et de tendre la main à des gens que l'on voyait comme venant d'endroits où la situation était beaucoup moins favorisée. De la même manière quand vous rentrez finement dans la façon dont s'en sortent un certain nombre de populations issues de l'immigration, vous vous rendez compte que l'on met tout le monde dans le même sac, mais en fait, les réalités sont extrêmement différentes.

Par exemple, il existe des différences très importantes selon que vous soyez issu de l'immigration asiatique, ou que vous apparteniez à une famille turque. Ceux qui réussissent le moins sont en général les enfants issus de familles turques, ceux qui réussissent le mieux sont issus de familles asiatiques. On s'est rendu compte que c'était aussi lié à l'investissement sur l'école. Autrement dit, les enfants réussissaient mieux parce que les parents croyaient dans l'école, croyaient dans la possibilité du levier social, et investissaient énormément sur tous les outils qui étaient fournis par l'État. Là où en revanche les communautés étaient extrêmement fermées et avaient des logiques de repli sur elles-mêmes – ce qui est le cas de la communauté turque – cela se traduit en moindre investissement dans les logiques d'intégration, et notamment dans l'école, et se traduit aussi par une moindre réussite.

Nous voyons que mettre un affrontement « eux, nous » entre une diversité et une blancheur comme c'est en train d'être mis en place est en fait contredit par le réel et quand on rentre dans le détail, dans les chiffres et dans un certain nombre de critères. Et surtout, on s'est rendu compte en faisant des études auprès des employeurs qu'ils se posent rarement la question sur les discriminations de savoir si le gars est noir, maghrébin. Même la question de musulman, il ne se la posait pas. La seule chose que se pose l'employeur, et encore plus quand c'est un petit employeur c'est : « est-ce que je vais avoir des soucis avec cette embauche ou pas ? » Pourquoi ? Tout simplement parce que quand vous dirigez une petite structure, une erreur d'embauche peut faire exploser votre structure.

Nous avons vu un certain nombre de changements se faire, notamment sur l'embauche de noms à consonance musulmane, à partir de Baby Loup. L'affaire Baby Loup, c'était une crèche qui avait été ouverte pour les femmes dans les quartiers, qui travaillaient très tard le soir et qui pouvaient avoir besoin de faire garder leurs enfants, parfois jusqu'à 23h ou minuit, notamment quand elles faisaient des ménages. Cette crèche se met en place dans un coin vraiment extrêmement pauvre, et pour éviter tout souci explique qu'il y a une neutralité confessionnelle absolue, même si c'est une entreprise privée. Voilà qu'un jour la sous-directrice rentre dans une démarche liée à l'islam politique. Tout d'un coup, la directrice n'a plus en face d'elle une employée avec qui elle va discuter, mais quelqu'un qui représente un groupe constitué dans un quartier, et qui à travers de Baby Loup veut imposer une manière de vivre et une manière d'être complètement différente. Sauf que le voile pose un problème dans ces crèches, dans ces endroits très populaires où l'affichage trop fort d'un signe religieux ou ethnique peut entraîner la désertion d'une certaine partie de la population. Ce qui va se passer c'est un imbroglio juridique total, je crois qu'ils vont mettre cinq ans avant de réussir à s'en sortir. Quand ils s'en sortiront, la crèche va d'ailleurs quasiment fermer et devoir être délocalisée. Ce que les employeurs ont traduit à ce moment-là, c'était que le problème est que quand on a une population qui est travaillée politiquement et religieusement on n'a plus en face de nous un individu autonome et isolé, mais le représentant d'un groupe, et cela, on ne sait pas le gérer, on ne peut pas gérer, on ne veut pas gérer.



De cette histoire, on a vu des baisses sur un certain nombre de recrutements. En tout cas, ils ont pu être verbalisés dans le cadre d'entretiens semi-ouverts. Là on voit que l'on est dans un cadre où des arbitrages vont être présentés comme issus de préjugés racistes ou faisant naître des discriminations, ce qui est réel. Le problème est qu'ils sont basés sur des réactions à des réalités, à des événements, et finalement à des structures sociologiques qui, elles, sont réelles. Autrement dit, le fait que dans les quartiers vous ayez une population qui soit travaillée pour aller vers la haine raciale et la haine religieuse est réelle. Ce travail-là a des implications, qui se voient d'abord sur les populations sur place. Autrement dit dans les quartiers, alors que tout le monde est censé partager les mêmes discriminations, vous avez des comportements qui deviennent de plus en plus différents, selon que vous vous ralliez au contrôle social qui est installé, ou selon que vous essayez d'y échapper.

Autrement dit, à l'intérieur des quartiers, vous avez toute une population qui « s'invisibilise » pour échapper à la mise en assignation communautaire ou religieuse. Le seul moyen pour eux d'y échapper, c'est de faire en sorte que leurs enfants ne soient jamais dehors, ne traînent pas dans la rue. Ce sont des gens qui vont chronométrer les temps de déplacement pour pouvoir ensuite enfermer les enfants dans un univers qui leur semble à peu près stable, qui est l'intérieur de leur maison.

De l'autre côté vous avez ceux qui investissent vraiment tout le champ du social, et qui mettent en place des références de vie qui n'ont rien à voir avec nos sociabilités, et qui sont en plus encouragés par l'existence d'un bouquet. Il faudra un jour parler du bouquet satellite Orange, qui marche toute la journée dans les quartiers, et qui diffuse énormément de chaînes égyptiennes, qui sont extrêmement radicalisées, et qui envoient des messages de différenciations raciales et religieuses, extrêmement importantes.

Je ne sais pas si vous avez vu deux livres qui sont sortis et qui sont très révélateurs de ce qu'est la mouvance indigéniste aujourd'hui en France. Dernièrement, c'est Lilian Thuram qui a publié un livre qui s'appelle La pensée blanche qui dit : « On ne naît pas blanc, on le devient ». Autrement dit, vous avez tout un discours aujourd'hui qui vise à créer un « eux » et un « nous ». Le « nous » de la diversité, le « eux » de la blanchité. Alors que toute notre culture politique nous amène à penser en monde commun, et nous appelle à dépasser nos identités primaires ou secondaires.

**Notre Constitution dit que nous faisons société quelque part au-delà de nos différences de sexe, de religion, de statut social.** Nous sommes égaux en droits parce que nous partageons la même nature humaine. C'est cela la première base de nos sociétés modernes. Aujourd'hui, remettre en cause l'égalité en mettant en avant des discriminations laissant entendre que certains groupes ethniques ont commis des fautes et donc sont redevables à d'autres groupes ethniques équivaut à instaurer une forme de concurrence des mémoires et des souffrances sur un territoire. Cette concurrence des mémoires et des souffrances doit dire ensuite qui doit être quelque part en haut de la chaîne alimentaire. Voilà pourquoi, dans la quatrième de couverture de livre de Lilian Thuram, qui est intéressante à cet égard là en tout cas, car elle décrypte une mentalité, il est écrit qu'eu égard à l'histoire de l'Europe, qui est une histoire qui se résume à l'esclavage et à la colonisation, que l'Europe et l'Occident aient pu penser aussi le refus de l'esclavage quelque part au nom de la dignité humaine, cela n'est jamais mis en avant. Alors que c'est une pensée qui reste encore profondément européenne et occidentale, qui a du mal à prendre dans d'autres champs culturels.

Cette égalité que nous portons, ce combat pour l'égalité, c'est ce qui nous a amenés petit à petit à lier la notion d'égalité, la notion de solidarité et la notion de redistribution. Si on casse toutes ces dynamiques-là en enfermant les gens dans des logiques de couleur de peau ou de pratique religieuse que l'on perçoit presque comme une race. Le fait d'être musulman devient presque le fait d'être une race.

Si on revient sur la question de la couleur de peau, votre groupe ethnique n'est puissant qu'en fonction du nombre de personnes qu'il accueille et en fonction de sa radicalité. Vous allez avoir tendance à vous magnifier et à déshumaniser un peu l'autre, puisqu'il faut bien que vous justifiez le fait d'être plus attractif que les autres. Mais surtout, qu'est-ce que l'on fait du métissage, et qu'est-ce que l'on fait du mélange ?

Que devient le métis si à un moment donné on avance vers des sociétés multiculturalistes dans laquelle en fonction de la couleur de peau on a des droits différents, ou on appartient à des sphères mentales et culturelles différentes ? Nous sommes à ce moment-là dans une logique de partage du territoire. Si vous avez plusieurs groupes ethniques qui se partagent un territoire, vous allez être obligés de mettre en place du politiquement correct. Parce que la vérité, c'est que vous n'avez pas de solidarité dans votre population qui ne partage plus rien, qui n'a des droits qu'en fonction des différences qu'elle arrive à mettre en place, et qui a des droits qui lui permettent d'avoir le pas sur l'autre société, uniquement si elle se fait reconnaître comme étant plus souffrantes et plus victime. Vous avez du coup une concurrence de la victimisation, qui fait que l'autre ne peut plus être qu'un bourreau, que toute rencontre autre que celle dans votre champ ethnique est une rencontre qui est dangereuse, là où au contraire on pensait qu'elle pouvait être créatrice. Dans cet enfermement-là, vous ne pouvez que haïr l'autre groupe ethnique, et dont vous êtes obligé d'en parler avec des pincettes, parce que vous savez que si vous dites réellement ce que vous pensez, tout cela termine en affrontements.

Normalement on s'est construit sur des logiques complètement différentes qui étaient d'aller chercher l'égalité au travers de la reconnaissance, à la fois d'une égalité de droit et d'une possibilité de changer sa condition par le mérite. C'est en retournant vers le racisme ou le racisme, ce que l'on est en train de perdre. La deuxième chose que l'on est en train de perdre c'est en liberté, parce qu'à ce moment-là ces groupes ethniques veulent contrôler tout ce qui est de la vie d'un homme, de sa naissance à sa mort, et quelle que soit la situation dans laquelle il est.

**Ce qui fait que nous avons des libertés extrêmement fortes, c'est que nous sommes découplés, nous avons une zone intime et une zone publique.** Nous avons un lieu où exprimer tous nos particularismes, et un lieu où aller à la rencontre de l'autre. Un lieu où nous sommes en revendication permanente sur nos identités, qui est l'espace privé, et un lieu où nous en rabattons sur nos identités pour justement faire des compromis et trouver ce monde commun qui nous permet d'être une nation unie. C'est ce que nous allons perdre si nous abandonnons le combat pour l'égalité au profit de la lutte contre les discriminations, qui équivaut aujourd'hui à mettre en accusation une société, un État, une civilisation qui a pourtant de fort belles choses à proposer. Parce que penser l'égalité au-delà des questions de sexe, de couleur de peau, etc., c'est quelque chose de rare, on devrait en être fier. Penser la liberté au point de se dire que l'on va en rabattre de nos particularismes pour, grâce à notre raison, créer le monde dont on acceptera un certain nombre de contraintes, c'est quelque chose d'extraordinaire. Au lieu de défendre ce que nous sommes et de le proposer en partage à tous ceux qui sont sur le territoire, qu'ils soient là depuis pas longtemps ou depuis une éternité, nous sommes en train de renoncer à défendre ce qui fait notre spécificité et ce qui fait que l'on a pu parler à un moment donné de génie français. Je pense que tout le monde a envie d'être embrassé par un génie. En revanche, être pris dans les bras d'une France qui se déteste est déjà nettement moins désirable. Je crois qu'aujourd'hui si on veut retrouver le goût de l'égalité, retrouvons aussi l'amour de notre histoire, de ce que l'on a été. Et rappelons-nous que ce qui fonde notre contrat social c'est une belle utopie, qui mérite d'être défendu.

# TABLE RONDE

## Territoires différents, territoires inégaux ?

Gaétan Lepoutre, entrepreneur de l'Economie Sociale et Solidaire.

Ingrid Levavasseur, élue locale et figure à l'origine des Gilets jaunes.

Alexis Peilloux, Directeur général adjoint Citoyenneté et transition des territoires du Département de l'Ardèche.

Karim Mahmoud-Vintam, fondateur du mouvement pédagogique et civique Les Cités d'Or.



Louis LAFORGE : Mesdames et messieurs, merci d'être toujours avec nous dans cette deuxième partie d'après-midi qui va être, je suis sûr, passionnant parce que l'on va s'intéresser à des choses très concrètes, avec celles et ceux qui font vivre les territoires urbains, périurbains et ruraux.

Une table ronde que nous avons intitulée « Territoires différents, territoires inégaux ? ».

Nous allons accueillir Gaétan Lepoutre. Merci d'être avec nous. Vous êtes de Caluire et Cuire, vous êtes entrepreneur, spécialiste de l'économie sociale et solidaire.

Ingrid Levavasseur, merci d'être avec nous. Vous venez de plus loin, vous venez de Louviers en Normandie, dans l'Eure. Vous êtes aide-soignante, conseillère municipale à Louviers, et vous présidez l'association « Racines positives ».

Karim Mahmoud-Vintam, fondateur et délégué général des Cités d'Or. Merci d'être là aussi. On se connaît, parce qu'il y a deux ans, vous étiez aussi invité d'une table ronde. Les Cités d'Or, un mouvement pédagogique et civique, vous allez nous en dire plus.

Alexis Peilloux, merci d'être là. Vous êtes directeur général adjoint de « Citoyenneté et transition des territoires » du très beau département de l'Ardèche. Vous allez nous dire qu'il n'y a pas que de beaux paysages en Ardèche, il y a aussi plein d'atouts, et aussi quelques petites difficultés, on va en parler ensemble.

Je commence avec vous, Ingrid Levavasseur. On règle le problème tout de suite, parce que les gens se demandent si c'est bien vous. C'est vous, et quand on parle d'Ingrid Levavasseur on ne peut pas ne pas parler – même si vous en êtes éloignée aujourd'hui – du mouvement des gilets jaunes, parce que vous en avez été une des figures médiatiques dès l'origine. C'était un combat, ou c'est toujours un combat pour plus d'égalité, le mouvement des gilets jaunes ?

Ingrid LEVAVASSEUR : Tout d'abord, quand j'ai commencé ce mouvement, je ne m'attendais pas du tout à cela, cette médiatisation m'est tombée dessus. Je l'ai utilisée, j'espère à bon escient, de manière à **montrer à la France entière que les invisibles existent**. Les invisibles dont je fais partie en tant qu'aide-soignante, les fameux premiers de cordée que l'on a pu voir pendant le confinement et leur nécessité importante pour faire tourner la société et notamment dans ce genre de difficulté, de pandémie, et ils continuent d'être en première ligne.

**Louis LAFORGE** : En introduction c'est important que vous resituez le contexte dans lequel vous êtes arrivée dans tous les foyers français, puisque vous étiez l'une de celles qui ont été le plus interviewées.

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Oui. J'ai eu la chance en fait d'avoir la parole, de pouvoir m'exprimer haut et fort. Il faut savoir que je n'ai aucune formation politique, je suis aide-soignante, Bac-2. Je suis fière de le dire, je n'ai pas de honte là-dessus. Famille monoparentale avec deux enfants, c'était difficile. Et en fait cette goutte d'eau, cette taxe éco-carbone était les derniers deniers de mon salaire que l'on me ponctionnait à cause de ces inégalités territoriales. Puisqu'en fait, je n'avais pas d'alternative pour aller travailler que de prendre mon véhicule. En fait une fois de plus on nous tapait sur la tête, alors que l'on n'avait rien demandé. Pour moi c'était important de pouvoir le dire, c'était important de pouvoir sortir dans la rue. J'ai eu cette belle surprise de découvrir dès le 17 novembre 2018, la disparité, cette quantité de personnes différentes dans ce mouvement. On avait des assistantes sociales, des artisans, etc. J'étais vraiment très surprise, et pour moi c'était important de continuer. Même si de l'intérieur je voyais que cela périlait et qu'il y avait un gros problème de fond et d'organisation. Je voulais continuer à montrer que l'on existait, qu'il fallait parler, et avoir une parole mesurée et modérée. Cela a été le drame à un moment donné pour moi puisque j'étais trop dans la communication et trop dans l'échange. Il s'est passé ce qu'il s'est passé. Aujourd'hui, le mouvement des gilets jaunes n'est plus ce qu'il était. Je le dis haut et fort, je n'en fais plus partie depuis très longtemps. Mais je continue en fait à dire les inégalités existantes, les injustices et ce qui s'y passe.

**Louis LAFORGE** : Votre combat a changé de forme, puisque vous êtes désormais élue, vous vous êtes lancée en politique à Louviers, vous êtes conseillère municipale aujourd'hui. Vous devez prendre des décisions, et ce n'est pas toujours simple, j'imagine, d'être de l'autre côté.

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Je suis élue de l'opposition, que moi j'appelle de la proposition. Parce que d'être élue de l'opposition, cela ne veut rien dire à mes yeux, sauf d'être là une fois par trimestre pour un Conseil municipal. Moi, ce que j'aime à dire, c'est que je suis force de proposition. Pas toujours en accord avec mon groupe, d'ailleurs.

## Je continue à dire les inégalités existantes

Ingrid LEVAVASSEUR

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Quand j'ai dit que je venais à Caluire et Cuire à mes camarades de campagne, ils m'ont dit « oh là là, tu vas à Caluire et Cuire, attention, droite, droite ! ».

**Louis LAFORGE** : Vous êtes donc « gauche, gauche » ?

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Non, je ne suis pas « gauche, gauche », j'ai mes idées qui sont les miennes. Nous avons fait campagne avec une liste multipartis, plutôt de gauche il est vrai, mais moi je n'aime pas trop qu'on me mette dans une seule et unique case.

**Louis LAFORGE** : On a bien compris que vous aviez votre indépendance. On va continuer à parler ensemble, mais j'aimerais que les garçons s'expriment aussi chacun son tour, pour que vous dans le public compreniez qui fait quoi.

Gaétan Lepoutre vous êtes entrepreneur, un spécialiste de l'économie sociale et solidaire. Vous avez cofondé et dirigez deux structures, et vous le combat contre les inégalités face à l'emploi, c'est votre quotidien.

Gaétan LEPOUTRE : Oui, on peut dire cela. Moi dans ma vie professionnelle, à un moment donné j'ai eu envie de me sentir utile. Pour cela pour moi il y avait deux aspects : l'aspect écologique, comment je peux être utile pour que, petit à petit, on transforme notre société pour rendre les activités humaines compatibles avec la continuité de la vie sur Terre pendant plusieurs centaines d'années encore ? Il y a quelque chose d'autre qui était important, c'était de dire que nous avons dans la société, des inégalités et des gens qui restent un peu sur le côté et qui ont une vie difficile. Je trouvais que c'était quelque chose de triste, parce que nous avons une société où il y a également beaucoup de richesses et beaucoup de choses à faire. **J'avais envie d'agir contre cela, en tout cas pour plus d'égalité.** J'ai eu le sentiment plutôt que ce que je pouvais faire c'était **via l'entrepreneuriat**, qui peut être créateur d'emplois. D'emplois utiles et épanouissants, dans lequel on peut se révéler, prendre confiance en soi, apprendre, être fier, créer des relations. C'est un peu tout cela que je voulais faire.

Louis LAFORGE : Un emploi épanouissant c'est déjà pas mal quand même, c'est un beau qualificatif. Cela se passe à Caluire et Cuire ?



Gaétan LEPOUTRE : J'ai la chance d'habiter Caluire et Cuire, mais j'entreprends à Villeurbanne.

Louis LAFORGE : Nous sommes dans la banlieue lyonnaise, mais quand même une banlieue très dense. On va se projeter dans un territoire plus rural avec vous, Alexis Peilloux. Je le rappelle, vous êtes directeur général adjoint de « Citoyenneté et transition des territoires » du département de l'Ardèche, qui est un territoire en transition. Mais en transition vers quoi ? Vers plus d'égalité ?

Alexis PEILLOUX : Merci. Effectivement vous l'avez introduit, le département de l'Ardèche est un territoire rural. C'est même par certains côtés, un territoire que l'on pourrait dire périphérique, ou peut-être que Jérôme Fourquet pourrait constater qu'il est peuplé de beaucoup de ces « perdants fermés » qu'il expose dans son livre. C'est un territoire qui a été marqué par un exode rural très important. En fin de XIXe siècle, début du XXe siècle la population est passée 380 000 à 250 000 habitants. La réindustrialisation ne s'est pas faite en Ardèche. Un peu sur la Vallée du Rhône, et autour d'industries qui ne sont pas les industries les plus florissantes, sauf sur des marchés de niches.

Vous introduisiez le propos tout à l'heure en rappelant qu'il y avait un point d'interrogation : « Territoires différents, territoires inégaux ? ». Il y a un certain nombre de différences effectivement en Ardèche, sur les déplacements. L'Ardèche est le seul département de France où il n'y a pas de gare ferroviaire de transport de voyageurs. Effectivement, pour se rendre au travail ou pour accéder à certains services publics, vous êtes obligé de faire un certain nombre de kilomètres. Sur la montagne ardéchoise, c'est un territoire qui est identifié par l'INSEE comme prioritaire en matière d'accès aux services. Il faut plus de 19 minutes en moyenne pour rejoindre une habitation et les services publics les plus proches et ceux de la vie quotidienne.

Louis LAFORGE : Ces inégalités de territoire existent donc réellement et concrètement ?

Alexis PEILLOUX : **Les différences de territoire, oui. L'inégalité ? La question m'interroge.** C'est-à-dire à l'aune de quelle mesure, on mesure l'inégalité entre deux territoires ? Il y a un certain nombre de différences, mais aussi un certain nombre d'atouts dans ces territoires. Si on prend ne serait-ce que l'actualité la plus prégnante, je viens d'un département qui est classé vert au titre du Covid-19, tous les départements limitrophes sont en zone de vigilance. En ce moment en tout cas, il fait plutôt bon vivre en Ardèche, au titre de la crise sanitaire.

C'est pour cela que je préfère parler de différence que d'inégalité. En revanche, sur beaucoup d'aspects l'accès aux services que j'ai évoqués, il y a là un certain nombre d'enjeux pour répondre aux demandes des citoyens, le déploiement du numérique également. Quand on voit que des opérateurs mettent 2,7 milliards d'euros pour acquérir des fréquences 5G, et nous on se bat encore pour avoir de la 4G, ou tout juste du réseau mobile sur certains villages par les mêmes opérateurs, c'est vrai que cela interroge sur les priorités de déploiement au niveau national et de raccordement des services.

Un projet de loi est à l'étude sur la différenciation des territoires et la manière dont le département du Rhône ou la métropole lyonnaise gèrent les compétences départementales ont à mon avis beaucoup de différences et de caractéristiques très éloignées de celles dont nous avons besoin en Ardèche.

**Louis LAFORGE** : On va continuer à en parler. Karim Mahmoud-Vintam je rappelle que vous êtes cofondateur des Cités d'Or. Dites-nous ce que sont ces cités d'Or.

**Karim MAHMOUD-VINTAM** : Les Cités d'Or, c'est une association d'éducation populaire que j'ai cofondée avec mon petit frère en 2007 en région parisienne. Sa vocation est d'accompagner des jeunes gens, **des jeunes adultes** qui ont entre 16 et 25 ans, dans des parcours vers davantage d'autonomie et davantage de développement et de pouvoir d'agir en tant que citoyens. Ces parcours durent six mois, les jeunes ont un statut de service civique. Ils **vont investir un territoire donné comme territoire de mission pour en révéler les richesses**.

L'une de ces missions va notamment consister à aller enquêter auprès des habitants du territoire sur ce qui constitue à leurs yeux les richesses de leur territoire. Richesses qui peuvent être matérielles, immatérielles avec les mémoires et histoires d'un territoire, d'un quartier. Et des richesses enfin qui sont surtout humaines. Ces différents projets collectifs avec des productions visibles dans l'espace public vont être l'occasion d'explorer cinq compétences humaines et civiques fondamentales. Cinq ensembles de savoir, savoir-faire et savoir-être dont on a estimé qu'ils étaient indispensables pour exercer pleinement sa citoyenneté, quel que soit l'âge d'ailleurs, et quelle que soit la situation dans la société.

Le premier de ces piliers, c'est la capacité à convaincre, en essayant de ne pas trop manipuler. La capacité à exprimer une pensée articulée et argumentée.

Le deuxième pilier c'est la capacité à s'informer à travers des sources qui soient fiables et pertinentes par rapport à ses besoins : trouver l'info, échapper à l'intox. Ce qui relève du sport de combat dans un environnement informationnel, et notamment un environnement électronique où l'information valide va coexister de façon quasiment inextricable avec la rumeur, avec les théories les plus échevelées, et avec les propagandes qui peuvent être politiques, religieuses, mais avant tout des propagandes commerciales.



**Les différences de territoire,  
oui. L'inégalité ? La question  
m'interroge.**

Alexis PEILLOUX

Le troisième pilier, c'est la capacité à toujours mieux se connaître et toujours mieux s'accepter. Gagner en confiance en soi et gagner en confiance de soi.

Le quatrième pilier, c'est la capacité à entretenir et à enrichir son environnement humain. C'est dans le cadre de cet environnement humain que nous allons trouver l'essentiel de nos ressources. La capacité à tisser du lien au quotidien, et à pouvoir mobiliser son environnement, son entourage, au service de projets dont on est porteurs.

Enfin, le dernier pilier c'est la capacité à comprendre le fonctionnement de son environnement. De l'échelle la plus micro (quartier), à l'échelle la plus macro (monde, société).

Voilà un peu l'ADN pédagogique des Cités d'Or, avec un ensemble de compétences qui sont autant techniques qu'éthiques. Puisque ces compétences vont nous permettre d'explorer un certain nombre d'outils qui sont absolument neutres en soi, et qui ne disent absolument rien de la façon dont les personnes vont s'en saisir pour les mettre en œuvre dans leur vie.

Notre ambition, c'est de toujours essayer de mettre en résonance la dimension technique avec la dimension éthique. Ces outils, qu'est-ce qu'ils me disent de mon rapport à moi-même ? Est-ce que je suis dans un rapport à moi-même authentique, dans la mesure où il y aura un minimum d'adéquation entre mes pensées, mes paroles et mes actes dans mon quotidien. Ces outils qu'est-ce qu'ils me disent de mon rapport aux autres ? Est-ce que je suis dans un rapport aux autres juste au sens de la justice, de la symétrie, de la réciprocité ? Un rapport aux autres juste aussi au sens de la justesse. Est-ce que je me mets en capacité de m'ajuster aux personnes avec lesquelles j'interagis dans mon quotidien ? Enfin, ces outils qu'est-ce qu'ils me disent de mon rapport au monde ? Quel sens je donne à la vie en général, à ma vie en particulier, à la société, à l'histoire, etc. Voilà un peu pour le programme.

**Louis LAFORGE** : Ingrid Levavasseur, j'ai vu que vous réagissiez quand Alexis Peilloux parlait de la 5G, parce qu'en Ardèche, mais dans d'autres territoires de France, et peut-être dans celui dans lequel vous vivez, c'est compliqué.

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Il y a plusieurs choses dans le passage à la 5G. C'est que premièrement, il y a des territoires où on peine à avoir la 4G. Nous on voit cela un peu de loin, et pourtant nous sommes à une heure de Paris seulement. Par ailleurs, c'est bien d'avoir la 5G, mais quand on n'a rien pour l'utiliser... On peut dire ce que l'on veut, mais tous les gilets jaunes n'ont pas le dernier iPhone et n'ont pas un PC portable à la maison. Cela, je pense que cela fait partie des inégalités.

On l'a vu pendant le confinement, beaucoup de jeunes ont été malheureusement mis de côté. Beaucoup de villes ont été réactives et ont fourni des ordinateurs portables très rapidement pour permettre aux jeunes de travailler pendant le confinement. Mais encore faut-il avoir suffisamment de réseau pour y accéder.

**Louis LAFORGE** : Gaétan Lepoutre, pour lutter au quotidien au plus près des gens contre le chômage, je sais que vous collaborez avec l'initiative Territoire zéro chômeur dans le quartier de Villeurbanne. Quelle est concrètement cette initiative ?

**Gaétan LEPOUTRE** : Je vais parler de Territoire zéro chômeur sans en être un expert, il y aura peut-être quelques imprécisions. C'est une loi d'expérimentation de 2016 qui a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat. Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de lois qui sont votées à l'unanimité. Elle dit que l'on va tester sur dix territoires en France, une nouvelle approche pour lutter contre le chômage, avec même l'ambition d'éradiquer le chômage de longue durée, quelque chose de très ambitieux.

Le principe de cette loi a été proposé par le président d'ATD Quartmonde, il y a plus de vingt ans. Il disait que la première chose est que l'on a un droit d'avoir du travail, c'est un droit pour tous.

L'autre chose est de dire que le fléau du chômage autour de 9 % dure depuis 30 ans. C'est quelque chose qui est maintenant établi, qui est ancré, et on essaie plein de choses, mais cela ne bouge pas beaucoup. Là, on a voulu prendre les choses autrement en disant que ces 9 % de chômage coûtent très cher à la société. Cela coûte de l'argent notamment à l'État qui vient financer une partie d'allocations, et cela coûte aux collectivités locales aussi. Cela coûte à la Sécurité sociale, parce qu'en général la privation d'emploi génère d'autres difficultés sociales qui peuvent aller jusqu'à des difficultés de santé.

Ce coût, pour sa partie économique, on l'évalue à 17 000€ par chômeur de longue durée et par an. On appelle cela de la dépense passive, parce qu'elle ne génère pas d'emploi. Si on prend ces 17 000€ et que l'on demande ce que l'on peut en faire pour que cela génère un emploi, le principe est de créer des entreprises à but d'emploi, qui vont avoir pour mission d'embaucher tous les chômeurs de longue durée du territoire sans critère d'évaluation ou de filtrage à l'entrée. De leur proposer un CDI, dans un premier temps payé au SMIC.

Pour créer ces emplois, il va falloir développer des activités. On se dit que non seulement sur les territoires, on a un besoin d'emploi, mais aussi on a un besoin de services. En fonction des territoires, on recherche les services qui vont être utiles et qui n'existent plus, qui ne sont plus proposés par la collectivité, et qui ne sont pas proposés par des entreprises ou des associations. Et dans un territoire rural ou urbain, c'est différent. À Villeurbanne, il y a eu des services de retouches coutures pour les vêtements. Il n'y en avait plus dans le quartier depuis des années, et on se rend compte que c'est utile. Il y a des services d'aide aux devoirs à des tarifs sociaux, parce qu'il y a plein d'enfants qui sont en décrochage. Des services d'accompagnement à la sortie pour des seniors qui ne peuvent plus sortir seuls, plus aller faire leurs courses. Des services autour du compostage, de la réparation de vélos, l'aide au transport pour les collégiens.

On a remis ces services, on a créé de l'emploi, et tout cela a été financé juste par l'économie, du fait que ces nouveaux employés ne sont plus chômeurs.

**Louis LAFORGE** : Les Alchimistes, c'est votre structure. Vous travaillez avec l'EBE Émergences sur les sujets dont vous venez de parler, les nettoyeurs de vêtements, etc. ?

**Gaétan LEPOUTRE** : J'ai cofondé une structure à Villeurbanne, qui s'appelle « Les Alchimistes ». On a commencé en 2018, au même moment que Territoire zéro chômeur démarrait et cherchait des activités. Nous on se disait que dans les cantines, dans les restaurants, dans les hôpitaux, il y a énormément de déchets alimentaires qui sont jetés (préparations et restes de repas), et tout cela par enfouissement ou en incinération. Dans la région c'est plutôt en incinération, donc ça part en fumée. On a eu l'idée de faire du compost avec cela, et ainsi créer un amendement qui va être utile pour la végétalisation des villes et la fertilisation des sols maraîchers autour des villes. Cette activité est aussi devenue support d'emploi pour Territoires zéro chômeur .

**Louis LAFORGE** : Alexis Peilloux, cela vous parle ce combat pour plus de solidarité, plus d'écologie ?





**Alexis PEILLOUX** : Je ne suis pas revenu dessus, mais vous aviez introduit sur la transition écologique et solidaire qui est portée au département de l'Ardèche. Évidemment, cela me parle. Je précise que je n'interviens pas ici en tant que représentant du département, mais de fonctionnaire qui y travaille. Le département de l'Ardèche a engagé une démarche depuis mi-2018 de transition écologique et solidaire qui est menée par le président du département et sa majorité, qui ne sont pas des écologistes, ils sont une majorité socialiste. Je le précise parce que du coup ce n'est pas une approche fondée sur une certaine philosophie, mais plutôt sur un constat ? Des enjeux auxquels on fait face en matière de dérèglement climatique, de ce qui nous attend si aucune action n'est entreprise, et de tout ce que cela peut rapporter à un territoire de s'engager dans cette démarche, d'avoir un regard nouveau au modèle de société que l'on veut faire vivre sur le territoire.

Tout ce qui est Territoires zéro chômeur ou les enjeux d'insertion par l'activité économique rejoignent totalement cette philosophie de repenser un peu à la place de l'homme dans la société, au titre des enjeux écologiques. Je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire en la matière en Ardèche et dans les territoires urbains aussi, pour changer un peu de modèle d'approche, pour peut-être aussi considérer que la réussite sociale n'est pas liée à la consommation de richesse que l'on arrive à faire avec ses revenus. Mais la qualité de vie, et le département de l'Ardèche – comme beaucoup de territoires ruraux – offrent un certain nombre d'atouts pour avoir une qualité de vie remarquable sur la qualité des produits que l'on consomme. Je suis convaincu que ces territoires à l'avenir, ne vont que pouvoir se développer. Sur l'attractivité, on voit déjà que le territoire de l'Ardèche est des territoires de la région Auvergne – Rhône-Alpes qui gagne le plus d'habitants. À l'heure actuelle, le solde naturel est négatif, il y a plus de décès que de naissances, par contre il y a beaucoup de nouveaux arrivants qui s'installent pour travailler en Ardèche. C'est un signal de l'attractivité du territoire.

**Louis LAFORGE** : L'écologie ne va pas à l'encontre de l'économie. Ingrid Levavasseur, on a bien compris que vous n'êtes plus gilet jaune, mais on a beaucoup dit au début que les gilets jaunes n'avaient aucune conscience écologique. Vous, désormais dans votre nouveau combat pour plus d'égalité au sein du territoire, vous le menez aussi ce combat écologique ?

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Oui. En fait, moi je le mène depuis toujours ce combat écologique. J'ai eu l'occasion d'échanger avec Nicolas Hulot, puisqu'il est à l'origine de cette fameuse taxe écocarbone. Il me dit : « Au début je n'ai pas compris. Comme des millions de français, je ne comprends pas pourquoi on se bat contre cette taxe écocarbone ». Finalement, j'expliquais que ce n'était pas un problème pour moi l'écologie, puisque c'est une logique, c'est juste le respect de mon environnement. Je respecte mon environnement depuis toujours,

J'éduque mes enfants dans le respect de l'environnement. Je fais du tri sélectif depuis toujours, jamais je ne jette mes déchets par terre, je fais attention à ce que j'achète. En fait, ce n'est pas parce qu'on ne fait pas politiquement de l'écologie que l'on n'est pas engagé dans l'écologie. Moi, je n'ai rien contre payer une taxe écocarbone. Et tous les gilets jaunes, et tous ceux qui sont sortis dans la rue, c'est juste que c'était de trop sur le budget, alors qu'on ne nous proposait pas d'alternative. C'est exactement ce que j'ai dit à Nicolas Hulot : « Comment voulez-vous que l'on m'impose une taxe écocarbone, alors que l'on ne me propose pas de solution alternative ? À aucun moment en tant qu'aide-soignante en commençant à 6h45 et en terminant parfois jusqu'à 21h, à quel moment on me propose un transport pour faire ces 40 km ? Je suis obligée d'utiliser mon véhicule. Alors, ne me forcez pas à payer une taxe alors que vous ne me proposez pas d'alternative. Vous pourrez me forcer quand vous aurez un moyen alternatif. »

C'est un peu ce que j'ai voulu dire haut et fort, c'est que **nous ne sommes pas contre cette taxe écocarbone, mais contre l'injustice de cette taxe qui est finalement imposée à ceux qui vivent dans les territoires éloignés**. Ils vivent dans les territoires éloignés parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre en grande métropole, parce que les loyers sont trop chers. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons eu un pourcentage aussi important de soutien en France, c'est parce que tout le monde était concerné par cette taxe écocarbone. Tout le monde ne vit pas en grande métropole, et cette France est justement répartie d'archipels, et finalement on la subit. On ne doit pas la subir, on doit trouver des alternatives pour tout le monde, pour l'intégralité des Français.

Louis LAFORGE : Karim, quelle est la vision que vous portez sur l'ex-combat des gilets jaunes ?

Karim MAHMOUD-VINTAM : Toute expression de son expérience sociale est légitime à mon sens. Nous sommes tous et toutes experts de notre quotidien. Personne n'a à venir nous dire comment nous devons vivre, ou à porter des jugements valorisants ou dévalorisants sur la façon que nous avons de nous débattre avec notre vie.

Aux Cités d'Or, on essaie de travailler avec les jeunes gens, **la question de la citoyenneté**. Cette question **on ne la travaille pas dans l'entre-soi, cela n'a pas de sens. Apprendre la citoyenneté, c'est faire l'apprentissage de l'altérité**, de la cohabitation avec des personnes qui, la plupart du temps, ne nous ressemblent pas, ne partagent pas notre mode de vie, ne partagent pas forcément nos valeurs, et avec lesquels pourtant nous avons vocation et ambition à porter ensemble un projet qui s'appelle la France.

Louis LAFORGE : Cela veut dire que les gilets jaunes faisaient de « l'entre eux » ?

Karim MAHMOUD-VINTAM : Pas du tout, je ne pense pas. Ce que je veux dire, c'est que nous vivons aujourd'hui dans un pays qui réunit en lui-même au moins trois pays différents. Nous avons d'un côté les grands centres urbains qui concentrent l'essentiel des ressources disponibles. Nous avons d'un autre côté les grandes périphéries urbaines, qui regardent passer les plats, mais sans forcément pouvoir les toucher. Puis nous avons un dernier monde, qui est le monde rural avec ses propres problématiques.

Le problème est que les habitants de ces différents mondes se connaissent de moins en moins, et donc se comprennent de moins en moins dans la singularité de leur vie et de leur différence. D'une certaine façon, nous n'avons pas vraiment de conception de l'égalité. Notre conception de l'égalité va se nourrir de notre expérience très pratique des inégalités qui sont autour de nous. Ce que je trouve toujours extrêmement frappant quand on réunit dans une même cohorte de 14 jeunes des jeunes issus du monde rural, de centres urbains et de banlieues populaires, c'est de voir à quel point les uns sont convaincus que les autres sont toujours mieux traités qu'eux.

Les jeunes qui viennent du monde rural sont convaincus qu'ils sont oubliés, depuis très longtemps, et considèrent que les jeunes des milieux urbains sont mieux lotis qu'eux. Les jeunes de centres urbains considèrent que rien n'est fait pour eux, et que toutes les politiques publiques sont orientées vers les banlieues ou vers les campagnes. Quand on voit les chiffres de la pauvreté des jeunes, notamment en

## La question de la citoyenneté (...) on ne la travaille pas dans l'entre-soi, cela n'a pas de sens. Apprendre la citoyenneté, c'est faire l'apprentissage de l'altérité.

Karim MAHMOUD-VINTAM

milieu urbain, on peut aussi d'une certaine façon leur donner raison. Quant aux jeunes issus des périphéries urbaines, ils sont convaincus qu'il y a du saupoudrage pour les aider, mais que les jeunes de centres urbains ou les jeunes du monde rural sont mieux lotis qu'eux.

Il est très intéressant de voir que sur cette question de l'égalité ou de l'inégalité, les représentations comptent au moins autant que la réalité des chiffres ou des données. C'est là que l'on se rend compte que l'on a un vrai défi en tant que français, à tenter de nous réconcilier les uns avec les autres. Et notamment tenter de réconcilier des personnes qui vivent de réalités parfois radicalement différentes selon leur territoire d'inscription.

**Louis LAFORGE** : Entre inégalité réelle et fantasmée, il y a une réalité. Alexis Peilloux en Ardèche par exemple, par rapport à l'accès aux études supérieures. Les jeunes bacheliers sont obligés de quitter le territoire en voiture pour aller étudier ailleurs, à Lyon, à Valence.

**Alexis PEILLOUX** : Oui tout à fait, il n'y a pas d'universités en Ardèche. C'est un vrai sujet, car certains jeunes peuvent quitter le territoire pour s'installer à Grenoble, Saint-Etienne, Lyon ou Paris pour faire des études. Et un grand nombre de jeunes n'ont pas les moyens de le faire, et donc renoncent à faire des études supérieures.

Des actions sont menées, notamment du département de l'Ardèche sur la création de campus connectés dans les endroits où nous avons le réseau. Nous avons donc trois campus connectés qui sont en cours d'ouverture. Ils permettent à une quinzaine de jeunes à chaque fois, de suivre des études de niveau universitaire 100 % à distance avec un coach du département qui prend en charge les études. C'est une première réponse. Ce n'est pas forcément suffisant, mais en tout cas il est tout à fait vrai qu'il y a un certain nombre de disparités dans l'accès aux études supérieures selon le lieu de résidence. Si on est plus ou moins proche d'une université, on aura une facilité d'accès dès lors que les charges liées au logement, etc. sont déjà intégrées dans les dépenses familiales

Je reviens sur la taxe qui avait été envisagée : on revient assez régulièrement à des questions d'aménagement qui sont prises au niveau national et des décisions de fiscalité qui sont prises à un niveau national avec des disparités locales qui sont telles que forcément, au bout d'un moment, un certain nombre de restrictions sont mises en œuvre. Si on prend l'Ardèche, effectivement si on taxe les trajets kilométriques, il n'existe aucun système de transport en commun suffisamment efficace pour remplacer les déplacements en voiture.

Je pense qu'il y a un vrai enjeu en France à donner un peu plus de latitude au niveau local pour s'emparer de ces questions-là, parce que nous sommes quand même dans un pays où il y a encore un grand nombre de collectivités territoriales, où les élus sont réellement intéressés par ce qui se passe sur leur territoire.

**Louis LAFORGE** : Il y a quand même des politiques publiques à l'échelle nationale. Gaétan Lepoutre nous parlait de l'initiative « zéro chômeur » qui peut porter ses fruits.

**Alexis PEILLOUX** : **Des politiques nationales qui portent leurs fruits sans aucun effort local en complément, je ne sais pas s'il y en a beaucoup.** Les « Territoire zéro chômeur », c'est bien expérimenté au niveau territorial à un moment donné. Je pense qu'il y a un engagement très fort des élus locaux dans la mise en œuvre des « Territoire zéro chômeur ».

**Louis LAFORGE** : Gaétan, il y a aussi un combat que vous menez, c'est un combat pour davantage de parités entre les femmes et les hommes. Face à la recherche d'un emploi, est-ce qu'il y a aussi ces inégalités dans le quotidien que vous rencontrez ?

**Gaétan LEPOUTRE** : Oui, je pense que c'est une des données à prendre en compte dans le quartier dans lequel nous sommes. C'est le quartier de Villeurbanne - Saint-Jean, qui est à l'extérieur du périphérique. En général, les gens pensent que c'est Vaulx-en-Velin, mais en fait c'est sur le territoire de Villeurbanne, et c'est bien séparé par le canal, plus le périphérique. Il y a deux ponts, un au nord et un au sud. C'est un quartier absolument méconnu, 3 500 habitants. Il reste de la place, donc dans quelques années il y aura probablement plutôt 10 000 habitants parce que la métropole de Lyon se remplit, et il faut loger tout ce monde. Là, il y a un peu de places pour loger pas loin du centre, mais cela reste quand même actuellement assez enclavé, assez isolé. 3 500 habitants, 400 chômeurs. Nous estimons probablement autour de 30 % de chômage, dont la moitié sont des jeunes (moins de 26 ans). Ils ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Quand on a démarré l'initiative, dans les personnes qui sont venues frapper à la porte, il n'y avait pas de jeunes.

**Louis LAFORGE** : Comment allez-vous les chercher, alors ?

**Gaétan LEPOUTRE** : Cela a été long. Aujourd'hui, Émergences c'est 80 emplois, ce n'est pas négligeable. En deux ans, sur 400 chômeurs de longue durée, 80 ont déjà trouvé un emploi via ce dispositif. Les jeunes, qui sont en situation difficile, ne sont pas venus. C'est difficile de l'expliquer, je pense qu'il y a vraiment une perte de confiance. Puis en voyant finalement que des moins jeunes avaient accès à un emploi durable dont ils tiraient un revenu, quelques jeunes sont arrivés. Sur les 80 personnes qui sont en CDI, il y a 8 jeunes, alors qu'ils représentent la moitié des demandeurs d'emploi.

**Louis LAFORGE** : Ingrid Levavasseur, quand on vous a découvert sur les ronds-points avec des gilets jaunes, nous avons été surpris de voir qu'il y avait moins de jeunes. Pourtant dans les quartiers, dans cette France périphérique, ils n'ont pas beaucoup d'emplois. Comment avez-vous analysé cette absence relative de jeunes dans ce mouvement.

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Je ne l'ai pas forcément analysé. Il y a quelque chose qui m'a interpellée, c'est ces jeunes de quartier que l'on ne voyait pas. Pour moi, c'était un peu une histoire commune. Je ne sais pas trop pour quelle raison les jeunes n'ont pas bougé forcément, mais cependant dans ma commune j'en ai quand même vu pas mal. Je pense que d'un département à l'autre les chiffres ne sont pas les mêmes. Par ailleurs, je me rends compte que beaucoup de femmes étaient sur les ronds-points, parce qu'elles subissent en grande partie la précarité. Par exemple à Louviers, une ville de 19 000 habitants, 23 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, parmi lesquels 3 500 familles sont monoparentales. Le Territoire zéro chômage me parle énormément, et avec la municipalité actuelle c'est quelque chose que l'on envisage.

**Gaétan LEPOUTRE** : Il va y avoir 50 nouveaux territoires qui vont pouvoir s'ouvrir, cela a été voté cette semaine.

**Louis LAFORGE** : Oui, le texte a été adopté à l'Assemblée il y a quelques jours. D'autres territoires sont candidats, vous pensez qu'il faut ouvrir ce dispositif à des territoires moins urbains ?

**Gaétan LEPOUTRE** : Les premières expérimentations étaient en milieu rural. C'est très différent en milieu rural, en général un « Territoire zéro chômeur » c'est des milliers d'hectares, à l'échelle d'un certain nombre de communes. À Villeurbanne c'est 3 500 habitants sur quelques hectares, c'est tout petit. Les projets, les besoins et les services à rendre ne sont pas les mêmes.

Ce que je sais, c'est qu'après deux ans, une loi a dit que de dix territoires on va passer à cinquante, je trouve que c'est très enthousiasmant. Parce que c'est un projet qui est à coût zéro pour l'État. On réoriente les dépenses passives (RSA, CMU, etc.) vers des dépenses actives. Des experts ont évalué jusqu'à 20 000€ pour la collectivité du chômage. Ce sont des coûts passifs que l'on réactive.

**Karim MAHMOUD-VINTAM** : La confiance en soi et la confiance en l'autre vont de pair. Quand on n'a pas confiance en soi, on peut difficilement s'engager vis-à-vis des autres. De la même manière, le respect de soi va avec le respect de l'autre. Une dernière dimension est l'estime de soi, le sentiment d'être utile. L'estime de soi est indissociable du sentiment de participation à un collectif. Si vous n'avez aucune estime de vous-même, vous ne pourrez pas avoir le sentiment de participer à un collectif, quel qu'il soit, parce que vous aurez l'impression d'y être en trop. Nous avons aujourd'hui beaucoup de jeunes qui se sentent de trop dans cette société, et il ne faut pas croire que c'est une question de profil ou d'origine géographique.

Quand j'évoque cela, je n'ai pas en tête uniquement les jeunes de quartiers populaires, mais les jeunes dans leur diversité. Des chiffres datent un peu (5 ans), mais à mon avis n'ont fait que s'approfondir, ce sont les NEET (Not in Education, Employment or Training). Il y avait près de 2 millions de jeunes en France, il y a 5 ans, de 16 à 29 ans, qui n'étaient ni en emploi, ni en étude, ni en formation. Parmi eux, près d'un million avait disparu des radars.

Il y a un élément par rapport à « Territoire zéro chômeur », c'est que pour beaucoup de ces jeunes la vie professionnelle est synonyme de « prison ». C'est-à-dire que comme ils ont la plus grande difficulté à donner du sens à ce qu'ils vivent et à élaborer un projet de vie, ils ont le plus grand mal à se projeter positivement dans ce qu'ils vont entreprendre. Vous en avez beaucoup qui passent de petits boulots en petits boulots. Ce petit boulot pourrait être envisagé comme un tremplin vers autre chose dans le cadre d'un projet. Mais quand on n'a pas de projet, ce petit boulot devient une occasion supplémentaire d'aliénation, une prison de plus.

Ce qui est très intéressant par rapport à Territoire zéro chômeur qui propose à ces jeunes des CDI, ce qui était censé être la solution devient le problème, ces jeunes ne veulent pas de CDI. Le CDI pour nos générations qui pouvait être un élément de confort et de sécurité, devient un élément d'angoisse pour ces jeunes, ils ne veulent pas de CDI. Il faudrait peut-être essayer avec des CDD.

**Gaétan LEPOUTRE** : J'embauche aussi des Bac+5 qui ne veulent pas de CDI. Cela, c'est nouveau, j'en ai pris conscience depuis la rentrée de septembre.

**Louis LAFORGE** : Les inégalités se creusent aussi dans des départements ruraux comme l'Ardèche, avec la fermeture de certains services publics.

**Alexis PEILLOUX** : Oui, tout à fait. D'autant plus important que les services publics se sont transformés et se sont numérisés pour la plupart d'entre eux, mais les moyens d'accès n'ont pas été étendus à la population. Quand vous avez des personnes qui ne savent pas utiliser l'outil, et qui en plus ont des difficultés à utiliser l'administration qui est quand même assez productrice de complexité dans un certain nombre d'endroits, cela fait qu'ils se coupent totalement de l'accès au service, ils ont un sentiment d'abandon. Là encore, de nombreuses réflexions sont menées, souvent au niveau des collectivités territoriales, où localement il y a un questionnement sur le rôle et la place que souhaite prendre l'État dans l'animation de ces démarches. Il y a encore des opérateurs publics comme Le Poste qui jouent encore de grands rôles dans l'accès au service public. Mais c'est un peu à chaque territoire de s'en emparer avec les complexités que cela pose, et avec dans les territoires ruraux l'impossibilité pour les échelons les plus locaux (communes ou EPCI) d'avoir les ressources suffisantes pour financer ces services.

**Louis LAFORGE** : Dans l'Eure, à Louviers, vous subissez aussi ou pas ces fermetures de service publics ?

**Ingrid LEVAVASSEUR** : Pour retracer l'histoire de Louviers, quand je suis née, il y avait une maternité, des blocs opératoires dans l'hôpital de la commune, et même une clinique privée avec des blocs opératoires. Aujourd'hui, la clinique privée s'est transformée en centre de

rééducation, plus de bloc opératoire. Plus de blocs non plus pour l'hôpital, plus de maternité. Maintenant vous devez faire au minimum 40 minutes de route pour pouvoir accoucher dans un centre hospitalier. Nous avons actuellement le centre des impôts qui ferme ses portes. C'est pour nous assez difficile parce que nous avons de plus en plus d'habitants, nous avons un très grand bassin industriel puisque nous accueillons Sanofi-Pasteur. **On accueille de plus en plus d'ouvriers, mais nous avons de moins en moins de services publics**, de médecins, de spécialistes. Tout simplement parce que l'attractivité y est pauvre. Nous n'avons pas forcément de bars le soir, pas de restaurants, pas de vie pour accueillir ces jeunes qui pourraient s'installer et pérenniser l'attractivité. Je me dis que « Territoire zéro chômeur » pourrait servir à faire du transport. Par exemple, des personnes âgées se plaignent d'avoir un transport par jour pour aller voir leur conjoint hospitalisé.

**Louis LAFORGE** : Merci à vous pour cette belle participation. Dans le public deux personnes ont écouté très attentivement, Jérôme Fourquet et Céline Pina, qui vont sans doute s'inspirer un peu de ce que vous avez dit, pour aller encore plus loin dans cette thématique.

**Gaétan LEPOUTRE**, Entrepreneur de l'Économie Sociale et Solidaire

**Ingrid LEVAVASSEUR**, Élu(e) locale, figure à l'origine des Gilets jaunes

**Karim MAHMOUD-VINTAM**, Co-fondateur Les Cités d'Or

**Alexis PEILLOUX**, Directeur Général Adjoint, Département de l'Ardèche



# ENTRETIEN

Céline PINA est essayiste, chroniqueuse et militante. Jérôme FOURQUET est Directeur du département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'IFOP.



**Louis LAFORGE** : En début d'après-midi, Jérôme, lors de votre conférence, vous posiez la question de quelle égalité républicaine dans une société archipelisée. Avez-vous trouvé quelques éléments de réflexion dans ce qui vient de se dire ici ?

**Jérôme Fourquet** : J'avais mentionné trois pistes sur la nécessité de conforter notre modèle social, de réaffirmer le cadre républicain et le cadre légal, et d'être très vigilant aux effets pervers d'un certain nombre de politiques publiques. Aux termes de ce que l'on a entendu, il y a tout un menu qui pourrait être déroulé. Il y a aussi sans doute de la part des pouvoirs publics, une plus grande latitude à accorder à toutes les initiatives locales qui remontent du terrain, soit qui émanent du secteur associatif, des collectivités locales ou des entreprises. Ou des structures hybrides comme celles qui sont mises en place par les Territoire zéro chômeur, avec tout le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Si on rembobine un peu le film, un des constats qui a émergé de cette crise du coronavirus pour beaucoup de français, c'est quelque part la faillite d'un État central qui veut se mêler de tout, qui veut tout régenter, mais qui n'en a plus les moyens, et qui bride et ralentit les initiatives. Les Français aujourd'hui, face aux défis gigantesques, nous attendent sur comment on relance la machine économique, comment on évite que trop de personnes tombent dans la misère sociale, comment on finit par enrayer cette épidémie, comment on négocie en même temps la transition écologique. Vous voyez que cela commence à faire pas mal d'objectifs. Beaucoup de Français sont arrivés au constat que l'État, même en France, aussi puissant et chargé symboliquement soit-il, ne peut plus faire tout seul, et qu'il a absolument besoin de s'appuyer sur d'autres forces qui ne demandent qu'à s'exprimer, nous l'avons vu à la table ronde précédente.

Juste quelques exemples. Vous vous souvenez peut-être de ces polémiques au moment du déconfinement sur le fait de savoir si on pouvait rouvrir ou non telle ou telle plage en Bretagne. C'est Paris qui devait donner le feu vert ou pas. C'est paru complètement aberrant aux Français.

**Louis LAFORGE** : En même temps, il y a pas mal de Parisiens qui sont allés se baigner en Bretagne aussi.

**Jérôme FOURQUET** : Tout à fait, mais beaucoup de français ont dit que c'est le maire du coin qui est le plus à même, et qui sait si la situation se prête ou non à la réouverture. De la même manière, beaucoup d'élus locaux ont pu avoir le sentiment d'être un peu laissés livrés à eux-mêmes face à l'épidémie, et quand il s'est agi de rouvrir les écoles, on a amené dans toutes les mairies de France le livre de 64 pages de manuel de déconfinement. En gros, cela voulait dire que si jamais un cas de virus se déclenche dans votre école, nous au rectorat ou à l'inspection académique on peut ouvrir le parapluie parce que l'on va bien trouver une des mesures dans les 64 pages qui n'auront pas été appliquées, au lieu d'être en soutien de ces acteurs locaux, parce que les maires ont été en première ligne.

Vous vous souvenez également de ces images de préfets de région épaulés par la force publique qui venaient saisir les cargaisons de masques que les élus locaux avaient à leurs frais réussi à faire venir pour protéger leurs administrés. Aujourd'hui il faut jouer collectif, et on voit s'il faut remettre du positif. On a toute une série d'acteurs qui ne demandent qu'à faire, mais il y a toute une série de contraintes. La table ronde précédente parlait d'une défiance qui vient d'en bas, il y a aussi une défiance qui vient d'en haut. C'est-à-dire que pour l'État central, lâcher la bride aux collectivités locales, aux associations, aux entreprises, on ne peut pas l'accepter parce qu'on n'a pas confiance.

**Je pense qu'aujourd'hui on n'a plus le choix que de se faire confiance les uns les autres.**

**Louis LAFORGE** : Jérôme parle de la faillite de l'État central. Céline, tout à l'heure vous parliez de la crise de notre modèle républicain. Vous parlez de la même chose, tous les deux ?



**Céline Pina** : Oui, cela se rejoint dans la mesure où nous, on s'est vraiment construits dans l'idée que l'État devait intervenir, qu'il était à la fois opérateur et garant. Or, il est de moins en moins opérateur, et quand il l'est, il n'est pas forcément très brillant. Regardez la situation de l'hôpital, par exemple, il est de moins en moins garant parce que c'est un État qui bloque, mais qui n'a pas les moyens du contrôle. Autrement dit, qui ne garantit rien, quand il propose quelque chose la garantie n'est pas là. On le voit sur l'Éducation nationale par exemple, c'est très surprenant de voir parfois des gens se saigner aux quatre veines pour envoyer des gamins dans le privé. Ce n'est pas forcément d'ailleurs un mauvais regard sur les diplômés que peuvent avoir les professeurs, mais ils estiment que l'école n'est pas tenue. Aujourd'hui quand les gens veulent que leurs enfants réussissent, ils investissent énormément, ils leur font faire plus de devoirs que les autres. On voit bien qu'il n'y a même plus une confiance dans l'Éducation nationale.

Avant le service militaire, le vrai creuset, c'était l'Éducation nationale, et aujourd'hui ce creuset ne fonctionne plus, et cela explique aussi la diminution du champ des possibles. C'est-à-dire qu'aujourd'hui les champs qui créent une représentation ou qui peuvent permettre d'ouvrir les cervelles sont

difficiles à appréhender. Très souvent, ce que va dire l'école va se heurter à un certain nombre de représentations, qu'elles soient sociales, ou qu'elles soient idéologiques ou religieuses. On va se retrouver avec des conflits de loyauté très violents, entre les messages que veut faire passer l'école, et ceux que veut faire passer l'environnement des enfants. Nous avons une rupture qui fait que c'est un peu comme quand on parlait de mettre en rapport les actes, la parole et le ressenti. Nous sommes dans des systèmes qui rompent à quasiment tous les niveaux. L'État n'offre plus de garanties, donc les institutions sur le terrain ne sont plus investies, donc de fait elles réussissent moins. Parce qu'effectivement il faut y croire parfois.

On en arrive à la fin à des jeunes qui voient leur champ des possibles complètement restreints et qui se vivent comme non reconnus. On pourrait s'amuser à un jeu qui permettrait à tout le monde d'ouvrir les yeux sur la façon dont ce pays soutient l'ensemble de ces enfants, et même d'ailleurs ceux qui n'ont pas sa nationalité. Il suffirait que l'on fasse un mois sans République. C'est-à-dire que les gens qui sont logés en HLM paient ce que l'on paie en région parisienne, il n'y aurait plus de CMU, il n'y aurait plus de prise en charge. On facturerait ce que coûte l'éducation d'un enfant pendant un mois à

l'école, etc. Peut-être que l'on se rendrait compte à ce moment-là, qu'on est dans un pays qui croit dans les gens qui le forment, qui met de l'argent sur eux. Simplement, aujourd'hui cet argent ne semble pas créer suffisamment de dynamique, suffisamment de sentiment d'intégration, suffisamment de support et de soutien, et il n'y a donc plus de projection dans l'avenir. Dans ce cas, en général c'est l'agressivité qui monte et c'est la peur de l'autre qui s'installe. Parce que l'autre n'est plus solidaire de moi, il est forcément un concurrent.

**Louis LAFORGE** : J'aimerais l'avis de Jérôme sur un mois sans République. Ce serait une bonne idée ? En tout cas, celui qui prend cette décision, il baisse dans les sondages.

**Céline PINA** : Non, ce serait en fait de le faire symboliquement. Autrement dit, d'envoyer aux gens ce qui est pris en charge par la République tous les mois, parce que bien sûr, payer c'est impossible.

Jérôme FOURQUET : On a eu peut-être l'exemple contraire. Parce que ce que je disais tout à l'heure, l'État social est très présent en France, et quand la population française a été confinée, l'État est devenu l'employeur majoritaire du pays, avec tout le chômage partiel qui a été fourni aux salariés, et qui se poursuit. Néanmoins cela ne règle pas tous les problèmes, et encore une fois, je pense que pour dégripper les rouages, combler les fossés, etc., il faut aujourd'hui mobiliser toutes les énergies qui sont présentes à de nombreux niveaux.

Céline PINA : Cela ne règle pas tous les problèmes, mais cela permettrait d'arrêter la culture du ressentiment. C'est-à-dire qu'aujourd'hui on a le sentiment que, dès que vous réunissez un groupe quel qu'il soit, on va se mettre à chercher des coupables et pas des solutions. Ce qui est intéressant **dans la table ronde**, c'est que, quelle que soit l'expérience qui nous était donnée, **on voyait des gens qui connaissaient leur environnement ou qui cherchaient à le connaître mieux, et qui cherchaient, à partir de là, à faire émerger des solutions**, mais qui pouvaient se plaindre peut-être de moins de présence de l'État local. Ils auraient peut-être aimé plus de soutien, mais il n'y avait jamais un procès qui était instruit envers qui que ce soit. Il n'y avait pas du tout de recherche de coupable, il y avait une recherche de solutions.

Je pense qu'en fait, c'est être tous solidaires et être dans cette dynamique. C'est-à-dire que quand on s'installe à une table, on n'est pas là pour savoir qui a faux. On est là pour savoir comment ensemble on peut aller plus loin. Moi j'ai trouvé très intéressantes un certain nombre de dynamiques, et je trouve qu'il y a quelque chose d'intéressant sur la question du champ des possibles. Mais je crois qu'il faut quand même sortir du discours de victimisation, et arrêter de prendre comme argent comptant tous les discours de victimisation. Parce qu'en fait, un discours de victimisation justifie aussi le fait de refuser de prendre sa vie en main.

Il se trouve que parfois j'entends des choses sur les jeunes. Mais pour qui a, par exemple, essayé d'aider un certain nombre de jeunes, on s'est parfois rendu compte que le problème ce n'était pas d'amener un emploi. On ne peut pas amener un emploi à des gens qui n'ont pas de savoir-être. Un des soucis que l'on a eu à un moment donné, par exemple sur des gens très impliqués là-dedans, c'était que l'on avait une population qui ne savait pas se lever le matin, qui ne savait pas être à l'heure, qui estimait que tout ordre était une violence commise contre lui, qui n'avait aucun sentiment de solidarité avec une équipe, qui ne voyait pas en quoi il fallait prendre en compte son collègue de travail dans des boulots qui demandaient quand même justement d'agir ensemble. On avait quand même, pour un certain nombre de soucis affaire à des mentalités qui ne se prêtaient absolument pas au collectif, voire même au travail.





En fait, il fallait faire d'énormes travaux sur le savoir-être pour arriver à faire grandir des gens qui pouvaient avoir entre 20 et 30 ans. Aujourd'hui peut-être que ce qui manque, c'est d'arrêter de prendre un peu pour argent comptant tous les geignements qui sont donnés. Parce que beaucoup de gens geignent sans se donner les moyens d'agir. Par contre, on a beaucoup de gens qui se battent, qui essaient de jouer le jeu et qui eux se heurtent à un plafond de verre. En fait on ne les prend pas en compte parce qu'il se trouve qu'ils sont diplômés, ils ont fait les efforts qu'il fallait. À la fin ils vont accepter un emploi en dessous de leur niveau parce qu'ils ont la conscience qu'il faut s'intégrer, etc. Peut-être que de temps en temps les vrais invisibilisés ce sont aussi ceux-là, qui font des efforts et qui ne voient rien venir.

**Louis LAFORGE** : On parlait avec Ingrid Levavasseur de ces jeunes qui sont peu présents dans le mouvement des gilets jaunes. Karim confirmait que les jeunes particulièrement issus de quartiers difficiles n'étaient pas du tout présents. À l'IFOP vous avez analysé et scruté de près ce mouvement des gilets jaunes. Pourquoi n'étaient-ils pas aux avant-postes ? C'est leur avenir.

**Jérôme FOURQUET** : Déjà, une des illustrations du processus de fragmentation de la société, que j'ai essayé de décrire, on l'a bien vu au moment de la crise des gilets jaunes. C'est-à-dire que si vous prenez les indicateurs socioéconomiques, normalement beaucoup des habitants des banlieues auraient dû rejoindre les ronds-points. Mais en tendance, ce n'est pas comme cela que ça s'est passé. C'est bien parce que beaucoup de publics de ces quartiers-là ne se sont pas reconnus. Il y a des raisons peut-être très triviales : il y a

des dessertes en transports en commun, il y a une dépendance à la voiture qui est moins forte, mais il y a aussi des éléments culturels qui ont joué. Sur ces jeunes, il y a différentes jeunesses en France, comme il y a différents territoires. Ce n'est pas parce que l'on a le même âge que l'on va partager le même destin et les mêmes combats.

Pourquoi moins de jeunes sur les ronds-points ? Il y en avait quand même. Après, sans blesser personne, jusqu'à quel âge est-on jeune ? C'est un grand débat. Il y avait peut-être quand même beaucoup de jeunes actifs. Pour beaucoup, en tout cas au début, le mouvement des gilets jaunes était un mouvement de gens qui travaillent. Peut-être que ceux qui étaient en étude ou en formation, ou qui étaient encore chez leurs parents pouvaient venir de temps en temps par solidarité avec la famille sur les ronds-points, on en a quand même vu pas mal. Ils ne se sentaient pas forcément aussi impliqués. Beaucoup de ceux que nous avons entendus nous disaient : je travaille, ma femme travaille – ou le contraire – et une fois que l'on a tout payé, il ne nous reste plus rien. C'était bien ce syndrome des salariés ou des actifs – parce qu'il y avait beaucoup d'indépendants aussi – qui avaient l'impression de ne pas pouvoir joindre les deux bouts, alors qu'ils avaient l'impression d'avoir rempli leur part du contrat en se levant tôt, en faisant 30 km pour aller travailler. Après cela a bougé, il y a eu pas mal de retraités, mais au début c'était un mouvement d'actifs. Cela peut expliquer que les plus jeunes, qui n'étaient pas encore dans le monde du travail, étaient peut-être un peu moins présents, même s'il y en avait également.

# Il y a toujours une part d'utopie, il y a toujours eu des inégalités derrière les frontons de la République

Jérôme FOURQUET



**Louis LAFORGE** : Les différents archipels dont parle Jérôme dans son livre existent dans ce mouvement des gilets jaunes. J'aimerais avoir votre avis, Céline, sur cette France archipelisée.

**Céline PINA** : Jérôme l'observe au niveau du terrain, moi je vais l'observer au niveau politique, pour constater qu'aujourd'hui les hommes politiques parlent très peu aux Français en général. Quand ils disent « vive la République, vive la France », on a presque l'impression que les mots sont trop gros pour leur bouche, ou qu'ils se sentent ridicules en le disant.

En revanche, quand il s'agit de parler à des morceaux segmentés de la France, là ils semblent avoir un discours. Eux-mêmes segmentent les Français en passant leur temps à parler aux retraités, aux quartiers en difficulté. Il n'y a plus vraiment de discours qui est fait pour les Français en général, pour le citoyen. Dans la description de politique publique, on découpe la France en tranche, et on s'adresse à chaque fois à une clientèle particulière. Ce que je veux dire, c'est que le clientélisme ne se résume pas aux liens malsains avec l'islamisme, mais le clientélisme peut s'inscrire dans toutes les dimensions.

On a des hommes politiques qui aujourd'hui se cherchent des viatiques à partir de clientèles. Quand vous avez 60 % des électeurs qui désertent l'élection, vous vous battez sur 40 % d'une clientèle qui en fait est hyper déterminée. C'est-à-dire que vous n'avez plus comme votants que des gens qui savent très bien pour qui voter, le volant de personnes dont le vote va se déplacer, le marais, celui qui permet de faire basculer d'un côté ou de l'autre se diminue comme peau de chagrin.

Vous savez très bien où sont orientés les votes, et ensuite par l'achat d'un segment de population vous pouvez faire basculer le vote d'un côté ou de l'autre. C'est comme cela qu'aujourd'hui les grands politiques pensent l'élection. Le problème, c'est que c'est encore participer à l'éclatement de la société, à l'archipelisation. Ingrid Levavasseur a prononcé un mot que l'on entend de moins en moins dans la bouche des politiques, c'est l'intérêt général. C'est l'idée que ce n'est pas la somme des intérêts particuliers, c'est au contraire le dépassement. Elle a tout à fait raison de dire cela.

**Louis LAFORGE** : Il est récent ce phénomène que les politiques nationaux s'adressent à des secteurs, ou cela fait longtemps ?

**Jérôme Fourquet** : Il ne faut pas être complètement dupe. C'est peut-être vieux comme la démocratie. Il y a toujours eu des histoires de ce type, où on savait que tel parti politique avait plutôt ses appuis dans telle ou telle catégorie de la population, la fonction publique, les agriculteurs, etc. Il y avait le parti communiste qui se revendiquait le parti de la classe ouvrière, qui s'adressait typiquement à cet électorat, donc cela a toujours existé. Mais il y avait en surplomb ce discours sur l'intérêt général qui existe encore, mais qui est moins évident aujourd'hui à porter. Quelque part on peut penser que nous avons des choses qui commencent à ressembler un peu à ce que l'on voit exister et fonctionner depuis très longtemps aux États-Unis.



Céline Pina parlait de 60 % d'abstention, c'était pendant le Covid-19 pour les dernières municipales. Les enquêtes ont montré que beaucoup de gens étaient restés à la maison, notamment des personnes âgées qui avaient exercé le principe de précaution. On peut espérer et faire le pari que nous aurons quand même plus de participation lors des prochains scrutins, même si la tendance de l'abstention est quand même à la hausse.

**Céline PINA** : Ce n'est malheureusement pas la première fois. Nous avons été très surpris de l'importance de l'abstention sur les dernières présidentielles et les dernières législatives. Les analystes ont été extrêmement surpris de la baisse violente de la participation à ce moment-là.

**Jérôme FOURQUET** : Je pense que vous avez raison, la tendance générale est quand même la hausse de l'abstention. Mais pour revenir à la comparaison avec les États-Unis : aux États-Unis une personne sur deux vote à la présidentielle. En France, même si l'abstention a augmenté, nous sommes encore à 80 % de la population, pour la présidentielle. Ce qui constitue quand même un garde-fou pour essayer de segmenter. Parce que plus le gâteau est vaste, plus la segmentation devient compliquée à mener.

**Céline PINA** : Le problème est qu'en fait le moment segmentant de l'élection, c'est souvent le premier tour. La dernière présidentielle à ce titre-là est très choquante, car on est habitué à ce que quelque chose se détache à un moment donné. C'est comme pour le Tour de France, vous avez deux échappées, un peloton. Là, tout d'un coup, on arrive dans des moments où vous avez dans un mouchoir de poche quatre ou cinq personnes, sur des élections qui normalement sont beaucoup plus discriminantes, et tous à un taux assez bas. Quand tous les gens sont dans un mouchoir, entre 19 %, 21 %, 23 %, là cela commence à devenir très compliqué. Vous vous retrouvez avec la situation d'un Mélenchon qui pense sincèrement qu'il s'est fait voler une élection et qui va se ridiculiser devant tout le monde. À un moment donné, on sent qu'il ne comprend pas. Pour lui, il perd à 200 000 voix, et il aurait pu gagner. Dans sa tête, il va rester avec cette idée qu'on lui a volé son élection. Je pense qu'il est sincère, il n'y a pas que de la représentation ou sa part de folie qui existe. On voit qu'il est sidéré, et on risque de se retrouver avec de plus en plus de contestations, parce que les gens estimeront que le différentiel de voix n'est pas assez notable pour justifier un tel différentiel de pouvoir. Là, on entre dans des moments de turbulence politique.

**Louis LAFORGE** : Vous êtes d'accord avec cette analyse ?

**Jérôme FOURQUET** : Sur la folie de Mélenchon, moi j'ai une réserve professionnelle, donc je ne peux pas m'avancer.

Effectivement, même si vous regardez un candidat comme François Fillon, après toutes les péripéties qu'a connues sa campagne, il finit à 1,5 point de Marine Le Pen, et donc de qualification pour le second tour. C'est beaucoup moins net en termes d'ordre que cela a pu exister par le passé. Cela renvoie aussi à ce que j'essayais d'expliquer tout à l'heure, les votes quasiment automatiques de tel ou tel groupe aujourd'hui sont complètement obsolètes, ou ont complètement évolué.

Des confrères ont suivi une cohorte d'électeurs importante – 15 à 20 000 personnes – pendant toute la durée de la campagne. Ils ont interrogé les mêmes personnes à intervalle régulier, et ils ont constaté que 50 % de cet échantillon avait modifié son intention durant la campagne. Encore une fois, ce n'est pas complètement erratique, il y a des choix un peu stratégiques ou statiques, mais on voit bien que les votes et les identités politiques sont beaucoup moins construits que par le passé, que les dynamiques de campagne sont plus importantes.

**Céline PINA** : En fait, le problème est que le nombre de votants est une garantie démocratique. C'est-à-dire que moins vous avez de votants, plus le fait de pouvoir faire basculer un votant d'un côté à un autre devient intéressant. J'ai longtemps vécu dans une ville de 60 000 habitants, Cergy. Nous sommes sur des villes très populaires, encore en deçà des moyennes nationales. Par exemple, une élection municipale pouvait se jouer à 300 ou 400 voix, et 300 ou 400 voix, cela s'achète. Moins il y a de votants, plus vous développez des stratégies. Moins il y a de votants, plus la qualité de votre personnel politique baisse, ce qui est inquiétant.



Avant vous aviez des gens qui automatiquement estiment qu'ils n'ont pas les épaules pour un certain type de rôle, et vous aviez moins de concurrence délétère. Aujourd'hui, par exemple pour être ministre, maintenant que Castaner a été ministre de l'Intérieur, le problème est que cela veut dire que « n'importe qui » peut être ministre.

Il y a toujours eu des gens de plus ou moins bon niveau en politique, mais dans un certain nombre de postes on ne jouait pas, notamment les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Armées ou de l'Éducation. Ce que je vois aujourd'hui sur les personnalités nommées à la tête de ces ministères est profondément étonnant. Nous sommes sur le régalien, sur le symbolique, sur ce qui fait sens à une nation. Comment voulez-vous ensuite induire de la confiance quand le citoyen de base a l'impression que l'homme que l'on a mis à la tête de ce qui assure sa sécurité a été mis là presque par un caprice de prince. Quand vous ne pouvez pas justifier l'élévation de quelqu'un, et quand son action ne permet pas de la justifier, cela fait un peu trop souvent ce genre de jeu, qui est vu par les Français comme un manque de respect à leur égard aussi.

**Louis LAFORGE** : Pour revenir à l'égalité républicaine, est-ce qu'elle est fondamentalement utopique, et doit-elle le rester ?

**Jérôme FOURQUET** : **Il y a toujours une part d'utopie**, et quand on regarde dans notre histoire, **il y a toujours eu des inégalités derrière les frontons de la République**, cela a toujours existé. Maintenant, il faut laisser ouvert le champ des possibles, notamment aux jeunes générations, et essayer de faire en sorte que le plus d'enfants et de jeunes puissent se dire que les dés ne sont pas pipés, et que la partie vaut le coup d'être jouée. Il faut mobiliser toutes les énergies pour essayer de tirer la charrue dans le même sens.

**Céline PINA** : Il y a un très beau vers qui dit : « *Accroche ta charrue à une étoile, et tu traceras ton sillon droit* ». Cela dit bien qu'en fait la dimension idéale en politique est extrêmement importante. Très souvent on va accuser la France de tricher en disant : « Regardez, elle met en avant une égalité, mais dans la réalité par exemple, les femmes gagnent moins que les hommes ». Ce que les gens oublient, c'est que fondamentalement **vos références créent du changement, pèsent sur vos représentations et agissent sur le réel**. Par exemple si vous êtes dans une nation qui considère l'égalité comme extrêmement importante, oui, vous aurez des effets en termes d'égalité. Autrement dit, le champ des possibles pour les femmes s'est ouvert à partir du moment où on a décrété l'égalité femme-homme.

Si vous êtes dans une société qui au contraire est basée sur le fait que la différence de peau ne donne pas les mêmes droits, ou sur le fait que par exemple si vous êtes une femme vous n'en avez aucun, vous allez voir très concrètement la différence sur la situation des femmes, ou sur la situation des gens issus de la diversité dans ces pays qui estiment que les inégalités sont assumables, et qui en fait une base de leur société. Les choses sont différentes dans les pays qui font de l'égalité une base de leur société, même si elle n'est pas parfaite. Moi, ce que je voudrais rappeler aux gens, c'est que l'idéal n'est pas un mensonge. Il crée des effets dans la réalité, mais pour se rapprocher le plus possible, il faut que l'on y travaille tous ensemble, collectivement tous les jours.

**Louis LAFORGE** : Ce sera le mot de la fin. Merci beaucoup, Céline Pina et Jérôme Fourquet.





**Louis LAFORGE** : Bonjour à toutes et à tous. Merci d'être avec nous ici au Radiant-Bellevue pour cette deuxième journée des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin. Le thème cette année est celui de l'Égalité. Je vois que nous avons des jeunes lycéens du Service civique de Caluire et Cuire. J'ai une petite colle à vous poser ce matin : Qui a dit « *tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres ?* » Georges Orwell dans La ferme des animaux, bravo.

Il ne parlait pas des animaux, mais des hommes et des régimes autoritaires. Mais même au XXI<sup>e</sup> siècle, même en 2020, l'égalité et les inégalités sont toujours au cœur de l'actualité. C'est la raison pour laquelle nous en parlons depuis hier dans ces 5<sup>e</sup> Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin que j'ai le plaisir d'animer. Je m'appelle Louis Laforge, je suis journaliste à France Télévisions.

On applaudit celles et ceux qui ont réalisé hier cette magnifique fresque. C'était un atelier de peinture animé et coaché par Christophe Delestang. Christophe, cela fait plaisir ces applaudissements pour vos artistes ?

**Christophe DELESTANG** : Effectivement, le but premier était de se faire plaisir, donc cela fait plaisir aussi en retour d'avoir vos applaudissements. C'était aussi de proposer un moment de partage et d'échange entre des personnes qui venaient d'horizons différents. J'étais « facilitateur » de cette rencontre, et j'avais bon espoir que le résultat serait intéressant. Il me semble que c'est le cas et que les gens étaient contents d'être intervenus pour un **moment de partage et d'échanges, et d'égalité (en quelque sorte), face à l'aventure que l'on avait à vivre ensemble.**

**Louis LAFORGE** : Christophe est artiste plasticien et moniteur-éducateur au Centre d'accueil de jour « Les Villanelles » à Caluire et Cuire, qui accueille des adultes en déficience mentale.

**Christophe DELESTANG** : On dit « en situation de handicap ». Là, les personnes étaient en situation de création artistique, comme tout un chacun peut se retrouver devant un tableau, et y arrive ou n'y arrive pas, mais l'important c'est d'essayer. Ce sont des personnes qui en général y arrivent très bien. Du coup, c'est intéressant de voir que parfois le handicap peut s'inverser, que tout le monde n'a pas cette facilité-là, alors que la plupart de nos résidents l'ont.

**Louis LAFORGE** : Avez-vous donné un titre à cette fresque ?

**Christophe DELESTANG** : Non, parce qu'elle n'avait pas d'objectif particulier. On ne visait rien, à part passer un moment ensemble.

**Louis LAFORGE** : Christophe, nous allons proposer un petit jeu en fin de matinée. Vous avez sous les yeux toute la matinée cette fresque. Si vous avez envie, on essaie ensemble de lui trouver un nom. Vous nous donnez quelques propositions en fin de matinée, si cela vous amuse. Nous retrouverons Christophe lors de la table ronde avec d'autres intervenants pour parler d'égalité, du travail formidable que vous menez aux côtés de la directrice Véronique Tournier, qui ne peut pas être là ce matin, qui gère ses équipes dans le contexte sanitaire complexe du centre des Villanelles.

**Christophe DELESTANG** : Il y a un autre jeu qui est possible : nous avons un ancien ministre de l'intérieur qui est intervenu sur la fresque à un endroit. Vous pouvez passer la matinée à chercher.

**Louis LAFORGE** : S'il y a un drapeau bleu blanc rouge, c'est peut-être lui, le fidèle serviteur de la République, qui était avec nous hier matin pour la conférence inaugurale. Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur, président de l'Assemblée nationale, et président du Conseil constitutionnel.

Nous allons accueillir pour ouvrir cette matinée la rédactrice en chef de la Revue Esprit, qui est un des fidèles partenaires de Entretiens - Jean Moulin.

**Anne DUJIN** : Bonjour à tous. Je suis très heureuse d'être ici aujourd'hui. La revue Esprit est très heureuse et fière d'être partenaire à nouveau des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin. Et l'est peut-être encore plus cette année où il est question d'Égalité. Un thème qui nous est cher et qui nous importe intellectuellement, philosophiquement, pratiquement dans l'histoire de la revue, sur laquelle nous avons pas mal travaillé, souvent articulé à une autre notion qui nous est chère, qui est celle de justice sociale. Nous sommes tout particulièrement heureux et intéressés à avoir cette réflexion avec vous aujourd'hui.

Parmi les explorations récentes de la revue sur ce thème : la revue avait consacré en septembre 2018 un numéro au thème suivant : *L'imaginaire des inégalités*. Il s'agissait de reprendre la question de l'égalité, cette fois-ci par son contraire ou par sa négation qu'est l'inégalité. Parce que pour comprendre l'un, il faut comprendre l'autre. L'hypothèse était que nous étions dans un moment où nos représentations collectives de l'égalité, du juste et de l'injuste, connaissent une mutation assez sensible depuis quelques années. Parmi ces transformations les plus sensibles, le contraire de l'égalité n'était plus tant l'inégalité que la discrimination. Qu'est-ce que changeait ce petit glissement à nos représentations de l'égalité et du juste ?

L'autre hypothèse qui travaillait ce numéro était que **l'on a besoin d'affirmer avec ambition un désir d'égalité**, que les sociétés en ont besoin, que **c'est au fondement de ce qui définit leur pacte social**.

Pour travailler ces questions, nous avons fait appel à un certain nombre d'auteurs, dont deux qui sont aujourd'hui avec nous, et nous en sommes très heureux. Le sociologue François Dubet et la philosophe Céline Spector.

François Dubet est sociologue, il est professeur émérite à l'Université

de Bordeaux, il a été directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est notamment spécialiste de l'école, et il travaille en particulier aujourd'hui sur ce que l'on appelle les théories et sentiments de la justice. Il vient de publier, avec Marie Duru-Bellat, au Seuil, un livre qui s'intitule *L'École peut-elle sauver la démocratie ?* qui est sorti cet automne.

Céline Spector est philosophe, elle est professeur de philosophie à l'UFR de philosophie de Sorbonne-Nouvelle. Elle est spécialiste de la philosophie des Lumières et de son héritage contemporain. Je vais juste citer un de ses derniers livres, qui me paraît tout à fait intéressant dans ce contexte : *Rousseau et la critique de l'économie politique*, qui est paru en 2017 aux Presses Universitaires de Bordeaux.

Nous sommes très heureux avec eux d'approfondir et de poursuivre les réflexions que vous avez entamées hier, autour des notions d'égalité, mais aussi d'inégalité, de discrimination et de contrat social avec l'idée que tout cela fonctionne ensemble, et que nous en avons besoin.

**Louis LAFORGE** : Merci, Anne. On vous retrouve en fin de matinée pour l'entretien de clôture, avec Céline Spector et François Dubet. François Dubet, je vous propose de nous rejoindre sur scène pour tenter de répondre à cette question de l'égalité des chances. De quel idéal de justice avons-nous besoin ?



# CONFÉRENCE

## De l'égalité à l'égalité des chances : de quel idéal de justice avons-nous besoin ?

François Dubet est sociologue, professeur émérite à l'Université de Bordeaux, ex-directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales.

François DUBET : Bonjour et merci. Je vais essayer en une demi-heure de vous faire toute l'histoire de l'humanité en raccourci. Je demande aux gens qui ont un peu de culture historique ou philosophique d'être très indulgents, parce que je vais être plus que sommaire. Pendant très longtemps, la question de l'égalité sociale se posait d'une façon très étrange. C'est-à-dire qu'il y avait des inégalités sociales considérables entre les maîtres, les esclaves, les nobles, les gueux, les hommes, les femmes, etc. Mais au fond, ces inégalités renvoyaient à des individus considérés eux-mêmes comme inégaux. C'est-à-dire que le noble et le paysan sont inégaux socialement, mais ils sont aussi inégaux en nature. Quand il y a des protestations sociales, elles mettent en cause les soubassements religieux qui justifient ces inégalités. Si Dieu nous avait créés égaux cela changerait les choses, donc nous allons créer des mouvements religieux pour essayer de récupérer. Mais d'une certaine façon, c'est avec le XVIII<sup>e</sup> siècle et avec Céline Spector que nous allons rentrer dans notre cadre intellectuel qui nous paraît évident. C'est-à-dire que nous considérons par principe que les hommes sont fondamentalement égaux. D'abord cela a été les hommes, les femmes un peu moins, mais cela a fini par arriver, nous sommes tous égaux.

On s'est heurté à un problème, c'est que comme nos positions sociales sont inégales, comment combiner ? Les révolutionnaires de 89 voient d'emblée le problème : comment faire pour vivre dans une société dans laquelle on affirme à la fois que nous sommes tous égaux, et en même temps nous occupons des positions sociales inégales. Pire que cela, au lendemain des révolutions démocratiques, avec la révolution industrielle, notamment en Angleterre, les inégalités sociales se sont plutôt creusées. Donc, **c'est devenu une contradiction formidable : nous sommes égaux et nous occupons des positions sociales inégales.** Donc, on va penser la justice sociale.

L'hypothèse que je vais présenter rapidement est la suivante : il y a eu deux grandes réponses à cette contradiction. Une réponse qui a été largement la réponse européenne, que j'appelle l'idée de l'égalité des places. C'est-à-dire que l'on va penser que la justice sociale consiste à réduire progressivement les inégalités entre les positions sociales : faire que le pauvre sera moins pauvre parce que le riche sera moins riche. De l'autre côté de l'Atlantique, avec des traditions protestantes différentes, et surtout une société d'immigration, le modèle de la justice a été plutôt celui de l'égalité des chances. C'est-à-dire que la justice sociale consiste moins à réduire les inégalités entre les positions, qu'à faire que tous les individus, parce qu'ils sont égaux, aient les mêmes chances d'atteindre toutes les positions sociales, aussi inégales



soient-elles, à partir de son mérite et de son travail. L'observation que je veux défendre, c'est que globalement **nous sommes passés du modèle de l'égalité des places au modèle de l'égalité des chances**. Globalement, nous changeons de conception des inégalités et nous ne voyons pas les mêmes inégalités.

Trois mots sur «l'égalité des places» qui s'est formée en Europe dans des sociétés industrielles nationales. Cela veut dire des sociétés qui voient se construire de grandes puissances industrielles autour d'une classe ouvrière. La classe ouvrière d'un côté, les patrons, les usines de l'autre. On est dans ce monde où les catégories d'anciens régimes sont progressivement remplacées par d'autres inégalités de classes : les bourgeois et leurs alliés, et de l'autre côté les ouvriers et leurs alliés. Cela se fait partout en Europe, et dans des sociétés qui ne sont pas homogènes, mais qui se perçoivent comme des sociétés culturellement homogènes.

Dans cet univers, progressivement la représentation politique va passer de la vieille représentation opposant les républicains bourgeois aux tenants de l'ancien régime monarchiste, à l'opposition « droite, gauche ». La gauche c'est les travailleurs et leurs alliés, la droite c'est les bourgeois et leurs alliés. Tout cela est complètement caricatural, mais dans les têtes, c'est comme cela que ça marche. On va fabriquer une machine qui a la même conception de la justice sociale. Il faut réduire les inégalités entre les positions sociales, donc on va redistribuer (assurance sociale, impôt progressif). *Grosso modo* entre 1910 et 1990, cela a très bien marché. C'est-à-dire que si vous prenez les inégalités entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres, au cours du XXe siècle, elles ont été réduites par deux. Mais le modèle, ce n'est pas du tout que les gens changent de classe sociale, c'est que l'écart entre les classes sociales diminue. Ce modèle a duré tant que l'on a vécu dans des sociétés industrielles nationales.



caluire.  
cuire

Les entretiens de  
CALUIRE ET CUIRE  
JEAN MOULIN

### Conférence

De l'égalité à l'égalité des chances : de quel idéal de justice avons-nous besoin ?

François DUBET

Sociologue, ex-directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales

Je vais prendre un exemple pour bien me faire comprendre. Quand vous prenez les textes des pères fondateurs de l'école républicaine, il y a une chose extrêmement étonnante, ils ne parlent jamais d'égalité des chances. Ils disent simplement que l'école va créer de l'égalité entre tous les citoyens autour d'une école commune. Mais il n'est pas question – sauf pour les enfants du peuple extrêmement doués et travailleurs qui seront repérés par l'instituteur – de changer de classe sociale.

En 1954, un enfant de cadre nul à l'école primaire a sept fois plus de chances d'aller au lycée qu'un enfant d'ouvrier jugé excellent. Ce n'est donc pas le mérite scolaire qui détermine l'itinéraire scolaire, c'est la naissance, mais on va réduire les écarts de position. Ce modèle s'est imposé partout en Europe. On vit dans cet univers, et ce monde a reposé sur une représentation de la société qui a eu beaucoup d'influence en France, que l'on appelle « solidariste ». C'est-à-dire l'idée que les travailleurs produisant la richesse, ils ont la créance à l'égard de la société. On est dans un système où tout le monde donne à la société, et la société doit rendre aux gens ce qu'ils ont donné.

Par exemple, la retraite aujourd'hui c'est le droit des petits vieux – dont je fais partie – d'aller passer des vacances grâce au *lowcost* dans des pays pas chers. Je dis cela un peu par amertume. En 1950 la retraite, on rend à celui qui a beaucoup travaillé le droit à une fin de vie honorable et paisible, mais en fonction de son travail. Ce système-là est très centré sur le travail. Les propriétaires des droits sociaux c'est les travailleurs. Les femmes des travailleurs ont des droits si elles ont épousé un travailleur, ou si elles travaillent. Les enfants, ce sont les enfants du travailleur. On est dans l'image d'une société qui est une sorte de vaste ruche dans laquelle toutes les abeilles contribuent, et à la fin il faut quand même un peu répartir équitablement la distribution du miel. Mais les ouvrières resteront ouvrières, les reines resteront reines, mais la distance se réduira progressivement entre les unes et les autres.

C'est très troublant de voir que d'autres inégalités qui aujourd'hui nous sautent aux yeux, sont quasiment invisibles. Elles ne scandalisent pas grand monde, parce qu'elles n'entrent pas dans ce modèle. Ce que l'on voit, c'est l'exploité et l'exploiteur. Par exemple, quand les mouvements féministes des années 60 commencent à se manifester, on ne peut pas dire que le Parti communiste soit d'un enthousiasme fou à l'égard de ce mouvement. Je ne parle pas de l'église, qui est quand même franchement hostile : chacun doit être à sa place.

Quand j'étais gamin, l'instituteur disait : « si tu travailles très bien, tu pourras grimper. Mais de toute façon le progrès fait que tu vivras mieux que ton père, parce que ta situation sera améliorée ». C'était cela la conception de la justice que j'appelle « l'égalité des places », et qui a duré jusque dans les années 1980-90, qui organisaient largement la rhétorique sociale et politique.

Je crois que ce modèle a quasiment disparu, ceci pour deux grandes raisons. La première est que nous ne vivons plus dans des sociétés industrielles nationales. Dans le sens où aujourd'hui, les Français quand ils achètent une voiture, n'ont plus comme du temps du Général de Gaulle et du Parti Communiste, le choix entre acheter une Citroën, une Renault, une Peugeot, on ne peut plus pratiquer ce que l'on appelait joliment la dévaluation compétitive. C'est-à-dire que l'on vit dans son économie avec sa classe ouvrière, sa bourgeoisie nationale, et entre soi on partage le gâteau. C'est fini, beaucoup de gens le dénoncent, mais le capitalisme n'est plus la juxtaposition de capitalismes nationaux au sein de frontières fermées. Les prolétariats sont rentrés en concurrence les uns avec les autres. Évidemment, quand le prolétariat qualifié et bien payé était en Europe, et que le prolétariat du tiers monde était sous-qualifié et surexploité, cela allait à peu près bien. Mais aujourd'hui, le prolétariat chinois n'est pas franchement incompetent, et les classes ouvrières sont entrées en concurrence, etc.

Je crois fondamentalement que la structure même des inégalités sociales s'est transformée. C'est-à-dire que nous avons des inégalités sociales agrégées autour des classes sociales, et aujourd'hui nous sommes dans un monde d'inégalités multiples. Quand on interroge les gens, ils sont inégaux « en tant que ». Au fond, chacun d'entre nous a une bonne raison de se plaindre, parce que chacun d'entre nous voit se coaguler en lui des inégalités. Je vais prendre un exemple pour bien me faire comprendre : jusque dans les années 60-70, quand vous prenez la jeunesse française c'est assez simple : vous avez une jeunesse qui étudie (15 %) et une jeunesse qui travaille. La moitié des jeunes Français en 1965 travaillent à l'âge de 16 ans. D'ailleurs, ceux qui travaillent se sentent victimes d'une injustice, mais pas humiliés, parce que c'est leur destin d'enfants de travailleurs que de travailler à 16 ans. Aujourd'hui, si vous prenez les hiérarchies scolaires, le clivage n'est pas entre ceux qui étudient et ceux qui n'étudient pas, puisque tout le monde est rentré dans le système, dans l'école. Le clivage, c'est

des toutes petites inégalités insupportables entre tel lycée, tel collège, telle filière, tu as fait de l'allemand, tu as fait du latin, tu as une mention, etc. Pour l'essentiel on va rentrer dans un système d'inégalités multiples, vécues comme insupportables.

À partir de là, on va voir se développer une autre conception de l'injustice qui est complètement dominante aujourd'hui : on ne parle quasiment plus des bonnes vieilles inégalités sociales, on ne parle plus que des discriminations. Par exemple à l'ENA, il y a 80 élèves par an, et on va discuter pendant des heures sur le fait qu'il n'y a pas assez de femmes et d'enfants d'immigrés à l'ENA. Si on rajoutait 10 enfants d'immigrés et 12 femmes, on aurait un ENA démocratique. On ne discute plus, donc on discute uniquement de l'égalité des chances d'accéder à l'ENA ou à Sciences Po. Mais **on ne discute pas d'une inégalité bien plus considérable, qui est la différence de compétences et d'utilité des diplômes entre ceux qui ont fait l'ENA et ceux qui ont fait le lycée professionnel** où on est allé, parce qu'on a été considéré comme trop nul au collège. La bonne grosse vieille inégalité de classe n'est plus visible, parce qu'on ne voit que l'inégalité des chances d'accéder aux élites.

Par exemple je suis très favorable au mouvement féministe, mais la faible part des femmes dans les Conseils d'administration des entreprises du CAC40 me scandalise moins que leur forte présence chez les aides-soignantes et les caissières, et ce ne sont pas les mêmes effectifs qui sont



en jeu. Nous avons changé complètement de logiciel, et on est passé au logiciel de l'égalité des chances. On ne voit plus les inégalités autour de l'exploitation, mais on les voit autour des discriminations, on n'a pas été mis en position d'égalité. Ce qui crée évidemment une expérience des injustices très particulières, c'est que **le sentiment d'exploitation a été remplacé par le sentiment de mépris**. Le problème du mépris, c'est que c'est un sentiment qui circule. C'est-à-dire, pour échapper au sentiment de mépris, il n'est pas complètement inutile d'en mépriser d'autres à mon tour. C'est-à-dire que vous êtes dans une chaîne, ce qui aujourd'hui explique très largement les grandes mutations politiques que l'on observe. Aujourd'hui, les héritiers du prolétariat qui votaient à gauche traditionnellement jusque dans les années 80, ne votent plus à gauche. Ils votent plutôt à l'extrême droite en disant : les élites nous

méprisent, et les immigrés je les méprise à mon tour.

Je précise que je suis totalement favorable à l'égalité des chances, mais cela pose quand même un problème en termes de mécanisme social et de représentations sociales, puisque vous avez une individualisation des expériences ou une mise en communauté des expériences. Avec un processus que l'on voit se développer, qui est la concurrence des victimes. Cela, c'est quelque chose qui peut poser un problème en termes de représentation. C'est-à-dire comment politiquement représenter cette espèce d'archipel des expériences et des inégalités qui ne peut plus se structurer autour d'une représentation à peu près centrale et d'un modèle à peu près central ?

# Nous avons un problème de justice sociale qui est : ne pas se laisser envahir par cet imaginaire de l'égalité des chances et des discriminations, de refaire un peu d'égalité des places.

François DUBET



L'autre problème que cela pose, c'est que l'égalité des chances est fondée sur le principe de mérite. Nous croyons tous au mérite, sauf qu'on ne sait pas ce que c'est que le mérite. Autre problème sur le mérite, c'est que plus les sociétés croient à l'égalité des chances et au mérite, plus elles pensent qu'elles sont des sociétés dans lesquelles il y a l'égalité des chances et de mérite, plus elles acceptent les inégalités sociales, qui sont perçues comme l'expression du mérite des individus. L'exemple type est que l'écart des inégalités sociales aux États-Unis, entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres après redistribution sociale, est de 7. En France, l'écart est de 3,9. Si vous allez dans les pays les plus extrêmes égalitaires, l'écart est de 3 en Norvège. Les Norvégiens pensent vivre dans une société plus inégalitaire que les Américains, les Français pensent vivre dans une société plus inégalitaire que les Américains, parce qu'ils ne croient pas au mérite. Plus les gens vous disent « je crois que le mérite existe », plus ils acceptent les inégalités sociales.

Cela vaut au niveau des sociétés, mais également au niveau des individus. Plus les individus croient dans le principe du mérite, plus ils croient qu'ils méritent ce qu'ils ont, et plus ils pensent que ceux qui n'ont rien

méritent leur sort. On rentre dans la logique de blâmer les victimes. Par exemple, il y a 30 ans, quand vous demandiez quelle est la cause du chômage, à 80 % les gens répondaient que c'est le système, le capitalisme, la mondialisation, l'Europe. Aujourd'hui, 70 % vous répondent que la cause du chômage, c'est les chômeurs.

Le problème de l'égalité des chances, c'est à la fois de mon point de vue un principe incontestable, mais il faut bien comprendre que ce modèle de justice a des conséquences qui ne sont pas justes. C'est cela, le paradoxe. Le modèle de l'égalité des places n'avait pas que des conséquences justes, mais il permettait une certaine stabilité de la vie politique, et une certaine sécurité émotionnelle.

Un des effets un peu catastrophique de ce modèle de l'égalité des chances, c'est que depuis une trentaine d'années on a abandonné progressivement sans le dire, les politiques sociales universalistes. Et aujourd'hui si vous prenez le système des prestations sociales, n'importe quel citoyen informé, intelligent, que ça intéresse, n'y comprend rien. C'est devenu très compliqué. Au lieu d'avoir des politiques qui visent à réduire les inégalités, vous avez des politiques qui ciblent des publics spécifiques. Des gens de tel endroit, de tel

quartier, de telle école, etc. Vous avez un double mécanisme qui se crée : ceux qui paient ont le sentiment de payer pour rien. Mais ce qui est plus embêtant, c'est que ceux qui reçoivent ont le sentiment de ne jamais rien recevoir, ou de ne pas recevoir ce que leurs voisins reçoivent. Et cela crée de la concurrence des pauvres, si je peux me permettre.

Cela a un autre effet pervers, c'est que c'est tellement compliqué que vous savez que la majorité des gens qui pourraient prétendre à des prestations n'y prétendent pas, parce qu'ils ne comprennent pas comment ça marche. Il faut un expert qui s'appelle un travailleur social, pour vous permettre d'accéder à des choses. C'est quelque chose qui devient aujourd'hui extrêmement destructeur du sentiment de solidarité. C'est que **nous vivons dans une société qui prélève à peu près 50 % de ses richesses, et qui en redistribue de manière sociale à peu près 35 %, dans lesquels tout le monde a le sentiment d'être abandonné par l'État providence.**

Je ne dis pas qu'il n'y a pas des problèmes réels, mais si vous sortez de l'idée « je paie, je reçois », je crois que là on va au-devant de très grande difficulté.

Après tout on pourrait montrer que de ce point de vue là, il y a une sorte d'affolement de la vie politique et sociale.

La question qui se pose à nous aujourd'hui, c'est que nous ne pouvons pas fonder la justice sociale sur le modèle de l'égalité des chances. Ce que je voudrais vraiment mettre en évidence, c'est qu'aujourd'hui **nous avons un problème de justice sociale qui est : ne pas se laisser envahir par cet imaginaire de l'égalité des chances et des discriminations, de refaire un peu d'égalité des places.**

Je vais terminer sur un exemple scolaire. Je crois que le problème de l'école aujourd'hui, n'est pas seulement l'accès des élèves travailleurs et doués des collèges populaires en classes préparatoires et aux grandes écoles. Le problème est que dans un modèle dans la société où nous vivons, c'est : qu'est-ce que l'on fait des vaincus ? Qu'est-ce que l'on fait des autres ? C'est très facile de dire que l'on va prendre les bons élèves méritants pour les sortir de leur destin, et qu'est-ce qu'on fait des autres qui seront fous de rage, en colère, désagréables, et qui auront de bonnes raisons de l'être ? Il faut quand même réintroduire un peu, dans cette conception, la priorité aux vaincus de la compétition d'égalité des chances. Je crois que c'est cela le véritable clivage.

Par exemple à l'école, on pourrait très bien dire que l'on met beaucoup plus de moyens chez les vaincus. Par exemple aussi, dire qu'il ne serait peut-être pas inutile que le mérite scolaire ne devienne pas l'équivalent général de tout le mérite d'un individu. Tant que l'on va vers cette conception, je crois que l'on va vers un monde de plus en plus brutal. J'ajoute que ce vieux modèle ringard de l'égalité des places avait une conception de la solidarité globale. J'ai beaucoup de mal à voir quelle est la conception de la solidarité qu'il y a derrière l'égalité des chances. C'est-à-dire, qu'est-ce qui m'obligerait à faire un sacrifice pour d'autres ? Ce qui est l'idée même de la justice. Dans le modèle de l'égalité des chances, je ne vois pas quels sacrifices je suis prêt à faire.

Je crois qu'il faudrait que l'on prenne garde à cet espèce de glissement, qui n'est pas un glissement de droite ou de gauche, tout le monde y va résolument. Je suis frappé de voir qu'on y va résolument sans même se rendre compte des problèmes vers lesquels on va. Il faut quand même pondérer très fortement l'égalité des chances par l'idée que l'essentiel de la justice est de réduire les inégalités entre les positions sociales, de faire que les écarts objectifs se creusent. On avait pu espérer qu'avec le corona, où on s'est rendu compte que les derniers de cordée étaient beaucoup plus utiles que les premiers de cordée qui semblaient perdre la tête, ce serait bien qu'on s'en rappelle. Et cela, ce n'est pas l'égalité des chances, c'est l'égalité des places. Je vous remercie.

**Louis LAFORGE** : Merci, François Dubet. Nous aurons le plaisir de vous écouter de nouveau tout à l'heure en fin de matinée, puisque vous reviendrez en compagnie de celle qui va vous succéder au micro. Céline Spector, qui est professeur de philosophie politique à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste de la philosophie des Lumières et de son héritage contemporain. Liberté, Égalité, Fraternité, c'est le thème de cette conférence. Vous allez nous éclairer, vous la spécialiste des Lumières. Parce que Rousseau et son contrat social on s'en souvient un peu. Rawls c'est un peu plus lointain et un peu plus flou pour moi. Merci.



# CONFÉRENCE

## Liberté, égalité, fraternité : de Rousseau à Rawls

Céline Spector est professeur de philosophie politique à l'UFR de philosophie de l'Université Paris-Sorbonne. Elle est spécialiste des Lumières.

Céline SPECTOR : C'est très difficile de parler après François Dubet, je vais essayer de relever le défi. Mais il m'a lancé quelques perches quand même que je vais essayer de saisir. Au fond, Rawls c'est précisément celui qui a tenté de déjouer la perversion que François Dubet vient d'identifier, c'est-à-dire le paradoxe de l'égalité des chances, dès lors qu'elle se retourne un peu contre elle-même, et qu'elle « culpabilise » les vaincus.

Je voudrais d'abord, pour introduire un peu mon propos, montrer que Rawls est un successeur de quelqu'un que l'on connaît beaucoup mieux en France, Rousseau. On trouve chez Rousseau un peu les prémices de ce que Rawls va ensuite développer de manière beaucoup plus approfondie, qui est le fait qu'il n'y a que deux fondements possibles pour une société juste, qui sont la liberté et l'égalité. La liberté, parce que c'est la finalité même du corps politique, et l'égalité parce que la liberté ne peut subsister sans elle. Cela c'est vraiment une idée que Rousseau a introduite, et on peut dire que c'est lui le premier philosophe à avoir, en quelque sorte, mis sur le devant de la scène philosophique la question sociale.

La question sociale pour Rousseau est double. C'est d'une part la question de savoir si les inégalités conventionnelles ont un rapport quelconque avec les inégalités naturelles. Rousseau c'est le premier à dire clairement qu'il n'y a aucun rapport. C'est une thèse extrêmement iconoclaste à une époque où l'Ancien régime est en quelque sorte en train de vaciller, et apparaît une société où la mobilité sociale s'introduit. C'est-à-dire, où on ne naît plus seulement noble, membre du clergé, paysan, artisan, mais on peut avoir accès à des positions qui sont un peu au-delà de son ordre ou au-delà de sa classe.

La deuxième idée qu'il a introduit Rousseau, et c'est pour cela que j'en fais vraiment un penseur de la question sociale, c'est le fait qu'il y a un seul remède au fond, c'est d'introduire une fiscalité de luxe. On a commencé à avoir cette réflexion qui s'amorce sur la redistribution comme seul remède possible à ce que Rousseau appelle « la question des surnuméraires ». Ce terme qu'il a introduit est très intéressant, parce que c'est ce que Marx ensuite va développer. Le surnuméraire, c'est celui qui n'a que sa force de travail pour vivre, et qui est donc obligé de se vendre.

**Pour Rousseau, une société juste, c'est une société où les surnuméraires accèdent au droit à l'existence.** C'est-à-dire que l'on ne peut pas priver un homme du droit à subvenir à ses besoins fondamentaux et de mener une vie décente. Pendant la Révolution française, Robespierre reprendra le droit à l'existence, c'est vraiment le fondement de l'État social pour nous encore aujourd'hui.

Ce que je voudrais faire aujourd'hui, c'est franchir un peu les siècles et essayer de voir quel est l'héritage des Lumières de Rousseau, chez John Rawls. Rawls est un philosophe américain, c'est un libéral au sens américain du terme. Libéral aux États-Unis, cela signifie le contraire de conservateur, cela veut dire progressiste. John Rawls, c'est un philosophe qui défend la redistribution à un moment où aux États-Unis déjà, l'État providence commence à être contesté. Cela peut paraître étrange, mais dans les années 60, il commence déjà à y avoir des attaques contre l'État providence aux États-Unis, et en particulier Rawls va être le philosophe qui va essayer de convaincre les économistes de la nécessité de la redistribution.



Je voudrais essayer de vous présenter ses grandes thèses, et la manière dont il arrive à une théorie de la justice sociale qui me paraît à peu près indépassable aujourd'hui. Je vais présenter très brièvement la manière dont Rawls arrive dans la théorie de la justice, à sa théorie des principes de justice. Il se demande comment des individus qui auraient à vivre dans une société en s'unissant pourraient départager leurs revendications. Rawls se dit qu'il existe une seule méthode possible pour parvenir au principe de justice, qui consiste à concevoir une situation un peu imaginaire, une expérience de pensée, où nous nous mettons derrière un voile d'ignorance. Il faut que l'on ignore des choses pour pouvoir mieux savoir quels sont les principes de justice que nous allons ensuite défendre. Qu'est-ce que l'on va se cacher derrière ce voile pudique, que l'on ne va pas relever tout de suite ?

Derrière ce voile, on va d'abord ignorer quelle va être notre position dans la société future que l'on va créer. On ne sait pas si on va être riche ou pauvre, si on va être en haut ou en bas de l'échelle sociale. On ne sait pas non plus quelle sera notre conception du bien, notre conception religieuse. On ne sait pas non plus quelle sera notre personnalité ni qui on sera. Ce qui nous individualise dans une société, c'est nos talents, nos dons, etc., et tout cela on l'ignore. Derrière ce voile que Rawls nomme «la position originelle», on va choisir des principes de justice. C'est la seule manière de neutraliser l'arbitraire de notre situation, de nos places. C'est la seule manière d'être derrière un voile qui nous permet d'accéder à l'impartialité.

Qu'est-ce que c'est que la justice sociale et comment y parvient-on ? En accédant à l'impartialité, c'est-à-dire en arrêtant de vouloir nous favoriser nous-mêmes. C'est cette position-là qu'il faut viser. Derrière ce voile, si nous appliquons la règle d'or des économistes en situation d'incertitude – je ne sais pas où je serai dans la société future – j'appliquerai la règle la plus rationnelle, qui est le « maximin ». C'est une règle des économistes qui nous dit : je vais rendre meilleure possible la situation la pire. Je vais maximiser la situation minimale. Dans une société qu'est-ce que ça signifie ? Je vais rendre meilleure possible la situation des plus mal lotis, des plus défavorisés de la société.

**L'idée de génie de Rawls est de dire : imaginons que ce soit mon pire ennemi qui choisisse ma place dans la société future.** Même si vous êtes seulement régi par votre intérêt personnel, vous n'avez pas besoin d'être altruiste, pas besoin d'être un saint ni un héros, vous allez choisir une société au sein de laquelle ceux d'en bas seront le mieux lotis possible. Résultat, il y a deux principes de justice pour Rawls, et on va retrouver la problématique de l'égalité des chances.

Le premier principe de justice, et on rejoint Rousseau, c'est un principe d'égalité, ou plutôt d'égaux libertés. C'est le principe fondamental depuis toutes les révolutions démocratiques : il faut que nos libertés fondamentales soient les plus grandes possibles, et égales pour tous. Ce sont les Droits de l'homme si vous voulez, pour le dire vite.

Il y a aussi un deuxième principe, c'est l'égalité. Ou plutôt la manière dont on va tolérer certaines inégalités parce qu'elles sont justes. Rawls ne va pas défendre l'égalité stricte, égale pour tous, il va défendre quelque chose de plus subtil. Premièrement la juste égalité des chances. L'égalité des chances au fond est injuste, ou en tout cas, pas suffisamment exigeante, c'est la compétition, qui suscite de très graves injustices. Parce que les milieux socioprofessionnels d'où viennent les gens ne leur permettent pas également de faire fructifier leur talent. Même si on est assez doué dans une famille très modeste qui n'a pas les moyens de nous payer les études qu'il faut, on ne va pas accéder au même rang.

Rawls est très clair, l'inégalité formelle des chances, la lutte contre les discriminations, c'est insuffisant. Il faut quelque chose de plus exigeant, et cela c'est la juste égalité des chances, qui suppose que l'on refuse le principe de la liberté naturelle et que l'on adopte un principe volontariste où l'État, les collectivités, les institutions sociales et économiques, tout soit dévolu à ce que l'on renforce les chances de ceux qui partent avec un handicap. La juste égalité des chances, c'est le fait que l'État investisse massivement dans l'éducation, dans l'université.



Il y a aussi un dernier principe, qui est le principe de différence, qui nous dit qu'il faut que toutes les inégalités profitent aux plus défavorisés de la société. Ce que nous dit Rawls, c'est que **nous ne pouvons utiliser nos talents, nos dons, que pour aider les plus défavorisés, sinon les inégalités sont injustes**. Rawls nous dit bien qu'il y a de justes inégalités. Il ne se contente pas de dire qu'il faut les tolérer, il dit qu'elles sont justes, parce qu'elles vont profiter aux plus mal lotis. On va faire une sorte de coopérative avec tous nos talents, et la société va redistribuer les produits de ces talents. J'en viens maintenant au deuxième aspect, qui est : pourquoi Rawls nous paraît aujourd'hui encore si intéressant ? C'est qu'il nous dit que l'égalité que nous poursuivons est chimérique. Cela ne sert à rien de courir après l'égalité, on n'y arrivera jamais. Plutôt que de vouloir courir après l'égalité et de ne jamais y arriver, il vaut mieux concevoir une société juste, tel que chacun coopère au sort des autres. Rawls va jusqu'à dire que cela doit remplacer la lutte des classes.

J'en viens maintenant à ma conclusion, c'est-à-dire aux critiques que l'on peut adresser à ce modèle. La première critique c'est à droite, les libertariens, ce qui correspond un peu à nos libéraux. Les libertariens sont indignés, sont furieux contre Rawls, parce que c'est contraire à la liberté individuelle. En fait, vous n'avez pas le droit de profiter de vos talents. C'est une manière d'instrumentaliser les riches au service des autres.

La critique de gauche dit notamment : c'est bien gentil votre principe de différence, mais le problème est que dans votre modèle il n'y a aucune limite. Pour des marxistes pur et dur, cela va bien, mais c'est quand même très insuffisant en termes de distribution.

Une autre critique consiste à dire : au fond, avec votre idée de remplacer la lutte des classes, vous ne vous interrogez pas sur les motivations qui portent les individus à vouloir sacrifier une partie de leurs revenus pour la redistribution sociale. Cette critique est un peu plus de mauvaise foi, parce que Rawls réfléchit à la motivation.

Une dernière critique consiste à dire que la théorie qui dit que l'on ne mérite pas son mérite, etc. Non, on a du mérite, cela existe, c'est quelque chose auquel on croit. Il y a beaucoup de philosophes qui reprochent à Rawls l'abandon de la méritocratie. Nous en France où on est quand même imprégnés par cette idéologie, c'est très dur d'accepter cela, que le mérite soit complètement arbitraire, que ce soit de la loterie complète. Et que même le goût de l'effort soit totalement arbitraire et indépendant de la volonté des gens, c'est quand même étrange. Cette critique que l'on peut qualifier de républicaine consiste à dire que sa théorie est trop contre-intuitive, et au fond on ne peut pas sacrifier l'idéal méritocratique.

Pour conclure, je voudrais quand même dire à quel point il me semble que cette théorie, aussi contre-intuitive soit-elle, a un immense mérite. C'est une des seules théories philosophiques qui permette de nourrir ce que Rawls appelle «l'amitié civique». C'est-à-dire un sens de la solidarité sociale, qui fait que nous savons que tous pensent à tous les autres au moment où ils vivent en société. À mon sens, seule la philosophie de Rawls peut redonner sens à notre devise aujourd'hui : Liberté, Égalité, Fraternité. Je vous remercie.

# TABLE RONDE

## L'égalité en action

Franck ARNAUD, Laure BESSET, Jeanne CADON, Laurent COURAGIER, Christophe DELESTANG, Camille DUYCK, Chantal DE ROMANET

**Louis LAFORGE** : Nous allons vous proposer à présent une table ronde de belles rencontres, de belles histoires, avec ceux pour qui l'égalité est une réalité du quotidien. Le combat, ils le mènent tous les jours. Nous allons recevoir sur scène Christophe Delestang, il est moniteur-éducateur au Centre d'accueil de jour Les Villanelles, centre spécialisé dans l'accueil des adultes en situation de handicap mental. Chantal de Romanet, bénévole du Secours Catholique de Caluire et Cuire. Laure Besset, directrice des Centres sociaux et culturels de Caluire et Cuire. Laurent Couragier, président du sporting club CSC Foot. Et Jeanne Cadon et Camille Duyck, qui sont lycéens qui participent au Service civique à Caluire et Cuire.

Pour mieux vous connaître, je vais vous demander de vous présenter en quelques minutes les uns et les autres. Christophe Delestang, vous êtes moniteur-éducateur au Centre d'accueil de jour Les Villanelles. Votre quotidien avec toutes les équipes, c'est d'accompagner les gens dont vous vous occupez vers le chemin de la citoyenneté, de l'égalité ?

**Christophe DELESTANG** : Rebonjour. Je prends un peu la parole pour Véronique Tournier, la directrice du Centre d'accueil de jour, qui ne peut pas être avec nous ce matin. Je vais essayer d'être porte-parole de ce qu'elle aurait formulé devant vous, et aussi de mes propres impressions. Notre travail consiste à donner des possibilités aux personnes dont on s'occupe, de partager un « vivre ensemble ». On appelle cela la citoyenneté, l'inclusion. Il y a des lois qui peuvent nous aider, mais c'est la dimension d'extériorités. C'est à la fois nous, amener notre public sur l'extérieur, à la rencontre de personnes qui sont dans la vie civile classique, dans des activités qui peuvent être du jardinage, qui peuvent accompagner au service dans des restaurants « inclusifs ». Cela peut être aussi accueillir des gens dans notre établissement, qui viendront proposer peut-être un jardin partagé ou une rencontre de football, des choses comme cela.

**Louis LAFORGE** : Chantal de Romanet, vous êtes bénévole au Secours Catholique de Caluire et Cuire, et vous aussi dans votre quotidien avec toute l'équipe de bénévoles, vous travaillez pour plus d'égalité, moins d'inégalités ?

**Chantal DE ROMANET** : Oui. La quarantaine de bénévoles du Secours Catholique accueille des familles et des personnes qui vivent des situations de précarité et de pauvreté. **Lors d'une vraie rencontre écoutante et la reconnaissance de leur expérience et de leur savoir, nous essayons avec elles d'améliorer leur situation, de les aider à se remettre debout**, de sortir d'une situation difficile pour accéder à leurs droits et à leur dignité. Nous essayons de faire avec ces personnes, et non pas pour elles. Ces principes se déclinent en différentes activités.

**Louis LAFORGE** : Laure Besset, vous dirigez les Centres sociaux et culturels ici à Caluire et Cuire. Comment se traduisent vos missions ?

**Laure BESSET** : Bonjour. C'est vrai que l'association des Centres sociaux compte deux structures : le centre social et culturel du Parc de la jeunesse sur le quartier de Montessuy, et le centre social et culturel des Berges du Rhône sur le quartier de Saint-Clair. Nous sommes, sur la commune qui compte un peu plus de 43 000 habitants, la seule structure d'éducation populaire de ce type, c'est-à-dire un lieu de culture et de brassage des cultures, de débats ouverts à la fois sur des questions de quartier, mais également du monde. Un lieu apolitique et laïc et ouvert à tous, sans discrimination.

Pour moi, lutter contre les discriminations, c'est promouvoir l'égalité de traitement, reconnaître les droits de chacun, veiller à faire respecter ces droits, accompagner les plus isolés à l'application de ces droits, mais aussi faciliter l'expression de leurs revendications. Face à ces enjeux de société, lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité ne peut pas être que l'affaire des seuls concernés, mais plus largement elle est l'affaire de tous. En particulier dans les centres sociaux nous avons vocation à œuvrer et investir les territoires afin de faire émerger la parole des habitants, et de les accompagner dans leur pouvoir d'agir.

Nous avons deux modes d'action qui sont assez complémentaires. C'est d'abord la prévention qui va agir sur les causes de la discrimination. Notre deuxième mode d'action sera la lutte contre les situations de discrimination existantes. Concrètement, comment cela se met en place dans les centres sociaux? Cela passe déjà par l'accueil, qui est un moment important dans l'enclenchement des relations avec le public. Il est de ce fait, un espace-temps ou un espace-lieu stratégique dans lequel les codes de la lutte contre les discriminations vont pouvoir être déboulinés.

Ainsi je dirais que la notion d'égalité s'illustre autour de quatre verbes :

- accueillir pour mieux maîtriser et neutraliser les inégalités ;
- mobiliser, c'est-à-dire être en capacité et en posture de médiation, d'orientation, d'actes de citoyenneté et de mobilisation des habitants ;
- coopérer, travailler collectivement

et engager des partenariats stratégiques ;

- innover, penser transversalement les enjeux et penser simultanément égalité et diversité.

**Louis LAFORGE** : Laurent Couragier, vous présidez le club de foot, le CSC Caluire et Cuire. En football quand il y a égalité ça fait un point, c'est match nul, ce n'est pas terrible. Plus sérieusement pour vous au quotidien dans le club l'égalité en action c'est quoi ?

**Laurent COURAGIER** : Bonjour. Caluire Sporting Club c'est un des cinq clubs de football de la ville de Caluire et Cuire, qui est sur le sol caluirard depuis 105 ans maintenant. L'égalité c'est quelque chose que l'on vit quotidiennement. L'avantage du sport collectif en général, et du football en particulier, c'est que cela permet de **regrouper des jeunes et des moins jeunes de tous niveaux sociaux, toutes cultures différentes. C'est ce qui fait les forces d'une équipe.**

**Louis LAFORGE** : Vous n'êtes pas venu tout seul, parce que j'ai vu des garçons avec le survêtement du club. L'égalité, la lutte contre les inégalités concerne tout le monde, toutes les classes d'âge, mais les plus jeunes en particulier. **Jeanne et Camille, vous êtes lycéens, et vous participez au Service civique à Caluire et Cuire.**

**Jeanne CADON** : Camille et moi, on appartient au Service civique. C'est-à-dire que l'on travaille pendant 70 heures, et à

la fin on va avoir une contrepartie. Nous pensons surtout que le Service civique c'est une façon de s'investir pour l'égalité dans notre ville. On va notamment réaliser des missions dans les Centres sociaux de Caluire et Cuire, les centres aérés, etc. **Nous avons beaucoup réfléchi à cette question de l'égalité, notamment à l'égalité des chances et à l'importance de l'éducation et des collectivités locales. Nous sommes ravis de participer à cette table ronde.**

**Louis LAFORGE** : C'est quoi ces 70 heures, vous passez du temps dans les Centres sociaux de la ville pour aider ?

**Camille DUYCK** : Oui, exactement. Les 70 heures, on va dans différents lieux. Par exemple, je suis allé aider au Mémorial Jean Moulin pour les Journées du patrimoine, parce qu'ils en avaient besoin pour accueillir toute la foule. Nous allons aider à plusieurs endroits pendant les 70 heures, et nous avons une contrepartie.

**Louis LAFORGE** : C'est quoi la contrepartie ? La ville vous aide à quoi ?

**Camille DUYCK** : La ville nous aide à réaliser un projet qui nous tient à cœur. Certains d'entre nous veulent le BAFA. Moi, cela m'aidera pour un projet personnel. Dans la question de l'égalité on le voit beaucoup dans le BAFA, en centre de loisirs on doit beaucoup sensibiliser les jeunes, pour éviter toutes discriminations.

**Louis LAFORGE** : Jeanne, tu es lycéenne où ?



Jeanne CADON : Je suis en terminale à Saint-Exupéry, à la Croix-Rousse. Personnellement, **le service civique** va plutôt m'aider à passer des concours pour les grandes écoles. **C'est aussi une façon de se battre pour l'égalité des chances** justement, parce que tout le monde n'y a pas accès.

Louis LAFORGE : Et toi, Camille, tu es où ?

Camille DUYCK : Je suis lycéen à Belmont Capdepon, en première générale.

Louis LAFORGE : On va lancer la discussion, parce que j'aimerais aussi que vous échangiez entre vous, je ne vais pas toujours poser les questions aux uns et aux autres. On va repartir avec vous Christophe, on a vu à travers cette fresque, ce travail d'échange, c'est aussi essayer de faire changer le regard sur le handicap ?

Christophe DELESTANG : Oui, c'est ce que Véronique aurait aimé que je porte aujourd'hui, c'est cette question du regard. Elle pense que c'est quelque chose qui peut se travailler justement en allant sur l'extérieur par la rencontre et par les échanges, ou en faisant venir des gens vers nous pour simplement vivre des choses et partager des moments dans des actions.

Louis LAFORGE : Racontez-nous ce que vous avez vécu autour de cette création collective.

Christophe DELESTANG : **L'ambiance première, c'est que les gens qui arrivent ne se pensent pas forcément capables de quelque chose.** Certains n'ont pas dormi de la nuit, d'autres ne savaient pas qu'ils allaient passer « à la moulinette de l'action ». Moi mon travail était d'essayer de faciliter cela en leur disant qu'il n'y a pas de stress, on se lance ensemble, on verra bien ce que cela donnera, le but est de passer un moment agréable.

Pour moi, **c'est l'exemple de ce que j'appelle « créer des territoires de compétences potentielles ».** C'est-à-dire que l'on ne part pas sur des incapacités des gens, en général ce qui définit le handicap. On part en se disant qu'il y a des possibles, on ne les connaît pas forcément, et on va créer un endroit où peut-être des choses vont advenir. Mais on ne s'interdit pas en étant trop précis dans notre objectif de départ, c'est ce qui amène ensuite ce genre de chose.

J'ai des résidents qui petit à petit, au travers de leurs œuvres, ont réussi à dépasser des choses qui leur étaient propres, et à s'autoriser des initiatives, que l'on a retrouvées ensuite.

Louis LAFORGE : On va demander son avis à Franck Arnaud, qui est dans la salle. Vous êtes bénévole au Secours Catholique, mais je sais que vous avez participé à cette fresque. C'était comment ?

**Franck ARNAUD** : C'était très bien pour moi, cela m'a permis de véhiculer un message, puisqu'on parle d'égalité. Pour moi, **l'égalité** c'est une façon de véhiculer un message. **C'est une façon de vivre ensemble en parfaite harmonie, sans distinction de race et de coutumes ou de couleur de peau.** À travers ce message, j'ai pu tirer une image que j'ai pu exposer là.

**Louis LAFORGE** : Une image qui est au milieu de toutes les autres et qui forme cette grande fresque. Vous êtes bénévole au Secours Catholique. C'est parce qu'il vous a aidé qu'aujourd'hui vous donnez à votre tour ?

**Franck ARNAUD** : Bien sûr.

**Louis LAFORGE** : C'est important, cela ?

**Franck ARNAUD** : Oui, c'est important.

**Louis LAFORGE** : Pourquoi c'est important pour vous de donner de votre temps ?

**Franck ARNAUD** : C'est important parce que cela me permet personnellement de m'évader, d'échanger, de communiquer avec les autres.

**Louis LAFORGE** : Merci pour ce beau témoignage. Chantal de Romanet, vous vous retrouvez forcément dans ces propos.

**Chantal DE ROMANET** : Oui, bien sûr. Franck et Marline, qui sont ici, participent au jardin solidaire du Secours Catholique. C'est un endroit très intéressant où tous, bénévoles et accueillis, vivent et travaillent ensemble dans une parcelle commune. On s'entraide, on se conseille, chacun peut

transmettre quelque chose. On partage la récolte, on échange, on discute. Cela unit, on se sent solidaire, cela permet de mieux s'évader aussi.

Par rapport à la fresque, je voudrais rajouter quelque chose. Hier, une maman en difficulté personnelle a participé à la fresque. Elle a dessiné une partie de sa Tunisie natale. C'était un moment extraordinaire pour elle, je l'ai raccompagnée chez elle et elle m'a dit : «je me sens vraiment bien». Elle a trouvé quelque chose à faire par rapport à ses deux **garçons qui sont en difficulté, elle est seule** avec eux. Elle a dit : «on va faire la peinture dans les chambres, je vais commencer, je vais dessiner ma Tunisie, et après je vais leur laisser le champ libre». Je lui ai dit : «c'est formidable, cela va vous permettre de discuter d'autre chose que des problèmes.»

**Louis LAFORGE** : Laure Besset, vous qui dirigez les Centres sociaux de Caluire et Cuire, on vit tous depuis des mois une situation très particulière, des gens souffrent beaucoup face à cette crise sanitaire. Vous, dans votre quotidien des Centres sociaux, vous avez ressenti ces problèmes auprès des gens à qui vous venez en aide ?

**Laure BESSET** : C'est vrai que la crise sanitaire et le post-confinement n'ont pas aidé forcément à réduire les inégalités, au contraire je pense. Par contre, cela a pu mettre en lumière énormément de solidarités. L'importance c'est l'engagement bénévole. J'en reviens à cela, et je fais aussi le lien avec le service civique. Je pense que c'est dans cet engagement bénévole accessible à tous, où on va pouvoir travailler un peu sur cette notion d'égalité, donner à chacun la possibilité de donner de son temps, de donner de ce qu'il a envie de dire et de partager.



Cet engagement bénévole avec la crise sanitaire devient de plus en plus compliqué, parce que la plupart du temps il est engagé avec des personnes plutôt senior, qui de ce fait sont un peu réticentes à venir jusqu'à nous. C'est pour cela que nous avons mis en place un parcours bénévole, pour leur dire tout l'intérêt que nous avons. Les Centres sociaux en 2019, c'est 90 bénévoles qui sont à nos côtés et qui nous permettent de mener des actions que l'on ne pourrait pas mener sinon (accompagnement éducatif à la scolarité, cours de français, etc.).

C'est sûr qu'un engagement bénévole des jeunes, on en reçoit très régulièrement, et à commencer à s'engager pour les associations. La mairie participe à une compensation financière, mais par exemple dans les centres sociaux on aide aussi. Nous avons un parcours « réussite jeunesse », qui est de valoriser les compétences des jeunes, et de les accompagner dans leur projet.

**Louis LAFORGE** : Concrètement, comment ça marche ?

**Laure BESSET** : On se mobilise dans les quartiers, et on propose à tous les jeunes de s'investir, certains nous les avons déjà dans les centres de loisirs ou sur l'accompagnement à la scolarité. Soit directement dans les Centres sociaux auprès de nous, ou on les oriente aussi vers le Service civique communal et d'autres associations. C'est important. Ils sont au début de leur vie de citoyen

**Louis LAFORGE** : L'égalité en action, effectivement cela ne marche pas sans

bénévolat. Dans le monde du sport, et du football en particulier, on connaît bien.

**Laurent COURAGIER** : C'est le point fort. Nous c'est vrai que nous avons un club avec uniquement des bénévoles très investis, qui sont tout à fait dans cet esprit que l'on essaie de drainer. Chez nous, ils sont tous égaux une fois qu'ils sont à l'entraînement, on ne fait pas de différence.

**Louis LAFORGE** : Les jeunes que vous aidez donnent de leur temps ?

**Laurent COURAGIER** : Il y a deux ans, nous avons un groupe de mineurs isolés qui sont venus se présenter aux entraînements. Petit à petit nous en avons eu plusieurs, et pour eux c'était un peu une échappatoire de passer les soirées sur un terrain de foot. Il y avait une complication de documents pour pouvoir leur faire des licences, et tout doucement au club, les bénévoles se sont mis sur ce sujet. On leur permet du coup de faire une licence, de s'entraîner et d'être complètement intégrés au club. En échange, certains viennent arbitrer les jeunes, d'autres entraînent les plus jeunes. Nous avons plusieurs dirigeants qui s'investissent pour les aider dans toutes les démarches autour. C'est vrai qu'ils sont complètement respectueux, et ils font tout pour s'en sortir et y arriver, et le football leur permet cela.



**Louis LAFORGE** : Le travail que vous faites avec ces jeunes qui arrivent, ce n'est pas seulement leur trouver une licence de foot, ça va bien au-delà.

**Laurent COURAGIER** : Au départ, c'était leur trouver une licence de foot et leur permettre de s'exprimer dans une équipe. Puis il y a plusieurs sujets qui sont rentrés en ligne de compte. Une fois qu'ils sont scolarisés, ils sont souvent à la recherche de stages d'apprentissage, d'alternance. Nous essayons de mettre des choses en place pour les aider dans tous ces sujets. Nous avons plusieurs dirigeants au club qui les aident dans la vie en général, notamment à régulariser leurs papiers, à se loger, etc. Plusieurs actions se mettent en place, par exemple des cours de français. Yannick est au quotidien avec eux sur le terrain depuis deux ans.

**Yannick** : Bonjour à tous. Je ne suis pas dans une association, **je suis juste amoureux du bien-être des autres**. Mon parcours dans mon passé m'a permis de m'ouvrir sur certaines choses, et aujourd'hui je rends service à d'autres. Pour parler un peu des migrants, je les ai connus il y a deux ans. Des personnes sont venues vers moi parce qu'elles ont voulu avoir une deuxième chance dans la vie. Je me suis dit, pourquoi ne pas essayer de faire quelque chose avec eux ? Au fil du temps cela a pris de l'ampleur, tout le monde venait me voir, et je les mettais en lien avec des collègues qui leur permettaient de partir sur de bonnes bases. Le sport, pour moi, cela reste une porte sur l'avenir.

**Louis LAFORGE** : Le sport on le comprend bien, c'est un formidable vecteur pour aider, pour aller sur le chemin de cette égalité.

**Laurent COURAGIER** : Tout à fait. Cela permet des rencontres, cela permet de faire autre chose.

**Louis LAFORGE** : Jeanne et Camille, vous avez envie de prendre la parole ?

**Jeanne CADON** : Nous, nous avons plutôt débattu sur ce qu'était pour nous l'égalité. Nous avons d'ailleurs relevé que la volonté de chacun et la solidarité qui peut se mettre en place, c'était très important. Certains d'entre nous d'ailleurs appartiennent à des associations. Nous avons beaucoup parlé de ce que la ville mettait en place pour aider les gens. Nous avons retenu que la solidarité c'est très important, mais que l'éducation aussi jouait un grand rôle. Notamment avec la crise sanitaire, nous avons vu que cela avait creusé et révélé certaines inégalités, tout en révélant la volonté de chacun de pouvoir aider les autres.

**Louis LAFORGE** : Christophe, cette crise sanitaire comment on continue à vivre, à aider les autres qui ont des différences, qui vivent en situation de handicap dans cette crise sanitaire ?

**Christophe DELESTANG** : Nous, nous avons considéré que le centre n'était pas fermé. Nous avons continué à maintenir le lien pour l'après. Et pour le présent, le vécu des gens, nous avons maintenu des liens d'abord téléphoniques, puis par mails. Nous avons essayé de proposer des activités, pour que les gens sachent qu'ils n'étaient pas cantonnés chez eux abandonnés, mais qu'on vivait la situation avec eux, chacun à un endroit différent. Je pense que l'on est resté en lien psychique, et quand ils sont revenus, c'était un peu comme si on revenait de vacances où on ne s'est jamais complètement oublié, et cela a permis de redémarrer avec toujours cette notion d'être ensemble, et de dépasser ce moment très particulier qui perdure encore, et qui nous oblige à nous inventer.



**Louis LAFORGE** : Vous qui aimez ouvrir votre centre sur l'extérieur, l'inclusion est un mot fondamental. C'est très compliqué dans la période, là ?

**Christophe DELESTANG** : Là, à la limite c'est super égalitaire en ce moment. C'est un peu comme quand la neige tombe et que tout le monde s'arrête : chacun doit s'en débrouiller, et chacun comprend les impossibilités ou les freins que cela met à chaque situation. À la limite, cela oblige à encore plus de rencontres et d'échanges pour voir comment on peut réussir à maintenir quelque chose. Finalement, on se rend compte que c'est quand même super important que les gens échangent, se voient et vivent ensemble. C'est notre humanité qui s'est révélée là, à travers ce moment particulier.

**Louis LAFORGE** : Au Secours Catholique, vous avez ressenti de plein fouet cette crise sanitaire ?

**Chantal DE ROMANET** : Nous avons été obligés de modifier un peu nos activités. L'accompagnement à la scolarité, l'accueil des primaires continue normalement, mais pour les collégiens nous avons mis en place un système de rendez-vous, car les jeunes arrivaient tous ensemble avec leurs copains. Quelques bénévoles un peu âgés se sont posés la question de continuer ou pas.

**Louis LAFORGE** : Et vous leur répondiez quoi ?

**Chantal DE ROMANET** : Ils faisaient comme ils pouvaient. Dans l'accompagnement à la scolarité, certains bénévoles vont dans les familles, et certains se demandaient que faire. Je leur ai dit que c'est à eux de voir ce qu'ils voulaient faire, de calculer les risques.

On faisait des sorties culturelles avec les enfants de l'accompagnement à la scolarité. On faisait de grands jeux dans Caluire et Cuire ou dans Lyon, on visitait des musées, des châteaux. Je ne sais pas du tout si on va pouvoir continuer ces sorties culturelles, puisqu'il ne faut pas dépasser dix personnes.

Notre accueil fonctionne tous les mardis et mercredis après-midi, et nous recevons des gens qui viennent dans le local que la mairie met à notre disposition, soit pour une demande financière, comprendre les papiers administratifs qu'ils ont reçus, etc.

**Louis LAFORGE** : Beaucoup de gens, devant tous les papiers à remplir, ne peuvent pas avoir toutes les aides qu'ils pourraient avoir. Vous en aidez beaucoup sur ce chemin de l'administration ?

**Chantal DE ROMANET** : Oui, on aide. Justement nous avons deux jeunes que nous avons rencontrés au forum des associations qui, évidemment, sont pris toute la journée, mais qui peut-être pourraient aider les gens avec certains formulaires, et prendre éventuellement en charge des cheminements très lourds, comme l'accès à la nationalisation française. Je me suis penchée sur un cas, et c'est quelque chose d'extrêmement compliqué.

**Laure BESSET** : C'est vrai que les documents de la préfecture sont assez complexes à comprendre et interpréter. Cette crise sanitaire a mis en lumière des disparités sociales, scolaires, économiques et familiales. Nous aussi dans les Centres sociaux, nous recevons de plus en plus de gens qui ont ces difficultés et à qui il faut que l'on apporte notre aide.





Plus largement cette crise nous a permis de repenser nos pratiques et nos usages au quotidien, d'innover et de remobiliser les habitants, et de renforcer le travail en réseau et en partenariat.

Un ou deux exemples d'actions que la crise nous a permis de mettre en place, et que l'on n'aurait peut-être pas pensées avant : par exemple lors des inscriptions des enfants pour les centres de loisirs, avant on disait c'est tel jour à telle heure, et il y avait déjà 70 personnes qui attendaient. La crise sanitaire nous a permis de repenser les choses et de proposer des rendez-vous individuels pour les inscriptions, ce qui fonctionne très bien et génère moins de stress. Cela nous a permis aussi de sortir des murs et de proposer des actions culturelles et d'aller à la rencontre des habitants de Caluire et Cuire. Se réinventer, je pense que c'est vraiment quelque chose de fondamental, qui va être le maître mot dans ces prochains mois et prochaines années. On sait pertinemment que l'on ne fera plus les choses de la même manière.

**Louis LAFORGE** : Jeanne et Camille, vous avez des camarades dans la salle. Nous avons envie de les entendre.

**L'égalité (...), c'est une façon de vivre ensemble en parfaite harmonie, sans distinction de race et de coutumes ou de couleur de peau.**

Franck ARNAUD

**Eliott** : Je suis au Lycée en terminale ST2S. C'est vrai que les inégalités on les voit, notamment au niveau scolaire. D'une part sur Parcoursup, parce que nous n'avons pas tous les mêmes formations, le même accès à l'éducation. Parcoursup c'est l'une des zones inégales.

C'est vrai que pour répondre à ces inégalités il y a l'éducation primaire et secondaire. Primaire c'est pour les plus petits par les parents et les profs. Secondaire c'est pour les adolescents au collège par de la prévention, par de la sensibilisation on peut réduire ces inégalités. Même durant le confinement, il y a eu plusieurs cas de décrochage au lycée public, par exemple à Saint-Exupéry. À mon lycée, vu que c'est un lycée privé nous n'en avons pas eu, parce que nous avons reçu des mails, des visios, etc. Je sais que ça n'a pas été le cas dans le public. Il y a eu un manque là-dessus, et c'est quelque chose à revoir s'il nous arrivait d'être reconfinés, pour éviter d'autres disparités à ce niveau-là.

Louis LAFORGE : François Dubet, vous avez envie de réagir là-dessus ?

François DUBET : La seule chose que j'ai envie de dire, c'est que le confinement a accentué des choses qui étaient connues, comme des secrets de Polichinelle. Par exemple, quand on transfère une partie du travail scolaire sur les devoirs qui sont faits à la maison, on sait que ce sont les parents qui les font ou qui ne les font pas. Avec le confinement évidemment, tout cela explose. Je ne crois pas que le confinement a créé des inégalités, mais plutôt mis en évidence des mécaniques qui étaient déjà là. La chose positive du confinement, c'est qu'elle a mis en mouvement une grande partie du corps enseignant, qui n'aurait logiquement pas bougé si la ministre leur avait demandé.

Camille DUYCK : Les inégalités scolaires pendant le confinement, je peux en parler. Pour ce que disait Eliott, il a fait la différence entre le privé et le public, je ne suis pas totalement d'accord. Étant dans un établissement privé, j'ai un camarade, on savait que sa mère était mère célibataire, avec cinq enfants, un ordinateur, aucun d'eux n'a un téléphone qui capte Internet. Pendant le confinement, on a vu les inégalités par le fait que tout le travail a été donné en ligne. Heureusement que nous avons pu nous relayer pour leur apporter de l'aide, mais on a pu clairement voir que l'égalité des chances n'était pas toujours là.

Louis LAFORGE : En tout cas, c'était très sympa de votre part de leur venir en aide.



# ENTRETIEN DE CLÔTURE

François Dubet et Céline Spector,

Animé par Anne Dujin, rédactrice en cheffe de la Revue Esprit

**Anne DUJIN :** Merci à tous pour ces échanges très riches. Il nous revient la lourde tâche de conclure ces Entretiens. L'idée était un peu de revenir avec François Dubet et Céline Spector sur les réflexions qu'ils ont ouvertes dans leur conférence, en rebondissant sur ce qui s'est dit dans la table ronde et les différents échanges.

Ce qui me frappe, et ce que je crois être un point commun à vos propos, et une forme de fil rouge à cette matinée, c'est le besoin d'une approche ambitieuse de la question de l'égalité. Je pense que vous vous rejoignez sur un constat qui est que cette nouvelle manière de formuler la question sociale, qui est celle des discriminations, est tout à fait nécessaire et importante, mais pas suffisante. Pour autant, on n'est plus dans les sociétés industrielles nationales telles que vous les avez évoquées. Finalement, le fait que l'on soit dans des sociétés plus diverses, plus mobiles, c'est une dynamique positive.

La question que j'ai envie de vous poser, c'est que l'on a besoin d'une ambition qui est celle de l'horizon égalitaire, et on ne va pas regretter un monde où les discriminations existaient, mais n'étaient pas pensées. Dans le monde qui est le nôtre aujourd'hui, ouvert, mondialisé, pluriel, quelles sont les voies concrètes de l'affirmation de l'ambition de l'égalité ?

**Céline SPECTOR :** L'ambition concrète d'égalité, je pense qu'on peut la porter à plusieurs niveaux. On peut la porter quand on est universitaire – ce qui est mon cas – au sein de l'université. Dans l'enseignement supérieur, une problématique nouvelle surgit avec l'arrivée de plus en plus massive – parce que le Bac est quand même de plus en plus facile à obtenir – d'une classe d'âge qui n'a pas forcément les outils qu'avait la génération précédente. Quand on est professeur à l'université, on a quand même forcément, si on veut faire accéder ces étudiants à la réussite universitaire, des défis énormes. Nous sommes parfois confrontés à des choses, on se demande si on va réussir à porter des étudiants qui ne nous paraissent en effet pas forcément si bien partis pour réussir.

L'ambition concrète que j'aimerais porter personnellement dans ma vie professionnelle, c'est essayer d'accueillir et d'aider les étudiants qui arrivent de différents horizons. On les accompagne dans leur lecture, on prolonge le travail d'apprendre à lire attentivement, on essaie de leur apprendre à écrire, ce qui n'est pas une mince affaire. Pour cela, on a un vrai défi de pouvoir individualiser un parcours massifié, ce qui est presque impossible.

Les ambitions concrètes d'égalité on l'a par la fiscalité. C'est très important de travailler sur l'impôt et plus généralement les rapports entre économie et politique. Je crois encore une fois, qu'en dehors de cette question de la redistribution financière, il y a la question d'amener les gens vers les diplômés.



Je vais prendre un exemple qui m'est suggéré par votre intervention. Il faut que l'on crée des mécanismes, mais ce n'est pas la peine d'avoir des politiques sympathiques si le foncier explose dans les centres-villes et que les gens sont chassés dans les banlieues. Il y a quand même à réfléchir sur des mécanismes lourds.

Si je prends le cas de l'université, on est dans l'enseignement de choses extraordinairement paradoxales. Parce que plus vous ouvrez le système scolaire, plus vous accentuez la concurrence. Vous avez une sorte de « course à l'échalote » qui fait que même quand vous montez le niveau des plus faibles, comme les premiers vont encore plus vite, l'écart se creuse mécaniquement.

Les sociétés c'est un peu comme la physique, il y a des lois, il y a des mécanismes, il y a des choses qui vont au-delà de nos bonnes intentions.

Anne DUJIN : Là je pense que vous faites un point très important, qui est celui de la question du volontarisme politique et du volontarisme en matière de fabrication des politiques publiques, et que la bonne volonté ne suffit pas. **L'égalité doit être une ambition politique pour que nos sociétés fonctionnent**, cela me paraît être un point très clair.

Cela c'est du ressort de l'État, des institutions. À l'autre bout du spectre, côté terrain, il se passe énormément de choses essentielles, et parmi toute la diversité d'actions entreprises sur le terrain dont il a été question ce matin, elles me paraissent avoir un point commun. C'est l'importance qu'elles accordent à la participation à la vie civique et locale.

Là c'est une question que j'avais pour vous Céline : on sent intuitivement qu'il y a un lien fort entre participer à la vie démocratique au niveau local. Quel est le lien entre cela et le sentiment d'égalité, de justice ?

Céline SPECTOR : Je crois que c'est une question très importante, parce qu'on ne peut pas faire de politique ni de philosophie politique sans s'interroger sur les motivations. Les motivations des individus et des citoyens lorsqu'ils paient l'impôt, s'engagent dans des associations, etc. Dans une société moderne comme la nôtre, on ne peut plus faire reposer une société sur la vertu. **L'amour de l'égalité c'est le modèle de la cité antique. Le modèle pour la modernité est tout autre, c'est la montée en puissance de l'intérêt.** Ce que montrent tous ces philosophes c'est qu'on ne peut pas lutter contre, et que ce n'est même pas la peine de vouloir commencer à essayer. C'est pour cela que je rejoins complètement ce qui vient d'être dit sur la bonne volonté et que je m'oppose à pas mal de discours qui seraient un peu plus compassionnels, parce que c'est une erreur.



François Dubet : Cette idée, c'est très important, il faut faire confiance à des mécanismes abstraits. Je vais donner un exemple tout bête : moi je suis pour la philanthropie, mais je suis contre le fait qu'un système de providence repose sur la philanthropie. Tout simplement parce que le philanthrope choisit ses cibles, et que l'État providence ne le choisit pas. L'État providence, c'est mieux. Si vous raisonnez sur les animaux : les philanthropes défendent les animaux beaux. Il faut faire très attention à cela.

La deuxième chose, c'est qu'il y a quand même des raisons d'être confiants, parce qu'on dispose de beaucoup d'enquêtes sur la question de quelles sont les inégalités acceptables. Vous vous rendez compte qu'il y a énormément de consensus. Il y a des différences entre les gens bien payés et mal payés, mais pas tant que cela.

Anne DUJIN : Est-ce qu'il n'y a pas des ressources dans la société plus grandes que ce que l'on imagine au regard de ce que l'on entend d'un certain état du débat public, d'un certain discours public sur la question. Je pense notamment qu'un sujet comme celui de l'accueil des migrants en a été la démonstration. C'est-à-dire qu'au regard d'un débat public très crispé sur la question en France, sur le terrain il y a eu un nombre incroyable d'initiatives, de mobilisations citoyennes pour les accueillir. Je pense que le confinement a aussi révélé d'énormes ressources solidaires, peut-être plus que ce qu'un certain état du débat public laisse entendre. Ce hiatus entre une représentation de l'inégalité, de notre peu de désir d'égalité et ce qui se passe sur le terrain, est-ce que vous le confirmez ?

François DUBET : Il y a des choses qui sont assez bien connues, ce sont les différences entre micro justice et macro justice. C'est-à-dire que l'on n'a pas les mêmes jugements de justice sur l'ensemble de la société et sur les choses qui vous concernent. Par exemple, je n'aime pas les immigrés, sauf ceux avec lesquels je vis. Par exemple, j'avais fait une enquête dans laquelle les gens disaient : «ce qui est terrible, c'est le piston». Sauf évidemment pour les gens que l'on connaît, où là c'est un débat moral. Tout le monde vit dans ces sortes d'ambiguïté. Il me semble qu'il y a des choses que l'on pourrait dire, qui sont au-delà de la morale. **C'est de dire que les sociétés relativement égalitaires sont plus vivables et plus agréables que les autres.** C'est-à-dire que l'égalité c'est mieux, c'est confortable. Cela fait baisser la criminalité, la déviance, cela développe la confiance.

Céline SPECTOR : Je partage complètement ce qui vient d'être dit, et je suis tout à fait d'accord avec cette perspective d'un hiatus. C'est-à-dire qu'on a des clivages politiques auxquels moi je crois encore malgré tout. Par rapport à ces deux valeurs suprêmes que Rousseau évoquait avant Rawls, la Liberté et l'Égalité, c'est vrai que l'on a tendance à voir ce que l'on fait primer. Si on fait primer la Liberté, on sera plutôt sur la droite de l'échiquier politique, et c'est vrai que si on défend l'Égalité avant tout, on sera plutôt sur la gauche de l'échiquier politique.

C'est quand même un clivage indépassable dans une démocratie. Raison pour laquelle je ne crois pas du tout qu'on en a fini avec les bons vieux partis politiques, ce qui pour moi me réjouit.

Je pense que les ressources solidaires nous les avons, et je crois beaucoup à cette vitalité civique. Je voudrais simplement ne pas l'interpréter en termes de sacrifice désintéressé. On doit avoir un sens de la justice, c'est-à-dire l'ambition de faire perdurer et réussir des institutions justes. Je pense que c'est cela qui doit nous animer dans notre combat pour l'égalité, ou du moins dans la diminution des inégalités.

Anne DUJIN : C'est sur ces mots ambitieux que nous allons conclure. Je vous remercie beaucoup.

Louis LAFORGE : Merci à toutes et tous pour votre présence et votre participation. J'espère, à l'année prochaine, sans masque et sans virus. Merci beaucoup, prenez soin de vous et des autres, et vive l'égalité, c'est bon pour la santé.







Hôtel de Ville de Caluire et Cuire  
Place du Docteur Frédéric Dugoujon  
BP 79 - 69642 Caluire et Cuire Cedex  
Tél. 04 78 98 80 80 - [www.ville-caluire.fr](http://www.ville-caluire.fr)

 /villeCaluire/





En revanche, où est-ce que l'on peut vivre sans temps mort et jouir sans entrave ? C'est sur le Web, où nous pouvons jour et nuit, 24/24 heures, ouvrir des sites, regarder des films de toute sorte, acheter sans frein tous les produits que nous voulons, et ne jamais connaître le moindre frein à nos appétits. Si tant est que ne pas freiner nos appétits soit un idéal tout à fait désirable, ce dont je suis de moins en moins sûr au fur et à mesure que je prends de l'âge.

Il y a une autre institution qui est apparue dans les années 60-70 et sur laquelle nous vivons aujourd'hui, c'est l'institution du crédit, qui nous a transformés en petits consommateurs trépidants. Le crédit met fin à un règne qui était celui de nos parents ou de nos ancêtres, ou quand on voulait acheter une maison, une voiture, des biens, il fallait attendre. Il fallait se soumettre à quelque chose qui nous est devenu insupportable aujourd'hui, c'est la frustration. Nos enfants ne supportent plus la frustration, pour eux c'est une atteinte fondamentale aux droits de l'homme. Le « non » est devenu un terme intolérable à nos chers petits.

Pourquoi ? Parce que ce que le crédit va bouleverser pour chacun d'entre nous, c'est qu'il nous explique que nos désirs les plus insensés sont éminemment souhaitables. Vous voulez une voiture ? Prenez-la, elle est à vous. Une maison ? achetez là. Les conséquences sont souvent dramatiques, mais le crédit inverse complètement l'ordre anthropologique classique. Autrefois, il fallait en quelque sorte mériter ce que l'on désirait, désormais on désire sans le mériter tout ce que l'on veut. Le crédit nous dresse à prendre et à réclamer sans limites, et on voit bien à quel point cette situation psychologique nous met à l'encontre de l'idéal du citoyen. Il n'est pas étonnant que notre siècle soit celui de l'enfant roi qui fait la loi dans la famille, et qui décide que ses parents et ses frères et sœurs doivent être à son service.

Cela contredit l'exigence même de la citoyenneté, qui requiert au premier chef de prendre en compte la totalité des intérêts d'une nation. C'est Jean-Jacques Rousseau qui faisait la différence entre l'homme naturel, bon par essence parce qu'il vivait seul, du citoyen qui doit remplacer la bonté naturelle par la bienveillance parce qu'il vit avec autrui, et doit prendre l'autre en considération. Être citoyen c'est d'abord, d'une certaine façon, s'arracher à soi-même et voir le monde du point de vue d'autrui, du point de vue de ses compatriotes et du point de vue des étrangers.

L'autre conséquence du consumérisme triomphant, c'est s'engager en politique sur des bases purement partisans en croyant travailler pour l'intérêt général. C'est ce que l'on appelle, dans le monde du travail, des revendications catégorielles. Bref, nous sommes devenus des générations terriblement impatientes, y compris dans nos revendications politiques et écologiques.

Deuxième obstacle à l'exercice de la citoyenneté, c'est la création de l'individu. C'est un personnage qui apparaît sur les débris de l'ancien régime. Je rappelle que dans le monde de l'ancien régime, chaque personne homme ou femme était la partie d'un tout, et la collectivité supplantait les volontés individuelles. Le destin de chacun était fixé dès la naissance, selon que l'on naissait, paysan, fermier, noble ou aristocrate. C'était pire pour les femmes, parce que leur destinée consistait simplement à faire des enfants, à les élever et à

s'occuper de la maisonnée. L'apparition de l'individualisme au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire l'idée que chacun d'entre nous est détenteur d'un certain nombre de parolons désormais d'action citoyenne, de confrontation citoyenne, de démarche citoyenne, ce qui au fond ne veut pas dire grand-chose, mais il me semble que ce passage du nom propre à l'adjectif a une fonction de réassurance. Parce qu'ainsi, on diminue la charge symbolique du mot, on le dilue dans de petits gestes peut-être plus faciles à accomplir. Tout simplement parce que le métier de citoyen est un privilège qui engage aussi une responsabilité illimitée. Cette tâche infinie qui nous a été dévolue par le beau titre de citoyen est lourde à porter. La tentation est grande de manifester vis-à-vis de nos régimes une sorte de désinvolture bienveillante. Nous sommes en Europe, et cela vaut pour tous les pays européens sans exception, des citoyens privilégiés qui ne se rendent pas compte du cadeau dont ils jouissent. Cette désinvolture est aussi ce qui menace nos régimes quand plus personne ne veut les défendre. Cela est aussi le malheur de l'Europe actuelle. Merci beaucoup.





# TABLE RONDE

## La citoyenneté en actions : affronter des crises n'empêche pas l'engagement citoyen !

Louis LAFORGE : Nous allons voir comment la citoyenneté est vécue facilement ou plus difficilement par tous celles et ceux qui travaillent sur le terrain, dans des domaines très variés. La citoyenneté n'est pas morte, d'où le titre que nous avons choisi pour cette table ronde « La citoyenneté en action ».

Joël Janiaud, vous êtes professeur de philosophie et directeur pédagogique pour l'association SEVE (Savoir être et vivre ensemble). Que proposez-vous au sein de cette association pour faire mieux exister cette citoyenneté ?

Joël JANIAUD : Bonjour à tous. L'association SEVE a été fondée il y a trois ans par Frédéric Lenoir et Martine Roussel, avec pour objectif principal de favoriser le développement d'ateliers de philosophie auprès d'enfants et d'adolescents. Chose qui existait auparavant, l'idée de l'association est de fédérer les initiatives qui existaient déjà en ce sens, de les amplifier et de les ancrer sur le terrain. Quel lien avec la citoyenneté ? C'est de contribuer à développer une culture démocratique du débat, de la réflexion philosophique où l'on s'écoute avec respect et bienveillance.

Sur le plan individuel, on est vraiment dans l'idée de la citoyenneté où l'on s'amène à penser par soi-même. Avec le pari de faire confiance aux capacités philosophiques des enfants, ce qui n'est pas une évidence. Il y a une vraie confiance que l'on veut faire ici à l'enfant dans sa capacité à penser, à s'étonner, à questionner, à argumenter. Avec l'accompagnement d'un adulte, avec un cadre de discussion que l'on va poser, mais aussi avec une dimension très collective justement.

C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de faire la promotion de l'enfant roi, il ne s'agit pas non plus d'instituer des espèces de cafés du commerce. Il y a un immense café du commerce sur Internet où tout le monde peut donner son avis. Ce que SEVE essaie de faire, c'est justement de promouvoir des formes de discussions raisonnées, où l'on prend le temps de se poser et d'être présents. De ne pas être dans l'immédiateté de l'émotion, de l'opinion qui est « balancée » comme cela.



Louis LAFORGE : Quel âge ont-ils ces enfants ?

Joël JANIAUD : L'objectif premier de SEVE était de se focaliser sur les enfants entre 6 et 12 ans. Nous ne voulons en aucun cas faire des cours de philosophie, par contre on est dans le philosophé. C'est-à-dire essayer d'ouvrir une pensée, de structurer une pensée, d'être à l'écoute de l'autre, d'être dans une communauté de réflexion avec d'autres personnes, d'être en mesure de se poser. Cela, on fait le pari que les enfants sont capables de le faire. Cela demande aussi de la durée et de la patience.

Cela demande de la patience aux enfants et aux adultes qui vont animer ces séances, et que nous, dans SEVE, nous essayons de former et de sensibiliser. Cela demande aussi de la patience, parce que nous travaillons dans des cadres scolaires, associatifs et périscolaires, où on doit faire comprendre aussi que l'on n'attend pas de résultats immédiats. Nous sommes là pour inscrire une culture de la discussion bienveillante et raisonnée.

Louis LAFORGE : Nicoletta Salvi, vous travaillez dans l'action sociale en Italie, à Nichelino. Vous, vous aidez les personnes en difficulté, et cela aussi c'est un engagement citoyen.

Nicoletta SALVI : Je travaille avec l'administration communale, donc nous avons à voir avec la citoyenneté et les problèmes de logement. Je suis en particulier un projet qui est d'animer la citoyenneté dans les quartiers les plus populaires. Je vais vous expliquer la situation de Nichelino, pour comprendre de quoi on parle.

La ville, l'année passée, a fait une recherche sociale dans le but de comprendre la situation de transformation et la crise économique à Nichelino. Cette recherche s'est faite avec l'Université de Turin. Le but est de réorienter et de mettre à jour le système de protection sociale dans la ville. Nous avons un peu cherché à comprendre les critères de vulnérabilité. Le premier problème est le manque de travail. Le chômage à Nichelino est de 11 %, et de 35 % pour les jeunes. Les gens qui sont employés le sont dans des endroits peu qualifiés et peu rémunérés, avec des contrats précaires pour un excès de flexibilité.

Une autre critère, c'est la conciliation du temps de travail et de la vie de famille. Parfois on programme des activités, et il est difficile pour les gens d'y participer parce que le temps de travail est très fragmenté dans la journée et dans la semaine. Les revenus sont en baisse à Nichelino, dans les plus bas de la région métropolitaine. De nombreux habitants n'ont pas de revenus, pour cause de chômage ou d'inactivité. La population âgée est en augmentation et la population jeune est en diminution progressive.

22 % des jeunes de Nichelino n'étudient pas, ne sont pas dans un parcours de formation et ne travaillent pas. 14 % sont diplômés, c'est un taux beaucoup plus bas que le pourcentage italien. Les chercheurs ont remarqué que la génération des plus de 65 ans est active. À Nichelino, nous avons un problème de vandalisme des jeunes, qui affecte en particulier les lieux de participation. Je me demande ce qu'ils veulent nous dire ces jeunes ? Ils se sentent rejetés de la population active. Il faut donc penser à quelque chose qui permet de les inclure dans les activités.

Nichelino est une ville très riche de bâtiments populaires, avec un grave problème de vieillissement des structures, d'abandons, par défaut de maintenance. Ceci crée une détresse sociale encore plus grave et un sentiment d'abandon de la part des institutions. La maison c'est un endroit spécial pour le sentiment de citoyenneté. Si vous perdez votre maison, vous perdez vos droits de citoyenneté.

L'administration municipale a fait un grand focus sur le droit au domicile. Elle cherche à mettre en pratique toutes les ressources soit avec le droit national et régional, soit des ressources propres à l'administration pour soutenir le droit au foyer. Un système de foyer pour les personnes sans domicile, qui ont perdu leur maison. Le projet sur lequel je travaille, c'est un projet communautaire d'activation de citoyenneté dans un bâtiment public avec de multiples problèmes sociaux. 350 familles vivent dans ces bâtiments qui sont complètement à l'abandon. Nous faisons des petites activités pour permettre de réunir les habitants qui ont perdu espoir ou qui sont en conflit, et on prend soin de la commune. C'est-à-dire qu'il y a les crottes de chien, des papiers jetés partout, etc. Des personnes nettoient, et des ateliers sont réalisés avec les jeunes qui fleurissent et embellissent. Avec les activités, les habitants se reconnaissent et commencent à lier des relations de confiances.

**Louis LAFORGE** : Merci beaucoup pour cet état des lieux et ces débuts de solutions. On comprend que vous avez beaucoup de travail. On va voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière avec vous, Laure Besset, qui dirigez depuis quelques semaines les Centres sociaux à Caluire et Cuire. Quels sont les points communs et les différences avec ce que vous venez d'entendre ?

**Laure BESSET** : Bonjour à tous. Cela fait un mois que j'ai la chance et que je suis fière de diriger les centres sociaux de Caluire et Cuire. Maintenant, cela fait une dizaine d'années que je suis sur la commune, et auparavant j'ai travaillé dans d'autres associations d'éducation populaire. Aujourd'hui, je suis fière de diriger une structure qui permet à tout le monde de pouvoir se retrouver autour d'un projet commun et de la citoyenneté. Ce que je me dis c'est que moi-même, quand j'étais adolescente, j'aurais aimé pouvoir fréquenter une telle structure.

Je vais vous lire un extrait de l'observatoire des centres sociaux : *« Les Centres sociaux, par essence et par conviction, sont des veilleurs attentifs aux évolutions de notre société, car proches des personnes, ouverts à tous et à chacun, soucieux de faire se rencontrer en acceptant l'autre dans sa différence, dans un cadre laïc et républicain. Les Centres sociaux sont également des acteurs de la citoyenneté, car interfaces permanentes des habitants, associations, élus et institutionnels, ils permettent à chacun de comprendre, de se situer et de s'appropriier son environnement pour faire société. Les Centres sociaux sont surtout des lieux uniques, dans leur capacité à fédérer les énergies, les idées, faire émerger et aboutir les projets propres à chaque bassin de vie, tout en créant le rapprochement et la convivialité. »*





Cela résume très bien ce que l'on vit au quotidien dans les centres sociaux, en particulier sur Caluire et Cuire, mais aussi partout où il y a des centres sociaux. Concernant la citoyenneté, je suis là depuis hier, et c'est vrai que j'ai pu me nourrir de plein de choses, de plein d'idées. Cela montre la difficulté que l'on peut avoir sur le terrain avec ces jeunes et ces moins jeunes, pour essayer de faire société.

Hier, les jeunes étaient sur une question de la citoyenneté européenne, et c'est vrai que c'est compliqué. Je pense que nous, nous faisons de la citoyenneté de terrain déjà. C'est important de pouvoir se poser la question de qui je suis, où je vais, qu'est-ce que j'ai envie de faire, et comment je peux faire société avec les autres. Dans les centres sociaux, on défend beaucoup le « vivre ensemble » qui des fois est une notion un peu large. Je pense que là, ça prend tout son intérêt, et déjà avant de faire société au niveau européen, peut-être déjà faire société au niveau local. L'intervention des deux personnes avant montre que les jeunes sont hyper connectés, et la difficulté est quand même de qui nous sommes, et comment faire société avec son voisin quand on a accès à tout, tout de suite, et que l'on a envie d'avoir tout sans avoir de réflexion.

Nous sommes là pour les aider, pour leur dire de faire attention à ce qu'ils entendent. Vraiment ce que toi tu en penses, quel est ton esprit critique et comment on peut se poser en tant que citoyen, et déjà dans sa propre ville et dans sa propre vie.

**Louis LAFORGE** : Merci beaucoup. Et comment vivre ensemble avec nos voisins italiens? Une des solutions passe par le jumelage. Tiziana Malandrone, vous êtes responsable du Comité de jumelage à Nichelino. En quoi consiste cette activité de jumelage, quels sont les objectifs selon vous ?

**Tiziana MALANDRONE** : Bonjour à tous,  
D'abord, je désire remercier la municipalité de Caluire et Cuire et en particulier l'Adjointe à l'Environnement Mme Marie-Hélène Rouchon pour nous avoir invités à ces deux jours de conférences et de nous donner la possibilité de présenter tous les projets que la ville de Nichelino a fait, et est en train de mettre en œuvre, sur un sujet si important et délicat. Ces projets se développent dans nos lycées, dans beaucoup de nos associations et nombre d'entre eux sont proposés par l'Administration, qui est très sensible à ce sujet. comme le statut l'affirme en soulignant que *« la Mairie de Nichelino est une administration locale autonome, elle représente sa communauté, elle s'occupe de ses intérêts et elle en promeut le développement. Elle croit dans les principes européiste de la paix et de solidarité, elle promeut le développement et le progrès civil, social et économique de la communauté en s'inspirant aux valeur de la Constitution [...] »*

La Mairie reconnaît et promeut l'associationnisme et le bénévolat pour une implication de la population dans des activités adressées à l'amélioration de la qualité de la vie personnelle, civile et sociale, des groupes risquant d'être mis à la marge. La participation populaire est une des ressources les plus importantes de la ville. Depuis 2005 elle a fondé un bureau Jumelage et un Comité Jumelage « *qui représente l'Associationnisme culturel, sportif, sociale qui opère sur le territoire et les écoles . C'est un instrument qui favorise la diffusion d'une conscience européiste parmi les citoyens étant conscients que le jumelage a une profonde valeur politique visant à favoriser l'unité politique de l'Europe au service de la paix et de la fraternité parmi les peuples.*»

Les relations entre Caluire et Cuire et Nichelino sont devenues tellement étroites et consolidées que les deux villes ont développé des sentiments d'amitié et les deux Comités organisent des échanges toujours plus fréquents.

On pourrait parler des heures sur toutes les activités mises en actions, mais faire une liste ne suffit pas à faire comprendre en concret l'engagement de beaucoup de citoyens. Les premières personnes auxquelles il est nécessaire de faire comprendre le mot «citoyenneté» sont les jeunes, à ce propos les Lycées *Erasmus da Rotterdam* et *J.C. Maxwell* et l'Administration travaillent ensemble en créant de la synergie comme dans le projet «Calendrier civil», où l'objectif est l'approfondissement des dates significatives de l'histoire italienne du XXe siècle , afin de donner des éléments de réflexion sur l'actualité et sur certains thèmes émergents et considérables du présent et mieux connaître l'histoire contemporaine en contribuant à construire une conscience civile et consolider des compétences de citoyenneté active.

Un autre projet, qui s'appelle «Costruire lavoro e futuro per i giovani di Ouahigouya ( Construire du travail et un avenir pour les jeunes de Ouahigouya)» réalisé par le Lycée *Erasmus da Rotterdam*, avec la collaboration de l'Administration Municipale, la Région Piémont, 15 sujets parmi les Mairies, Université de Turin, Ecoles et des organisations de la société civile et le Burkina Faso .Il s'agit de construire des briques en terre crue avec la terre de la ville de Ouahigouya pour la formation professionnelle des jeunes et pour la construction de nouveaux bâtiments. Une équipe de 15 jeunes sélectionnés par la mairie est formée pour la construction et pose des blocs. L'objectif principal du projet est la lutte contre le chômage des jeunes et leurs migrations à travers une technique de construction de bâtiment, pensée au Piémont, et adaptée au contexte local, pour être utilisable soit par la mairie, soit par des initiatives privées.Parallèlement en Italie le projet prévoit des actions de formation à la technique du bloc brique et des activités de sensibilisation à la réalité burkinabée pour tous les Lycées ou les Communes partenaires.



Les projets des lycées sont supportés aussi par d'autres Administrations Locales, comme l'Asl TO5 ( la santé publique), les Carabinieri (notre gendarmerie), la COOP et d'autres organismes hors de notre territoire, le SERMIG, l'Association Deina, Acmos qui s'engagent à faire connaître aux jeunes les instruments pour éviter et combattre le cyber-harcèlement (à ce propos le lycée Maxwell a réalisé une pièce jouée dans notre Théâtre, ouverte à toute la communauté) , les différentes dépendances, la violence contre les femmes et d'autres encore.

Dans la société civile, nombreux sont les acteurs engagés dans cette perspective, et parmi eux il y a UNI3, L'Université des Trois Ages, autrefois appelée Université du Troisième Age, association nationale présente à Nichelino depuis 30 ans. L'UNI3, aujourd'hui, compte à peu près 1000 inscrits et elle active plusieurs cours, cette année bien 68, qui touchent différentes disciplines (on va de la psychologie à la danse populaire, des langues étrangères à la couture, des promenades dans la nature à l'histoire). Pourquoi on a changé de nom? Parce qu'après quelques années d'activité sur le territoire, les jeunes demandaient pourquoi il ne pouvaient pas s'inscrire et avoir la possibilité de suivre des cours très intéressants, à ce point-là sur notre demande l'Association Nationale a décidé de baisser l'âge d'inscription. L'UNI3 est basée sur le bénévolat, tous les enseignants donnent de leur temps afin que n'importe quels citoyens aient la possibilité d'améliorer leur savoir, de sortir du matin au soir, ça dépend des cours qu'ils choisissent, de se confronter avec les autres étudiants. Les étudiants peuvent aussi contribuer à l'organisation des cours comme prendre les inscriptions ou aménager les salles, aider les enseignants à programmer des voyages et des conférences ouvertes à toute la communauté. Mais l'objectif principal est de favoriser les rapports humains et de combattre la solitude qui, surtout parmi les personnes âgées, est la cause qui les conduit à tomber malades et à se renfermer toujours plus sur elles-mêmes.

L'Administration Municipale retient que les buts et les actes de l'UNI3 en faveur de ses citoyens soient de grande importance pour ses aspects éducatifs et d'association et elle le considère un des plus importants exemples de subsidiarité (aide) aux politiques locales. L'œuvre de cette Association, comme d'autres du territoire, contribue à créer une conscience civile et à favoriser la participation active à la vie publique.

Tous les ans l'Administration de Nichelino, Division Politiques Juvéniles et le Service «Informagiovani», organise avec l'aide des associations *Deina* et *Treno della Memoria (Train de la Mémoire)* un «Voyage de la Mémoire», fin janvier, dans les Camps de Concentration (Auschwitz, Mauthausen, Dachau) pour 10 citoyens et 30 jeunes majeurs des lycées. Pour la prochaine année on a prévu d'augmenter le nombre de participants (jusqu'à 80) donnant la possibilité à des jeunes de Nichelino de moins de 25 ans et aux familles des élèves de partager cette expérience. Ce projet prévoit 2 mois de préparation avant le départ et des conférences publiques à l'occasion de la Fête de la Libération pour partager avec les autres copains et la Communauté toute entière l'expérience, les sentiments et les sensations éprouvées pendant la visite de ces terribles lieux de façon à ce qu'ils puissent mieux connaître les désastres et les méchancetés qu'une guerre peut causer aux populations.

Ces expériences sont fondamentales pour la formation et l'exercice effectif de la citoyenneté, en sachant que seulement à travers la mémoire historique on sauvegarde la démocratie et seulement à travers le respect des droits fondamentaux de la personne on peut parler de citoyens et de citoyenneté.

**Louis LAFORGE** : La citoyenneté qui passe par les fleurs, merci beaucoup. Claude Demougeot, vous présidez le Comité de jumelage de Caluire et Cuire, vous vous reconnaissez dans les propos de votre collègue italienne ?

**Claude DEMOUGEOT** : Tout à fait. Je dirais qu'elle a dit l'essentiel et je dirais à peu près la même chose. Le but principal du Comité de jumelage était d'essayer de faire se rencontrer les habitants de Caluire et Cuire et de Nichelino par le biais du sport. Il y a les échanges permanents, que ce soit les athlètes, les basketteurs, des échanges culturels, les écoles, les jeunes. Il y a également une très belle harmonie à Nichelino et une très belle harmonie à Caluire et Cuire, qui se rencontrent.

On essaie de le faire le plus souvent possible, ce n'est pas toujours facile de déplacer 50 à 60 personnes, mais on le fait, il y a des échanges permanents.

Comme le disait Tiziana, ce ne sont plus des échanges, c'est de l'amitié, ce sont des rencontres. La proximité de nos deux villes (320 kilomètres) a fait beaucoup. On peut se rencontrer un week-end par exemple. Ce fait de rapprochement a fait se multiplier les échanges et la cadence des échanges. Les gens apprennent à se connaître et deviennent des amis, cela va au-delà du jumelage.

**Louis LAFORGE** : Aider les habitants à se sentir un peu plus citoyens d'Europe.

**Claude DEMOUGEOT** : Voilà, c'est notre but, et je pense que l'on y arrive petit à petit.

**Tiziana MALANDRONE** : Je voudrais ajouter que la langue, ce n'est pas un problème, c'est la volonté de faire les choses avec passion, de se comprendre et de vivre ensemble ce moment. Nous italiens, nous parlons avec les mains, et on peut s'expliquer quand même.

**Louis LAFORGE** : Claude, vous parlez avec les mains ?

**Claude DEMOUGEOT** : J'essaie d'apprendre, parce qu'il faut bien dire qu'il y a une gestuelle officielle. Je voulais rajouter que je fais partie aussi d'une autre association Histoire et patrimoine à Caluire et Cuire . Le fait d'être engagé dans cette association m'a permis d'approfondir les connaissances sur Caluire et Cuire, et on en fait profiter nos amis italiens. Inversement, des personnes qui s'occupent du patrimoine et de l'histoire de Nichelino nous le font découvrir.

**Louis LAFORGE** : Hassina Hadjab, vous présidez l'association Cordão De Ouro. C'est la corde d'or ?

**Hassina HADJAB** : Oui, c'est cela, en brésilien.

**Louis LAFORGE** : Vous travaillez aussi en collaboration avec l'association Histoire et patrimoine à Caluire et Cuire, vous allez nous en parler. Vous proposez des cours de capoeira, qu'est-ce que c'est ?

**Hassina HADJAB** : C'est un art martial qui est né au Brésil, qui a été apporté par les esclaves qui étaient là pour travailler dans les champs de canne à sucre. En fait, les esclaves n'avaient pas le droit de jouer entre eux, et ils ont déguisé cela en danse. La capoeira existe depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, à peu près.

**Louis LAFORGE** : Vous pouvez nous faire une démonstration ?

**Hassina HADJAB** : J'ai un ami, Alban, qui pourrait nous faire une démonstration.



**Louis LAFORGE** : Merci pour cette démonstration improvisée. Vous travaillez en collaboration avec une autre association pour un projet citoyen.

**Hassina HADJAB** : Tout à fait. L'année dernière, notre association a reçu l'appel à projets dans le cadre des Entretiens de Caluire et Cuire-Jean Moulin. Le thème était

de proposer un projet sur la citoyenneté et pour notre association qui est très jeune sur Caluire et Cuire, c'était de s'associer avec une, voire plusieurs autres associations.

C'était pour nous un challenge à relever, faire des démonstrations de capoeira. Nous avons réfléchi sur un rallye capoeira et photos devant des lieux emblématiques comme la mairie, les centres sociaux.

Nous avons ce projet qui mettait en évidence tous les lieux emblématiques, et on s'est dit qu'il fallait trouver d'autres associations pour travailler sur ce projet et le proposer à la mairie.



Grâce à une amie qui est dans le public et que je salue chaleureusement, qui connaît le Président de l'association Histoire et patrimoine à Caluire et Cuire, et on va travailler pour que l'histoire de ces lieux incontournables de la ville de Caluire et Cuire puissent être racontés et expliqués à des groupes qui vont faire une petite démonstration de capoeira devant chacun d'entre eux. Ce projet est prévu pour le printemps prochain, parce qu'il faut un petit temps de préparation.

Je voulais ajouter que c'était un pari à relever que d'associer une association de capoeira, qui est plus liée sur le sport, la danse et la musique, et une association d'histoire et patrimoine. Nous on y tient, parce qu'au final on défend des valeurs qui sont communes, la citoyenneté et le partage. C'est ce qui fait aujourd'hui la force d'un territoire et d'une ville.

**Louis LAFORGE** : Merci, Hassina. À vos côtés Paul Dumas. Vous, vous avez présidé le club de rugby de Caluire et Cuire pendant combien de temps ?

**Paul DUMAS** : Pendant neuf ans.

**Louis LAFORGE** : Votre objectif, au-delà de gagner des matchs, c'était des engagements, des actions citoyennes aussi dans ce club de rugby ?

**Paul DUMAS** : Il s'agissait pour nous, dans un premier temps, de créer une école de rugby sur Caluire et Cuire, ce que nous avons obtenu très facilement de la part de la municipalité. Ce club de rugby a démarré en septembre 2010, avec 11 enfants, dont 2 filles.

Le rugby à 13 est une discipline différente du rugby à 15. Dans le rugby à 15 c'est vraiment du face-à-face, c'est physique, on se rencontre très fortement. Alors que le rugby à 13, c'est plutôt un rugby d'évitement. On court beaucoup plus dans un rugby à 13 qu'à 15. Des placages bien sûr, par contre des mêlées, il y en a très peu. C'est un sport très agréable à voir.

Pour Caluire et Cuire j'étais responsable d'une école de rugby, c'est-

à-dire que je m'adressais à des enfants de 6 à 12 ans. Je me suis aperçu que, derrière une discipline sportive, les enfants apprennent à jouer ensemble et à vivre ensemble. Nous avons aussi des rencontres avec des enfants de la banlieue est de Lyon. Là aussi, il fallait une certaine écoute et une certaine tolérance. Ce que je trouve formidable, c'est que même quand il y a un petit affrontement, immédiatement après ils redeviennent amis. Il y a un esprit sportif, de convivialité et de respect de l'autre, qui est très important.

Une des difficultés que j'ai eue récemment, c'est après 9 ans de présidence, j'ai eu la volonté de passer le relais avec mon bureau. Les trois dernières années, mon bureau était constitué à 75 % d'éléments féminins, nous étions 4, dont 3 femmes. Il a fallu passer le relais, et j'avais une inquiétude, parce que vous savez qu'une association qui a des petits moyens, la licence pour les enfants est de 100 euros. Nous avons également, avec la ville de Caluire et Cuire, un partenariat pour des familles en difficulté, et les enfants à ce moment-là, ne payaient que la partie fédération, c'est-à-dire 20 euros. J'ai eu une inquiétude, mais le jour de l'assemblée générale j'ai été surpris de voir que le nombre de personnes qui allaient reprendre le club était de 8 au lieu de 4.

Dans ce club, il y a les enfants qui jouent, mais aussi les parents qui sont sur le banc et regardent. Nous avons créé un groupe de loisir, où des mamans et des papas jouent au rugby à 13 en même temps, c'est quelque chose de fort intéressant. En tant que citoyens, nous sommes arrivés à mettre cela en place, avec un grand succès. Cette année nous allons dépasser les 20 personnes.

Parallèlement à cela, nous avons développé une nouvelle activité. Une nouvelle discipline a été mise en place, il s'agit de silver 13 équilibre. Il s'agit de gymnastique en salle, pour des adultes qui ont de 60 à plus de 80 ans. On utilise le ballon ovale, mais il y a beaucoup d'autres activités, ce qui fait que pendant une heure les gens se confrontent à leur propre équilibre, ce qui n'est pas toujours évident.

**Louis LAFORGE** : Renaud Vital-Durand, merci d'être avec nous. Vous présidez l'association des joueurs sauveteurs de Caluire et Cuire. Un club que vous présidez depuis 5 ans, et là encore c'est un choix citoyen de votre part.

**Renaud VITAL-DURAND** : Je ne peux pas faire une démonstration de barque, mais je me retrouve dans les démonstrations de mes prédécesseurs, notamment sur le fait de gérer une association. En réunion de préparation de ces Entretiens, nous avons eu la réflexion autour de la citoyenneté. Je me suis interrogé sur la notion d'adhérent consommateur ou d'adhérent impliqué. L'objet était de faire part de mon témoignage, c'est mon histoire avec l'alliance des joueurs sauveteurs de Caluire et Cuire, qui commence en 1993 pour ma part. Ce club à 118 ans, ce qui est pas mal. Jusqu'en 2014, j'en ai profité en tant qu'adhérent actif, plus consommateur qu'impliqué. Jeune papa, il ne m'était pas possible de faire plus que ce à quoi je m'étais engagé, c'est-à-dire faire des frites deux fois par an, quand l'association organisait une manifestation.

La quarantaine passée, j'ai essayé un autre sport, jusqu'à ce que le devoir me rappelle à l'ordre. En effet, une transition générationnelle ne s'était pas effectuée au club, qui se trouvait dans une configuration où il allait fermer. C'était un engagement citoyen de ne pas laisser mourir ce club qui a animé la vie du quartier pendant plus d'un siècle, et dont j'avais profité une vingtaine d'années. Je remercie mon épouse qui m'a encouragée à m'investir, c'était un choix qui n'était pas facile, il fallait arriver à encadrer tout cela. Aujourd'hui, nous sommes plus de 30 actifs. L'action municipale nous a soutenus et a permis de redynamiser le club. Il y a trois ans, nous sommes arrivés à refaire un noyau, nous avons créé des outils de communication. L'adjoint au sport présent nous a suggéré de nous rapprocher d'autres associations et de participer en 2017 aux journées du patrimoine, dont le thème était « Au fil de l'eau ».

Ce fut un succès, et il y a deux semaines, pour la troisième année consécutive, nous avons sorti pendant les journées du patrimoine plus de 170 personnes sur le Rhône. C'est quelque chose que l'on n'aurait pas fait par nous-mêmes.



**Louis LAFORGE** : Le Rhône vous le nettoyez aussi, vous menez des actions concrètes sur les berges.

**Renaud VITAL-DURAND** : C'est la maison de quartier dont nous sommes rapprochés, qui organise un nettoyage des berges dont c'est la première édition ce printemps, puis le 12 octobre. De manière hebdomadaire, à chacune de nos sorties, on ramasse des trottinettes qui sont dans le Rhône. Nous n'avons pas pour mission de nettoyer de manière systématique, mais l'action reste de faire ce qu'il est possible de faire dans le cadre d'une activité sportive. Quand on croise une bouteille sur le Rhône, la ramasser.

**Louis LAFORGE** : Et de sensibiliser les citoyens. Le rendez-vous est pris pour le 12 octobre.

**Renaud VITAL-DURAND** : Pour conclure, je voudrais remercier mon bureau qui m'a accompagné, qui s'est élargi et féminisé. Une attention particulière aux élus qui nous ont accompagnés et motivés, en nous donnant les moyens de mener à bien ce projet. Un petit clin d'œil au personnel municipal qui fait son travail de manière très engagée à Caluire et Cuire au niveau des associations.

**Louis LAFORGE** : Merci à vous, et merci à tous les bénévoles de votre association. Plein d'expériences et d'histoires formidables. Joël Janiaud, il n'y a pas que la philo à Caluire et Cuire ou en Italie, on fait des actions physiques également. Que pense le prof de philo de tous ces engagements citoyens que vous venez d'entendre ?

**Joël JANIAUD** : Je suis émerveillé par la diversité et la richesse de tout cela. Il y a l'esprit, le corps, l'amitié, la réflexion, la dimension internationale. SEVE vit aussi cette expérience internationale. Nous vivons aussi cette dimension locale, et je salue la présence dans la salle d'une animatrice philo qui est passée par le parcours SEVE. Nous avons une antenne régionale Rhône-Alpes qui est appelée à se développer. Nous sommes, je pense, dans une grande complémentarité. Cet esprit que vous évoquez, cet engagement, ce bénévolat, c'est ce que l'on vit aussi tous dans les associations. Dans SEVE nous sommes dans une convergence de personnes très différentes, qui ont ressenti l'urgence de s'engager il y a quelques années, avec toutes les tensions que l'on ressent dans la société. Je suis émerveillé par tout ce que j'entends.

Je suis personnellement dans d'autres associations, entre autres avec la philo aussi avec des personnes du 3e âge, et nous aimerions aller dans l'intergénérationnel le plus possible. Vous parliez de cette transmission générationnelle et je crois que l'on ne peut qu'y être très sensible.

**Louis LAFORGE** : Nous avons beaucoup parlé d'engagement citoyen, mais aussi de fraternité. La vie citoyenne est aussi riche à Nichelino ?

**Tiziana MALANDRONE** : Oui, à Nichelino il y a beaucoup d'associations. Au fur et à mesure que le temps passe, il y a toujours beaucoup de monde qui s'associe, cela veut dire qu'il y a l'envie de faire quelque chose pour la ville. Il faut souligner que l'administration est présente dans tous les événements que nous faisons. En plus elle soutient ces événements et la formation de nouvelles associations. Par exemple, il y a une association pour l'histoire de Nichelino et seulement deux personnes formées en guides, mais j'espère que l'on va augmenter. L'association travaille avec l'école et on a une synergie très importante.

# ÉCHANGE

## Quelle citoyenneté pour ces temps incertains ?

Pascal Bruckner et Dominique Reynié

Louis LAFORGE : Nous allons accueillir de nouveau Dominique Reynié et Pascal Bruckner pour la conclusion de ces Entretiens. Comment avez-vous ressenti tous ces exemples d'engagements citoyens ?

Pascal BRUCKNER : Ce qui me frappe, c'est que si on se projetait 40 ou 50 ans en arrière, on aurait eu un représentant du parti communiste, du parti socialiste, du RPR, et chacun aurait défendu sa vision de la société. On voit très bien qu'à travers ces initiatives, ce qui apparaît c'est l'émiettement de l'engagement politique, qui n'existait pas autrefois. On s'entendait sur les règles du jeu, et en même temps on portait une vision du monde différente.



Aujourd'hui, j'ai le sentiment que la prolifération des associations est aussi le symptôme d'un embarras. Nous nous cantonnons à des initiatives immédiates, proches de nous. Nous essayons de faire le bien, d'améliorer la situation de notre quartier, de notre cité.

Louis LAFORGE : Cela veut dire que cet engagement associatif est vain ?

**Pascal BRUCKNER** : Non, je dis simplement qu'il se situe à une autre échelle, à une échelle associative. Les associations ont toujours existé, mais elles étaient chapeautées par les partis. Toutes les grandes lois sociales depuis 1945 ont été l'œuvre de partis. Quand la gauche est arrivée au pouvoir en 1981, elle abolit la peine de mort, elle dépénalise l'homosexualité. Autrefois, un parti pouvait rassembler sous son aile toutes sortes de projets, aujourd'hui ces projets sont émiettés en autant d'initiatives individuelles.

**Dominique REYNIÉ** : Moi je voudrais remercier les organisateurs et monsieur le maire, parce que je n'avais pas assisté à cette configuration-là. C'est vraiment une forme qui m'a impressionné ce matin. Je partage un sentiment avec vous, j'ai le sentiment que nous sommes dans une situation historique extrêmement critique, et il me semble que nous le ressentons collectivement. C'est une préoccupation nouvelle, quelque chose nous inquiète qui nous paraît inédit, qui nous paraît avoir une certaine gravité. On voit des choses qui préoccupent. J'ai été comme vous, j'ai été saisi par l'incendie de Notre-Dame-de-Paris. On a le sentiment de quelque chose de très profond qui s'est ébranlé. Des choses qui sont en train de nous montrer que les soubassements sont branlants, quelque chose est en train de bouger.

J'ai la conviction que si la société elle-même ne se tenait pas comme elle se tient, je pense que tout serait déjà par terre. Ce sont les femmes et les hommes, qui sont engagés en tant qu'élus associatifs, qui font tenir notre société. Aujourd'hui, ce mouvement est encore très puissant, à la différence des partis politiques, à la différence des syndicats et à la différence des lectorats de la presse. Tout cela, ce sont des collectifs qui se sont effondrés, dissipés, évanouis. Il n'y a plus beaucoup de gens qui lisent les journaux ou qui regardent les journaux télévisés. On a cette espèce de mouvement de dispersion.

Le mouvement associatif, je l'ai ressenti comme un mouvement de survie aussi. Joël Janiaud, vous avez dit des choses très belles sur la philosophie dans la cité, et chez Platon dans *La République*, il y a la figure du royal tisserand. Le grand métier de roi c'est de tisser les fils qui se déchirent, qui se défont, et qui ensemble font tenir le corps social, la société. Les relations entre les âges, des filles et des garçons réunis, des Français et des Italiens, un lien est établi avec le Brésil, les liens avec l'école, avec les élus. Tout cela, ce sont des fils qui se défont, qui se déchirent, et qui ne pourront tenir le temps que tout soit reconstruit ou renforcé que si nous-mêmes nous sommes des tisserands.

**Louis LAFORGE** : J'aimerais revenir sur la notion d'individualisme que vous mettiez en exergue tout à l'heure. Cela va au-delà des frontières françaises.

**Pascal BRUCKNER** : Oui, c'est la grande conquête de l'Europe. Mais comme toute conquête elle a un revers, la tentation de repli, la tentation de cultiver son jardin en dehors du monde, à une époque qui est travaillée par une inquiétude. C'est-à-dire que le grand malaise que nous ressentons tous aujourd'hui, c'est le malaise de la dépossession démocratique, nous ne sommes plus maîtres de notre destin. Dans ce sentiment d'insécurité culturelle ou même physique où nous sommes, le repli sur soi paraît la meilleure solution. Effectivement, nous voulons choisir les liens que nous voulons tisser avec les autres. Mais il se passe quelque chose, c'est que l'événement historique, c'est celui qui arrive malgré nous. Lorsque les attentats ont frappé en 2015 et 2016, ce ne sont pas des choses que nous avons choisies. Face à ces attentats, les Français ont réagi globalement avec sang-froid, avec civisme et sans haine.



Un sang-froid de la population, un certain pouvoir d'inertie qui nous permet de résister à toutes les attaques, mais en même temps l'idée que tout d'un coup il n'y a plus de capitaine à bord. Le chef de l'État semble parfois un orateur qui parle beaucoup, mais il n'est pas aux commandes, il ne tient pas les manettes de la nation. La tentation est grande de revenir chez soi ou de reconquérir un peu de pouvoir local avec les associations, qui font un travail admirable pour se dire qu'au moins dans ce périmètre réduit j'ai la capacité à changer les choses. Puisque l'État lui-même n'est pas capable de contrecarrer les forces économiques de la mondialisation, soit de répondre aux attaques de tel ou tel chef d'État étranger, soit tout simplement d'assurer la sécurité sur le sol français.

Ce qu'il y a de terrible, ce qui s'est passé avant-hier à la préfecture de police, c'est que nous avons vécu depuis deux ans sur un certain assouplissement. J'étais dans le métro au moment où j'ai appris qu'il y avait eu quatre morts à la préfecture de police, et une jeune femme a dit « ça recommence », mais en fait, cela ne s'est jamais arrêté.

**Louis LAFORGE** : C'est un acte individuel, vous ne pouvez pas conclure cela.

**Pascal BRUCKNER** : Pas d'après ce que disent les derniers éléments de l'enquête. C'est plutôt un projet d'infiltration des services de renseignement de la police par un individu particulièrement dissimulateur. Si cela se confirme, cela veut dire que la menace n'est pas terminée.

C'est un peu la grande différence entre l'impôt et la philanthropie. Quand nous payons l'impôt, nous faisons la grimace parce que c'est beaucoup d'argent, mais aussi parce que nous ne savons pas comment l'argent sera attribué. La philanthropie c'est l'inverse. Quand nous donnons 100, 200, 300 ou 1 000 euros à une association caritative, quand éventuellement nous l'accompagnons à l'étranger, nous sommes sûrs que nous allons construire un puits, etc. Si l'associatif l'emporte aujourd'hui, c'est bien parce que nous avons perdu confiance dans les politiques.

## Entretien de clôture

### Quelle citoyenneté en ces temps incertains ?

**Pascal BRUCKNER et Dominique REYNIÉ**



Louis LAFORGE : Dominique Reynié, vous êtes d'accord avec cela, l'État ne joue plus son rôle ?

Dominique REYNIÉ : L'État français manifestement n'y arrive pas. Il y a des missions fondamentales que nous considérons collectivement qu'elles ne sont pas suffisamment ou pas correctement remplies. Toute une série d'éléments qui ne peuvent pas relever d'une autre institution que l'État, nous apparaît comme n'étant pas menée avec l'efficacité espérée. De l'autre côté, l'État s'occupe d'énormément de choses qui ne relèvent pas des sujets ou des urgences.

Je voudrais aussi ajouter que ce qui fait que nous sommes encore solides, mais menacés de fragilité sur l'essentiel qui est le lien social auquel contribue si fortement le mouvement associatif, c'est une affaire de confiance en nous, entre nous. Quand on dit « vivre ensemble » parfois les gens sont agacés par ce terme. Mais par quoi remplacer cette formule ? Si nous voulons arriver à ce « vivre ensemble », il faut bien avoir confiance les uns dans les autres.

Il y a deux choses qu'il faut absolument éviter, c'est de ne pas parler des problèmes que nous avons, et la deuxième erreur c'est d'en parler n'importe comment. Ce sont deux erreurs que nous faisons alternativement. Mon métier c'est la science politique, et mon interprétation du présent est qu'à l'échelle du monde une guerre a commencé, elle est en cours. C'est une guerre pour la redistribution du pouvoir entre les très grandes puissances, publiques et privées. Nous les Européens, nous sommes en train de devenir inutiles à cette histoire. On ne sert pas les Américains ou les Chinois, sinon par les matières premières que nous pouvons mettre à leur disposition, volontairement ou pas. S'il n'y a pas une espèce de réactivation de notre capacité collective européenne sociétale à se mobiliser par le bas pour venir en aide à des leaders qui sont un peu perdus, s'il n'y pas le soutien d'un corps social, personne n'y arrivera.

Nous avons une possibilité de nous réengager dans ce 21e siècle dont nous sortons peu à peu aujourd'hui.

Louis LAFORGE : Une des solutions est de se parler. Le mot de la fin, Pascal Bruckner.



Pascal BRUCKNER : Je pense qu'il faut repartir du local, c'est à partir de là qu'il y aura une reconquête du national. Je ne veux pas noircir le tableau, parce que je pense que l'espoir est toujours actuel et qu'il y a quelque chose en France qui tient bon. Les Français sont un peuple fort par leurs traditions et par leur cohésion malgré tout, quel que soit par ailleurs ce que l'on pense de ce pays.

Quand même deux petites choses inquiétantes selon moi. D'abord, les Français ne s'aiment pas, et nous avons jour et nuit les porteurs de mauvaises nouvelles qui nous expliquent que nous sommes un pays infâme, que nous devons avoir honte de notre État et de notre passé, qu'il n'y a plus de libertés en France. Nous aimons bien nous décrire sous les traits d'un peuple barbare, et je trouve que cela ressemble tellement peu à l'état de la France. Mais quand même, l'agitation qui saisit la France est inquiétante. Je regardais hier à la télévision, 500 maires ont été attaqués, cela veut dire que le métier de maire et d'élu local va devenir de plus en plus dangereux, il faudra peut-être mettre des policiers auprès des élus. En décembre 2018, qu'est-ce qui a sauvé la France ? C'est la police et la gendarmerie.

J'ai très peur, je pense que les spectres de la guerre civile doivent toujours rester dans un coin de notre cerveau. Je suis inquiet qu'un État et qu'un chef d'État de gouvernement qui a été régulièrement élu et qui dispose d'une base importante, ne trouve comme dernier rempart à sa légitimité que les forces de l'ordre. Je pense que sur ce plan-là il faut réengager un dialogue avec les Français. Sur ce plan-là, j'ai le sentiment que nous frôlons très souvent un certain abîme et cela m'inquiète parce que j'aime mon pays et je n'ai pas envie de le voir sombrer.